Numéro 86 Mars 1928

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

I.S.R.

REVUE MENSUELLE EDITÉE PAR
LE BUREAU EXÉCUTIF DE L'I.S.R.-MOSCOU

RÉDACTION POUR LA FRANCE : 33, RUE DE LA GRANGE-AUX-BELLES -- PARIS-Xe

Prix : 3 fr. 50 — Extérieur : 4 fr 50

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

REVUE MENSUELLE

ABONNEMENTS

FRANCE-BELGIQUE

3 mois..... Fr. 10
6 mois..... « 20
1 an..... « 40

Adresser les abonnements et les commandes au numéro :

BUREAU D'ÉDITION, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis, 132 -:- Paris (10e)
Téléph. Nord 07-51 -- Chèque postal 943-47 Paris

Pour les services et échanges, s'adresser au

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA C. G. T. U.
33, rue de la Grange-aux-Belles, 33 -- Paris (3e)

ABONNEMENTS

ÉTRANGER

3 mois..... $ 1/2
6 mois..... « 1
1 an..... « 2


*ON TROUVE LA REVUE de l'I.S.R.*
*chez les libraires*
*et kiosques de journaux suivants :*

### RÉGION PARISIENNE

**Librairie de l'Humanité,** 120, r. Lafayette. Paris (Xe).

**Librairie et journaux,** 25, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (Xe).

**Kiosque,** face à la Bourse du Travail, Paris (Xe).

La réclamer aussi **dans tous les Comités Intersyndicaux** et dans les principaux kiosques de journaux.

### PROVINCE

BORDEAUX : **Bibliothèque « Le Foyer »,** 27, rue Buhan.

LILLE : **Librairie Ouvrière,** 258, rue de Paris.

LYON : **Dauvergne,** 91, rue de Marseille.

MARSEILLE : **Bibliothèque Sociale,** Bourse du Travail.

NANCY : **Librairie du Travail,** 65, rue Saint-Nicolas

NIMES : **Dépôt de Nimes,** 5, boulevard du Sergent-Triaire.

### ÉTRANGER

BELGIQUE : **Aux Editions Socialistes,** 57-59, rue des Alexiens, Bruxelles.

## POUR LA DIFFUSION DE LA REVUE

Nous demandons à nos lecteurs militants des Syndicats de faire appliquer la décision du Congrès de Bordeaux de la C. G. T. U. concernant l'abonnement obligatoire de toutes les organisations syndicales à la Revue officielle du Bureau Exécutif de l'I. S. R.

Faites-nous aussi des abonnés individuels, faites connaître la revue autour de vous, organisez-en la vente au numéro dans les Bourses du Travail, les Comités Intersyndicaux, aux sièges des Syndicats. Trouvez-nous des dépositaires dans les librairies et les kiosques de journaux.

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA C. G. T. U.


Tous les militants syndicaux doivent lire et faire acheter pour les bibliothèques des Bourses du Travail et des Syndicats l'important ouvrage du camarade LOSOVSKY

**LE MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL**

**Avant, Pendant et Après la Guerre**

Un vol. de 290 pages : 10 fr. - Adresser les commandes à l'Administrateur de la Revue


# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

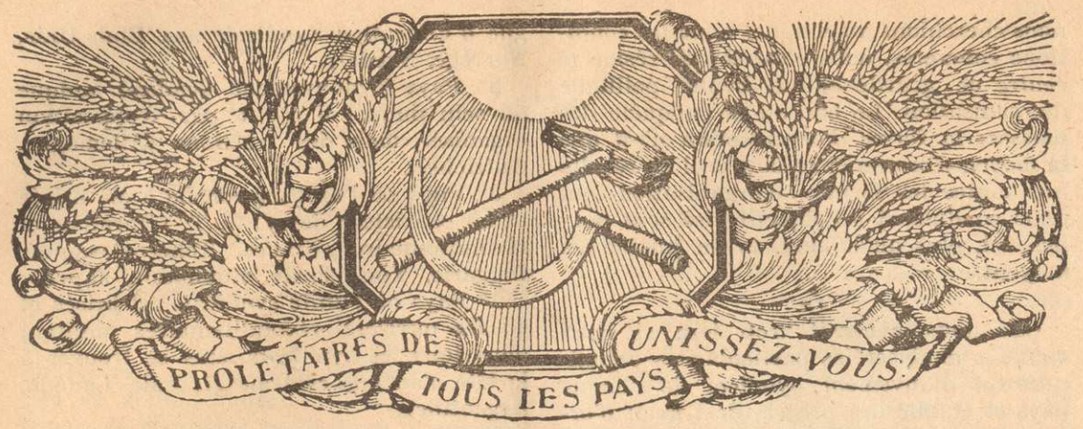

**Rédacteur en chef : A. LOSOVSKY**

Collaborateurs : RUSSIE : A. Andreiew, M. Braginski, L. Heller, E. Lerner, M. Rubinstein, G. Smolianski, M. Tomski, J. Josephowitsch. — ALLEMAGNE : F. Heckert, A. Enderle, F. Apelt. — FRANCE : G. Monmousseau, P. Semard, M. Delobelle, A. Herclet. — ITALIE : Terraccini, Repossi, G. Germanetto, I. Anselmi. — ANGLETERRE : Watkins, G. Pollit, Tom Mann, J. Allison. — BELGIQUE : Jaquemotte. — TCHECO-SLOVAQUIE : Joseph Hais, L. Schwartz. — ROUMANIE : A Badulescu. — AUTRICHE : Kastner, J. Strasser. — BULGARIE : G. Dimitrow. — YOUGO-SLAVIE : Pavlowitsch. — SUISSE : Bobst, Mandel. — ESPAGNE : A. Nin, Maurin. — NORVEGE : A. Hensen. — FINLANDE : Liumiwuokko. — POLOGNE : Dunski, A. Wittkowki, M. Woljkewitsch, C. Belski. — HOLLANDE : Bouwman. — PERSE : Deikchan. — PALESTINE : Abusjam. — EGYPTE : Awigdor. — INDONESIE : Samuen, Tan Malakka. — JAPON : Ch. Matsumoto, Tani, Sen-Katayama. — CHINE : Van-Tschina. — AFRIQUE DU SUD : Banting. — ETATS-UNIS : W. Foster, Earl Browder, Johnston, W. Dunne. — CANADA : Mac Donald, Tim Buck, Ch. E. Johnson, etc., etc...



Mars

N° 86




*A. LOSOVSKY*

# Les objectifs du mouvement syndical révolutionnaire

* * *

A chaque congrès de l'I. S. R., à chaque session du Conseil Central, on est amené à s'occuper de questions d'organisation parce que celles-ci englobent l'ensemble du travail pratique quotidien du mouvement syndical révolutionnaire. Ces questions englobent la structure de l'opposition dans les syndicats réformistes et celle des syndicats autonomes; les formes de liaison entre les syndicats révolutionnaires et les ouvriers des entreprises; l'organisation du mécanisme de transmission unissant l'entreprise à la Centrale nationale; les questions concernant les comités d'usine, les délégués d'entreprise, les assemblées de délégués, les finances, les rapports entre les syndicats locaux et la Centrale, entre les Unions régionales et la C. G. T., les syndicats d'industrie, le « syndicat unique », les sections professionnelles au sein des syndicats et leurs droits, la mutualité syndicale, le travail parmi les femmes et la jeunesse, la formation de militants pour le travail dans les masses, etc.

Aucune question pratique de l'action syndicale quotidienne ne reste en dehors des problèmes d'organisation du mouvement syndical. Mais, si l'on choisit parmi elles les principales, on pourra parler non plus spécialement des questions d'organisation, mais d'une *politique d'organisation*.

Quel est le but que vise notre politique d'organisation? *C'est la conquête des masses*. A ce but principal est subordonnée notre pratique, à ce but essentiel sont assujetties les différentes questions d'organisation et toute la politique d'organisation de l'I. S. R.

*
* *

Notre but, c'est la conquête des masses. Mais on ne peut faire la conquête des masses qu'après avoir étudié soigneusement l'ambiance, les conditions de la lutte, le rapport des forces entre les classes et celles de la classe ouvrière; en adaptant notre travail pratique aux particularités de chaque pays et au mouvement syndical qui s'est formé dans les conditions concrètes données.

Par conséquent, la question d'organisation est d'ordre pratique entre toutes. Le mouvement ouvrier de chaque pays a sa structure spéciale, ce qui fait que, pour aborder la question d'organisation, il faut toujours commencer par étudier la situation exacte, les formes d'organisation spécifiques, la mentalité des syndiqués et des ouvriers inorganisés, le niveau des cadres dirigeants, etc. Il peut paraître étrange que

nous cherchions à souligner ainsi les conditions concrètes, mais c'est là que réside le centre de gravité d'une bonne politique d'organisation. Le but est la conquête des masses; la forme d'organisation n'est que le moyen d'arriver à ce but, et il en résulte que toutes les formes d'organisation qui nous conduisent à l'objectif visé sont bonnes. Ici, plus qu'ailleurs, la fin justifie les moyens.

*
**

Cela nous mènerait trop loin si nous voulions analyser les particularités organiques du mouvement syndical de chaque pays et établir des projets de travail d'organisation adéquats. Cela ne peut être fait que par rapport à chaque pays en particulier. Les praticiens syndicalistes de chaque pays doivent généraliser l'expérience de l'ensemble du mouvement ouvrier et dessiner le schéma organique dans le cadre duquel ils auront à agir. Nous ne pouvons pas envisager ici les problèmes d'organisation de chaque pays en particulier. D'ailleurs, ce ne serait ni conforme aux buts que nous nous proposons dans cette étude, ni exigé par les circonstances. Il nous importe de tirer de l'expérience internationale l'élément général applicable à tous les pays; et d'autre part, nous voulons essayer de faire, ne serait-ce que *grosso modo,* une classification du syndicalisme mondial en un certain nombre de groupes, de façon à pouvoir distinguer les problèmes d'organisation qui se posent devant les travailleurs des pays où existe un mouvement syndical avec ses caractéristiques propres. Les traits particuliers des formes d'organisation du mouvement ouvrier de chaque pays ne signifient pas qu'il est impossible de tirer des conclusions générales. Le capitalisme a préparé le terrain propice à une lutte commune des ouvriers de tous les pays; les formes et méthodes identiques de l'offensive patronale permettent de tirer de l'expérience du mouvement ouvrier international certaines règles uniformes pour la disposition de nos colonnes de combat.

*
**

Mais avant d'aborder l'expérience d'organisation en général, essayons de diviser le mouvement syndical mondial en quelques groupes fondamentaux. Dans l'ensemble, les groupes suivants peuvent être distingués dans le syndicalisme mondial :

1° Pays à syndicalisme unique dans lequel les partisans de l'I. S. R. se trouvent à la tête d'une opposition plus ou moins forte (Mouvement Minoritaire anglais, Ligue d'Education Syndicale aux Etats-Unis, Norvège, Suède);

2° Pays à mouvement syndical unique au sein duquel il n'y a pas d'opposition organisée, mais des fractions (Allemagne, Autriche);

3° Pays où l'unité syndicale a été brisée et où coexistent des C. G. T. réformiste et révolutionnaire (France, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Japon);

4° Pays où l'unité syndicale est brisée et où les ouvriers révolutionnaires militent dans tous les syndicats sans se trouver à la tête d'aucune centrale générale (Canada, Argentine);

5° Pays où il y a un mouvement syndical révolutionnaire unique, mais clandestin (Italie);

6° Pays à mouvement syndical révolutionnaire unique affilié à l'I. S. R. (Chine, Colombie, U. R. S. S.);

8° Pays où la grande majorité des travailleurs sont inorganisés et où il existe des industries tout entières sans travailleurs syndiqués (Etats-Unis);

9° Pays où le travail syndical révolutionnaire a un caractère semi-légal ou illégal (Bulgarie, Pologne, Hongrie, Espagne, Portugal, Roumanie, Yougoslavie);

10° Pays où la direction du mouvement syndical est aux mains de la bourgeoisie nationale et où le syndicalisme lutte des classes est cruellement persécuté (Egypte, Turquie).

Cette classification est loin d'être complète, mais cependant, elle nous montre la diversité extrême du mouvement syndical et nous permet d'avoir un point d'orientation.

*
**

Nous avons dit que l'objectif principal est la conquête des masses. Etant donné l'extrême diversité des formes d'organisation et de situation des syndicats, les méthodes peuvent et doivent être différentes selon les cas. L'objectif général consiste à pénétrer dans les grosses usines, à prendre possession du mouvement ouvrier des régions et industries les plus importantes (charbon, fer, transports, électricité, gaz, etc.). Dans les pays à mouvement syndical légal, on cherchera à créer des comités d'usine, à faire la conquête des organismes de base des syndicats à l'usine (collecteurs, délégués, etc.). Pour arriver à ce résultat, il faut toujours être à l'avant-garde de la lutte contre le patronat, savoir donner un conseil en temps opportun, être à l'unisson avec les ouvriers et exprimer, refléter, interpréter l'état d'esprit de la masse ouvrière.



Bien entendu, il ne peut être question de comités d'usine dans les pays où le mouvement ouvrier est illégal. Dans ce cas-là, il s'agit de créer dans chaque entreprise un groupe syndical clandestin. Les dimensions et la structure de ces cellules dépendent des circonstances. Mais le groupe clandestin devra surtout être le baromètre sensible de la vie de l'usine. Il pourra exercer une très grande influence, à condition de savoir diriger vers un but défini la volonté collective de toute l'entreprise au moyen de tracts, de réunions clandestines, d'une propagande individuelle faite en temps opportun. Il faut que nous fassions une citadelle de chaque entreprise. C'est le clou de la question. Et c'est pour cela que les employeurs, d'accord avec les social-démocrates, chassent les communistes des grosses entreprises. Nous devons répondre à cette tactique en redoublant d'efforts pour pénétrer dans ces entreprises en usant des méthodes légales, semi-légales et clandestines, même dans les pays où le mouvement syndical est soi-disant légal. Il ne faut pas oublier que, même dans les pays où le parti communiste et les syndicats révolutionnaires sont tolérés par la loi (Angleterre, France, Allemagne), les ouvriers révolutionnaires ne peuvent parler légalement à l'intérieur des usines. Les employeurs chassent des groupes tout entiers d'ouvriers suspects de communisme, et non seulement les réformistes tolèrent cet état de choses, mais souvent, ils le favorisent.

Par conséquent, la grosse entreprise doit devenir le centre d'application de toute notre énergie. En dirigeant tous nos efforts sur les plus grosses entreprises, nous concentrons, en même temps, notre attention sur les régions les plus importantes, sur les branches fondamentales de l'économie nationale. C'est l'unique moyen d'élargir notre influence et de la cimenter, quelles que soient les formes et les types du mouvement syndical légal, semi-légal ou clandestin.

*
**

Cette conquête des entreprises constitue évidemment le début du travail d'organisation. Mais cependant, il faut aller plus loin, il faut sortir des limites de l'entreprise et tâcher de grouper les organismes primaires conquis. Les formes et méthodes d'union dépendent des formes de groupements aux entreprises. S'il existe des comités d'usine légaux, ce sera une forme de groupement. S'il n'y a pas de comités d'usine, ou si tout le mouvement est clandestin, les formes d'union seront toutes différentes. Mais dans les deux cas, on doit chercher à grouper les travailleurs des entreprises d'un seul et même trust ou consortium.

Il est bien évident que plus un trust est vaste et plus il est difficile de le combattre, et que, bien souvent, ses dirigeants peuvent écraser une grève en passant les commandes à une autre entreprise.

Quelles doivent être les formes d'union des ouvriers qui travaillent dans les entreprises et industries ressortissant à un seul et même trust? En régime légal, le groupement peut se faire au moyen de la conférence et d'un organisme spécial groupant les travailleurs de tous les trusts, en même temps qu'il est conservé un organisme syndical dans chaque entreprise. Quand il est impossible d'organiser ouvertement les ouvriers; quand la situation est telle qu'on est obligé d'avoir recours à l'action semi-légale ou clandestine, la liaison entre les ouvriers des différentes entreprises ou d'un trust doit être l'objectif central de notre travail, car c'est ainsi seulement qu'on pourra créer une force capable de repousser l'offensive du capital concentré et réaliser les prémisses d'une lutte victorieuse.

*
**

Le groupement des ouvriers par industrie et trust est un des moyens de renforcer et de consolider la capacité de lutte des ouvriers. L'objectif principal consiste à rassembler en un faisceau unique tous les ouvriers de l'industrie donnée et à édifier des syndicats d'industrie, quelles que soient les difficultés qui s'y opposent.

Les syndicats d'industrie ont une très grande importance à tous les points de vue. Point n'est besoin de démontrer ici leur utilité, mais il convient de signaler les obstacles qui s'opposent à leur organisation. Il ne s'agit pas seulement de construire, mais aussi de réorganiser. Nous avons affaire aux organisations syndicales constituées, ayant des traditions corporatistes qui influencent non seulement les leaders, mais aussi — fait particulièrement important — de nombreux ouvriers.

Ce qu'il y a de plus dangereux dans la politique d'organisation, c'est l'erreur qui consiste à aborder d'une façon purement mécanique la question des syndicats d'industrie. Nous nous prononçons en faveur de ceux-ci parce qu'ils augmentent la puissance des ouvriers organisés, et dans la mesure où ils améliorent la cohésion des masses et leur

capacité de combat. Dans les pays où il y a un mouvement syndical ancien, où les cloisons qui séparent les fédérations professionnelles existent depuis longtemps, la fusion mécanique des fédérations similaires n'aboutit pas toujours à accroître la capacité de combat de l'organisation unifiée. C'est que souvent les fusions sont faites, non après un long travail d'organisation, mais simplement à la suite d'une résolution votée. Ainsi se trouve altérée la signification des syndicats d'industrie et de la fusion des petits syndicats en grandes organisations. C'est pour cela que, tout en préconisant énergiquement l'unification par industries, nous ne devons jamais perdre de vue les résultats de la fusion qui doivent l'emporter sur toutes les considérations de forme et les avantages schématiques. La plus grave erreur qu'on puisse commettre dans le domaine de la politique d'organisation, c'est de tomber dans le fétichisme, de préférer telle ou telle forme, non parce qu'elle est appropriée au pays donné, mais simplement parce qu'elle est plus harmonieuse que d'autres. Ici, moins que partout ailleurs, il est permis de bâtir des théories abstraites. La forme d'organisation doit être assez vaste pour englober des masses nombreuses, assez souple pour mettre les masses en mouvement, assez libre pour que celles-ci aient la possibilité de manifester leur initiative, et assez forte pour guider le mouvement.

*
**

En disant cela, nous posons la question de la valeur relative des formes d'organisation. L'habit ne fait pas le moine. Peut-on considérer le principe des syndicats d'industrie comme quelque chose d'absolu ? Evidemment non. Si nous nous demandons quelle est la forme d'organisation la plus avantageuse, nous pourrons dire que, dans la situation actuelle, ce sont les fédérations d'industrie basées sur le centralisme démocratique et groupées en une C. G. T. unique, solide, cohérente. Mais il ne faut pas croire que ce soit là une forme idéale d'organisation. Nous traversons une période de concentration et de centralisation rapide du capital ; le rôle des trusts se renforce, toute l'armature de l'Etat bourgeois se trouve subordonnée aux organisations patronales et, dans ces conditions, il convient d'envisager des formes nouvelles de groupement des travailleurs. Quand on considère le changement rapide de la vie économique et la nécessité de concentrer, autant que possible, nos forces, on voit que la forme d'organisation la meilleure n'est pas représentée par le syndicat d'industrie, mais par le Syndicat Général Unique, avec des sections d'industrie. Des organisations de cette espèce ont été fondées dans différents pays. La plus vaste d'entre elles est le Syndicat Général International de Tchécoslovaquie.

Ce qui fait l'erreur des partisans du Grand Syndicat Unique, ce n'est pas d'approuver cette forme d'organisation, mais d'ignorer la nécessité de passer par des échelons intermédiaires, au stade actuel du développement de la lutte. Peut-on douter que le Grand Syndicat Unique à sections d'industrie constituerait un progrès gigantesque en France, Tchécoslovaquie, Allemagne, Angleterre, vers la concentration des forces pour la lutte contre le capital? Peut-on douter que le Grand Syndicat Unique serait une arme puissante aux mains du prolétariat, car il pourrait, le moment venu, soulever toute la classe ouvrière, et notamment ses sections les plus importantes, pour repousser l'attaque ennemie sur tel ou tel secteur du front ouvrier.

Mais pour que le Grand Syndicat Unique puisse jouer ce rôle, il faut qu'il englobe des millions d'ouvriers, condition qui n'a été réalisée jusqu'à ce jour par aucun des organismes de ce type. Pourquoi cela ? Parce que l'attachement de l'ouvrier à sa profession, à son industrie, est encore très grand. La masse ouvrière est encore plus attachée à sa profession qu'à son industrie, et plus à son industrie qu'aux intérêts de l'ensemble du prolétariat. C'est donc qu'il faut passer successivement par les diverses étapes d'organisation. On ne peut pas brûler les étapes dans ce domaine. Au stade actuel, l'on est obligé de donner la préférence aux fédérations d'industrie bien que le Grand Syndicat Unique soit certainement l'organisation idéale.

Voilà qui est clair : en principe, nous ne repoussons pas cette forme d'organisation. Mais les considérations d'ordre pratique nous amènent à dire que le Grand Syndicat Unique est une forme trop étroite, quant à présent, pour englober les larges masses. Il représentera l'étape suivante du développement de la structure organique, une fois que les travailleurs auront été groupés par industrie, et quand les masses se seront rendu compte de la nécessité de concentrer davantage leurs forces, pour combattre le capital.

Cette nouvelle forme d'organisation deviendra plus actuelle après la victoire de la révolution prolétarienne dans toute une série de pays, quand la révolution ayant soulevé les masses et, les ayant poussées vers les syndicats, posera devant elles, non plus seulement le problème de la lutte contre le capital, mais aussi celui de l'édification socialiste. Mais ce sont là les étapes futures ; aujourdhui, dans les circonstances actuelles, étant donné surtout un mouvement syndical désuni qui ne s'est pas encore débarrassé des faiblesses inhérentes à un corporatisme étroit, il convient de miser sur les syndicats d'industrie. Il faut leur donner la préférence sur les autres formes d'organisation syndicale.

*
**

Comme nous le disions plus haut, les questions d'organisation touchent à la pratique de tous les jours. Mais, à ce point de vue, la question de savoir comment seront organisés les ouvriers révolutionnaires, les partisans de l'I. S. R., a une importance primordiale. Quelles sont les difficultés qui se dressent dans notre chemin ? Elles consistent en ce que, dans de nombreux pays, les partisans de l'I. S. R. se trouvent dans des syndicats réformistes. Nous sommes obligés par conséquent de nous occuper, non seulement de la structure syndicale, mais aussi et surtout de la structure de l'opposition, de la façon dont il faut militer au sein des syndicats réformistes, de la manière d'atteindre les objectifs pratiques qui se posent à nous lorsque nous cherchons à rassembler nos propres forces. Là encore, les clichés doivent être exclus. L'examen de la situation actuelle nous montre la plus grande diversité. Dans certains pays (Angleterre) l'opposition applique le principe de l'adhésion individuelle et collective, et base sa lutte et son activité sur des organisations cristallisées. Toute l'opposition se trouve au sein d'un mouvement syndical unique. Dans d'autres pays (Etats-Unis) l'opposition repose également sur les adhésions individuelles et collectives, mais la base de l'opposition se trouve tout à la fois au sein des syndicats officiels et en dehors d'eux, car l'opposition s'appuie en même temps sur les éléments ouvriers organisés et inorganisés.

Dans un troisième groupe de pays (Allemagne, Autriche) l'opposition n'est pas organisée sur le plan national. Elle n'est liée que par une discipline individuelle, par l'unité de volonté et d'action. Les organisations sympathisantes agissent d'une façon concertée, mais elles ne sont pas unies entre elles par un lien organique.

Laquelle de toutes ces formes est la meilleure ? Nous ne pourrons répondre à cette question qu'en examinant la situation de chaque pays, le rapport des forces au sein de la classe ouvrière, etc. Il n'existe pas de forme idéale pour le mouvement syndical, dans son ensemble, et de même, il serait difficile de trouver une forme idéale pour l'opposition syndicale. Les formes et méthodes d'organisation de l'opposition dépendent des conditions concrètes. Notre tâche consiste non pas à tout niveler suivant une ligne unique, mais à individualiser les formes d'organisation selon le contenu, le caractère du travail, le degré d'expansion de notre influence, etc.

Et si l'on nous demande quelle est, pour l'opposition, la forme idéale d'organisation, nous pourrons répondre : c'est celle qui nous permettra d'attirer à la lutte contre le capital, l'Etat bourgeois et le réformisme, le plus grand nombre d'ouvriers, celle qui nous permettra de chasser les réformistes des organisations et de faire la conquête des diverses organisations.

*
**

Autre question : quel est, actuellement l'élément le plus important dans le domaine de notre travail d'organisation ? Sur quel point faut-il concentrer notre attention ? Nous répondons : dans les pays à mouvement syndical unique, où les partisans de l'I. S. R. se trouvent dans des organisations réformistes, la question la plus importante consiste dans la lutte pour la démocratisation du mouvement syndical, pour le droit d'existence des militants révolutionnaires dans les syndicats réformistes. Cette question acquiert, actuellement, une acuité toute spéciale. Ces mêmes réformistes, qui vantent à tous les carrefours leur démocratisme, transforment l'armature syndicale en un instrument qui sert à écraser l'initiative et la liberté d'opinion des syndiqués du rang. Aux yeux des leaders réformistes, la masse n'existe que pour cotiser : dès que les syndiqués commencent à s'émanciper de l'influence des traditions et essayent d'observer une ligne de conduite indépendante, dès que les statuts démocratiques aboutissent à des résultats qui déplaisent aux bonzes dirigeants, on viole les statuts, on persécute les ouvriers révolutionnaires, on les chasse des usines, on les expulse des syndicats, etc.

La méthode ordinaire employée par les leaders consiste à exclure les opposants. Dans certains pays, l'expulsion se fait simultanément et parallèlement aux arrestations ; dans d'autres, elle ne représente que le point initial de la destruction des orga-

nisations d'opposition. Dans les deux cas, il s'agit des droits des syndiqués d'avoir un avis qui ne coïncide pas avec celui de leurs leaders.

La difficulté réside en ce qu'une caste syndicale assez nombreuse et forte s'est constituée dans le mouvement syndical. La bureaucratie syndicale de chaque pays est forte par le fait qu'elle est issue des rangs du prolétariat, qu'elle possède certaines habitudes et connaissances pratiques, qu'elle sait mener les négociations relatives aux salaires, etc. Mais cette expérience était adaptée à l'époque du développement pacifique. La bureaucratie syndicale actuelle ne sait pas diriger la lutte, elle est surtout adaptée à la conduite des négociations. Chaque fois que les masses s'ébranlent, les bonzes syndicaux sont pris de terreur. C'est pour cela qu'ils haïssent les ouvriers révolutionnaires. Le bureaucrate syndical cherche à être en bonne intelligence avec la légalité, alors que l'ouvrier révolutionnaire se voit forcé de passer outre à la légalité bourgeoise et réformiste. Aux yeux du bureaucrate, chaque ouvrier révolutionnaire est un homme qui foule aux pieds toutes les traditions et habitudes. Il a peur que l'action des masses n'aboutisse à supprimer la nécessité même d'hommes de son espèce, spécialisés dans l'art des négociations. En toute circonstance, il préfère la solution pacifique. Il n'a pas le sentiment d'être un chef des masses, il est entré dans le rôle de l'avocat. L'avocat défend son client qui doit rester passif. Plus le client est passif, plus il obéit à son avocat, et mieux cela vaut, au point de vue de la procédure judiciaire. C'est sous ce point de vue que le bureaucrate syndical envisage l'ouvrier. Il se croit le représentant perpétuel des travailleurs. Il est convaincu qu'il connaît mieux les intérêts des ouvriers qu'ils ne les connaissent eux-mêmes. Il exige des ouvriers, non seulement la confiance, mais aussi une obéissance de tous les jours. A son avis, les ouvriers sont trop peu instruits, ils ne savent pas se comporter avec l'employeur bien élevé, et le bureaucrate syndical essaye d'écarter les masses de toute action directe. Il est, par principe, le partisan des Chambres de conciliation, de toutes sortes d'instances juridiques, chargées d'arrondir les angles. C'est avec appréhension qu'il considère les mouvements de masses, car nul ne sait à quoi ils peuvent aboutir ; et puis, pendant ces luttes, le bureaucrate n'a rien à faire. Quand il y a grève, il se sent rejeté à l'arrière-plan, car des hommes nouveaux surgissent qui posent les questions d'une autre manière et qui en appellent, non plus à la sagesse patronale, mais à l'activité des masses. Ils ne vont pas chercher la solution des conflits dans les Chambres de conciliation, ils invoquent la solidarité et l'action des masses révolutionnaires. Tout cela paraît très nouveau, très compliqué et incommode aux bureaucrates des syndicats.

C'est assez pour que le bureaucrate parte en guerre contre ces méthodes de lutte. Homme borné à l'idéologie petite bourgeoise, il ne voit pas les causes qui poussent les masses à s'insurger, il raisonne comme monsieur Prud'homme : c'est la faute aux communistes, c'est la faute aux meneurs. Et il attaque les meneurs, les communistes, en cherchant à débarrasser sa « pacifique » organisation des révoltés. Le bureaucrate veut avoir la paix, et il cherche à s'assurer une place qu'on puisse garder jusqu'à la mort.

Je ne parle pas des bonzes syndicaux du type américain qui sont la variété la plus ignoble des aigrefins et maraudeurs syndicalistes. Mais quand on considère la variété européenne de cette espèce bureaucratique, on voit qu'elle représente aujourd'hui le plus fort obstacle qui s'oppose au développement du mouvement ouvrier. Et c'est pour cela précisément qu'un accord parfait règne entre les bureaucrates syndicaux et les classes gouvernantes. C'est pour cela que les gens d'Amsterdam sont partout les bienvenus et que les bureaucrates syndicaux forment aujourd'hui le grand rempart de la rationalisation et de l'assainissement capitalistes.

Comment combattre cette pression continue exercée contre l'aile révolutionnaire ? Comment combattre les exclusions ? Quelles mesures prendra-t-on pour assurer au syndicalisme un développement normal ? Il est bien évident que la bureaucratie syndicale est devenue un abcès qui ronge tout le mouvement ouvrier. Le bureaucrate syndical est intéressé à supprimer même les droits limités dont jouissent encore les syndiqués du rang. Nous devons donc mener une lutte acharnée pour la démocratie syndicale, pour le droit des syndiqués du rang de réaliser leur propre ligne de conduite, pour la démission des bureaucrates syndicaux embourgeoisés, pour l'accroissement des droits des syndicats locaux vis-à-vis des centrales, etc.

Bref, le problème de la démocratie syndicale vient aujourd'hui en première place. C'est sur les bases de la démocratie syndicale qu'on peut organiser la résistance à la vague des expulsions, qu'on peut s'assurer le droit de défendre notre point de vue au sein des organisations et qu'on peut débarrasser le mouvement ouvrier des parasites qui rongent et affaiblissent l'organisme du prolétariat international. Mais que fera-t-on si les bureaucrates syndicaux persistent à fouler aux pieds la démocratie syndicale, à expulser quiconque ose critiquer leur ligne de conduite ?

***

Commençons par noter que nous nous trouvons en face d'une nouvelle série d'expulsions, dans tous les syndicats réformistes. Elle a commencé en Allemagne où les bureaucrates syndicaux sont toujours à l'avant-garde quand il s'agit d'une campagne de cette espèce. Que devons-nous faire? Il n'y a que deux voies : 1° renoncer à nos opinions et éviter les expulsions en capitulant ; 2° continuer notre lutte pour la démocratie syndicale sans prêter attention aux persécutions. La voie de la capitulation ne nous convient pas. Renoncer à notre droit de lutte pour la tactique révolutionnaire au nom de l'unité, cela revient à transformer l'unité en une camisole de force. Ceux qui veulent faire une tactique de capitulards n'ont pas besoin de commencer la lutte, ils n'ont qu'à rester bien tranquilles, sans revendiquer le titre de communistes ou de partisans de l'I. S. R. Reste la seconde voie, celle de la lutte organisée contre l'arbitraire des bonzes syndicaux. Il s'agit de prendre racine dans les entreprises et industries les plus importantes, de saisir les masses de chaque atteinte portée aux droits des syndiqués, de faire discuter par tous les ouvriers les expulsions injustes, et enfin, il faut mettre sur pied le mouvement ouvrier de tout le pays, même s'il n'y a qu'un seul expulsé. Faut-il que les exclus s'inclinent devant l'arbitraire et s'abtiennent de paraître aux réunions, de poser leurs candidatures, etc. ? En aucune manière. Si la majorité des ouvriers d'un syndicat local ou d'une union syndicale reconnaît que l'expulsion n'était pas juste, ils peuvent refuser de mettre en pratique la décision de la Centrale. Ce qui serait très dangereux, c'est de se laisser absorber par d'interminables discussions juridiques à propos des expulsions. Une grande question politique serait ainsi supplantée par toutes sortes d'arguties. Il faut organiser la résistance aux expulsions. Plus les syndicats et les cartels qui protestent seront nombreux, et plus vaste sera la campagne de protestation, plus énergique sera la pression exercée à la base, et plus vite nous pourrons repousser les bureaucrates syndicaux. L'essentiel, c'est de ne pas nous laisser intimider et de nous rappeler que le syndicat réformiste n'a pas pour nous de valeur intrinsèque : nous l'apprécions pour autant qu'il englobe des masses. Si les masses se détournent des bureaucrates syndicaux et nous suivent, ce serait un crime de nous incliner devant l'arbitraire d'une bureaucratie vénale...

***

Dans les pays où il y a des syndicats révolutionnaires indépendants (Tchécoslovaquie, France, Chili, Colombie, etc.), le travail d'organisation a pour but de consolider, dans toute la mesure du possible, ses groupements révolutionnaires. On pourra appliquer, dans ces pays, certaines méthodes d'organisation dont il a été question plus haut. Mais outre la conquête des grosses entreprises, des industries et des régions les plus importantes, il convient d'envisager de nombreux objectifs particuliers, qui doivent être réalisés dans ce pays. On notera bien d'ailleurs que le travail d'organisation aura nécessairement un caractère différent selon qu'il s'agira de la France, de la Tchécoslovaquie, du Chili ou de la Colombie. En France, 10 % des ouvriers sont organisés. La situation se présente un peu autrement en Tchécoslovaquie. Ici, les principales branches de l'industrie, les grosses usines et autres établissements sont aux mains des social-démocrates et des national-socialistes. Il en résulte qu'il ne s'agit plus seulement d'organiser les ouvriers non-syndiqués, mais qu'il faut concentrer notre attention sur la conquête des travailleurs affiliés aux syndicats réformistes et national-socialistes. La situation a encore un autre caractère au Chili : il y a là des syndicats révolutionnaires qui jouent un très grand rôle, mais qui sont faibles, au point de vue organisation. Nous en dirons autant de la Colombie.

Ces quelques exemples prouvent que, dans chaque pays, le mouvement syndical révolutionnaire a ses objectifs organiques d'un caractère particulier; mais partout, la consolidation de toutes ces organisations doit être commencée à la base, dans les usines. On observe dans nos syndicats révolutionnaires une funeste fluctuation des effectifs qu'il s'agit de supprimer. Cette fluctuation existe aussi dans les organisations réformistes parallèles, mais les réformistes n'en parlent pas. Quant à nous, nous n'avons nulle raison de dissimuler nos points

faibles, et il nous faut entamer la lutte contre ces allées et venues des adhérents en recherchant les moyens propres à retenir les travailleurs affiliés aux syndicats révolutionnaires. La C. G. T. U. de France se préoccupe actuellement de ce problème qui mérite de retenir également l'attention du mouvement syndical révolutionnaire de Tchécoslovaquie. C'est dans les pays latins que la fluctuation est la plus forte, car le mouvement syndical de ces pays a une autre structure; il ne possède pas de fonds de secours mutuels et sa force d'attraction est moindre par rapport aux ouvriers du rang, pour cette raison. C'est ce trait particulier au syndicalisme latin qu'il faut vaincre. D'autre part, dans les pays allemands, on surestime l'importance de la mutualité. Il en résulte quelquefois qu'en l'absence de fonds suffisants on renonce à déclencher une grève, même si la situation s'y prête.

Tous ces points faibles doivent être supprimés; notre mouvement syndical révolutionnaire doit être construit de façon à ce que ses racines plongent directement dans les entreprises. Nos syndicats doivent répercuter les pulsations des larges masses et réagir aux processus qui se poursuivent dans les couches profondes de la classe ouvrière. Telle est la sagesse suprême de notre mouvement.

***

La question des colonies et semi-colonies et des pays orientaux offre un aspect spécial. Il y a là un mouvement ouvrier jeune qui a pris, dès le début, un caractère révolutionnaire par suite de l'exploitation et de l'oppression inouïe que subissent les travailleurs de ces pays. Chaque grève qui se produit là-bas est un acte révolutionnaire; et c'est pour cela que les impérialistes, donnant la main à la bourgeoisie nationale, dirigent les représailles les plus violentes contre le jeune mouvement syndical de ces pays. Mais d'autre part, en Chine, Inde, Indonésie, etc., étant donné le caractère rural de ces pays et le fort développement de leur petite industrie, la classe ouvrière est étroitement liée à la campagne d'une part, aux artisans de l'autre. Il en résulte que les syndicats ont une structure organique caractérisée par un extrême morcellement. En Chine, par exemple, on trouve des centaines de syndicats minuscules dans une seule et même industrie. Chaque entreprise a son syndicat séparé. Etant donné l'absence de liaison entre les diverses contrées de ce pays et la jeunesse de ce mouvement, les fédérations nationales d'industrie sont encore à l'état rudimentaire. Les syndicats comptent dans leurs rangs des ouvriers, des éléments semi-artisans, etc. Dans l'ensemble, le syndicalisme chinois offre un tableau extrêmement disparate, au point de vue organisation. Cela s'explique : nos camarades chinois n'ont pas eu la possibilité de faire leur travail d'organisation pendant une période plus ou moins durable, car les syndicats ont marché à l'avant-garde, au cours des batailles révolutionnaires. Actuellement, ils mènent une existence souterraine; les syndicats clandestins sont organisés malgré la peine de mort qui menace leurs adhérents.

Au Japon, qui est le pays industriellement le plus développé de l'Extrême-Orient, le mouvement syndical est extrêmement émietté. Il y a peu de fédérations nationales d'industrie. Les syndicats ont un caractère local par excellence. Les trois Centrales intersyndicales nationales (gauche, centre, droite) ne groupent qu'une partie infime de la classe ouvrière. Ici encore, le mouvement syndical est caractérisé par son extrême morcellement, par sa décentralisation, par l'absence de fédérations nationales et d'une C. G. T. de masses.

Même situation dans l'Inde où, malgré l'existence d'un Congrès Syndical de l'Inde, le centre de gravité de l'action syndicale réside dans des fédérations intersyndicales régionales. En passant en revue le Japon, la Chine, qui est une semi-colonie, et l'Inde, colonie britannique, on constate que, dans tous ces pays, malgré les degrés différents de développement capitaliste où ils sont parvenus, malgré le rôle différent de leur prolétariat respectif, il y a des traits communs propres à la structure des syndicats, traits qui s'expliquent par les origines récentes de ce mouvement syndical.

On observe une particularité spécifique dans le mouvement syndical de la Turquie et de l'Egypte, où le mouvement syndical révolutionnaire a été écrasé par la bourgeoisie nationale qui essaye de créer des syndicats à elle, par lesquels elle veut dominer la classe ouvrière. Tout naturellement, le travail d'organisation en Egypte et en Turquie, d'une part, dans l'Inde, la Chine, le Japon et l'Indonésie, de l'autre, exige une étude détaillée de la situation concrète, et l'application de tels moyens d'organisation de nos forces qui soient en conformité avec les particularités du pays intéressé. C'est pour cela que les formes d'organisation du mouvement syndical européen ou américain ne peuvent pas être mécaniquement transplantées dans le mouvement syndical de la Chine, du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines, de la Turquie, de l'Egypte, etc. Car en agissant ainsi on essayerait de faire entrer la vie réelle et concrète dans le cadre d'un schéma, ce qui ne peut aboutir qu'à un échec.



***

Les gens d'Amsterdam reprochent souvent aux partisans de l'I. S. R. un manque de loyalisme et font de ce grief le point initial de toute la procédure des expulsions. Quelques mots sur ce point. Nous ne voyons pas pourquoi nous serions loyalistes envers ceux qui, d'accord avec le patronat, nous chassent des usines, de ceux qui préfèrent le front uni avec la bourgeoisie au front uni avec les révolutionnaires, de ceux qui s'unissent à la police pour dissoudre les syndicats révolutionnaires.

La particularité de la situation actuelle consiste en ce que la lutte des classes se fait au sein des organisations syndicales. La lutte entre les partisans de l'I. S. R. et les gens d'Amsterdam est une lutte des classes, et il est parfaitement ridicule de demander du loyalisme aux ouvriers révolutionnaires au moment même où l'on fait tous les efforts pour les écraser. Mais tout aussi ridicules sont les reproches de critique brutale, surtout quand on décerne ce titre à une simple constatation du fait que les intérêts des masses ouvrières sont trahis. On peut en tirer la conclusion organique suivante. Pour autant que nous menons la lutte tout à la fois au sein et en marge des syndicats, il s'agit de nous organiser de façon à repousser l'ennemi. Nous ne pourrons le faire qu'à condition de faire régner dans nos rangs une discipline rigoureuse. Mais c'est ce qui nous manque. Quelques exemples :

1° Il y a des partisans de l'I. S. R. qui ne sont pas membres des syndicats (même de syndicats révolutionnaires);

2° Il y a des partisans de l'I. S. R. qui se trouvent dans les syndicats réformistes et qui n'y font pas un travail actif;

3° Certains partisans de l'I. S. R. oublient que la discipline révolutionnaire doit avoir pour eux plus d'importance que la discipline réformiste;

4° Il y a des partisans de l'I. S. R. qui ne se rendent pas compte de la signification de la discipline internationale.

On est obligé de rappeler tout cela en rapport avec ce fait que la lutte des classes, qui est en même temps une lutte pour la classe ouvrière, se fait de jour en jour plus acharnée. Or, plus une lutte est violente et plus la discipline et la cohésion intérieure s'imposent dans nos rangs, car autrement nous ne pourrons jamais conquérir la majorité dans la classe ouvrière.

Non pas le prolétariat au service de l'unité, mais l'unité au service du prolétariat; ce qui veut dire qu'il faut fixer notre attention sur la partie inorganisée du prolétariat. Dans certains pays (Etats-Unis), la grande majorité des travailleurs est inorganisée. De nombreux syndicats se désagrègent et, de plus, les leaders réformistes refusent d'agréer les nègres dans les syndicats. Dans ces conditions, il faut créer d'urgence de nouveaux syndicats dans les industries où il en existe peu ou point, et cela est surtout vrai en ce qui concerne les syndicats nègres. Des obstacles très sérieux s'élèvent devant l'organisation de nouveaux syndicats (police, justice, bureaucratie syndicale, etc.), mais néanmoins, il faut que tous ces obstacles soient renversés. On posera peut-être la question : où et comment organiser les syndicats? Mais ceci dépend des circonstances. Il est bien entendu qu'on ne doit pas, de but en blanc, créer des syndicats dans toutes les industries inorganisées. Non. Il faut distribuer méthodiquement nos forces car, autrement, toutes les tentatives d'organisation risquent d'avorter.

Mais pour voir combien certains camarades se laissent absorber par des formules et tournent le dos à la vie, il faut considérer la tactique des partisans de l'I. S. R. vis-à-vis de l'Union des mineurs. Cette Union se désagrège manifestement, et cependant, les partisans de l'I. S. R., tout en sachant que, dès maintenant, la majorité des mineurs est inorganisée, ne peuvent pas se décider à créer de nouveaux syndicats. Dans les régions où les vieilles organisations ont disparu, les mineurs se réunissent en conférences, mais ces conférences ne laissent aucune trace organique. Quand on fait de l'agitation au lieu d'un travail d'organisation, on ne peut aller loin.

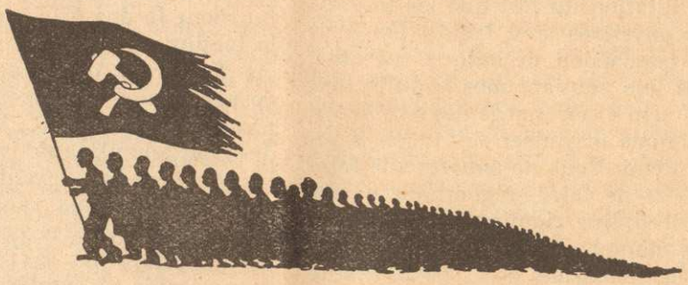
***

Je n'ai pas l'intention d'analyser ici toutes les questions d'organisation et j'arrive à la fin de mon exposé. Sans doute, il faudrait encore envisager les travaux ultérieurs des C. I. P., les finances des syndicats et des minorités, les méthodes de travail dans les syndicats fascistes et jaunes, l'organisation des mouvements internationaux, la question des syndicats révolutionnaires et des secrétariats internationaux, etc. Mais toutes ces questions ont été trai-

tées dans notre presse. Il est difficile de tout dire dans un article de revue. La règle générale, c'est qu'il faut éviter les fétiches dans le domaine d'organisation en nous souvenant toujours que toutes les formes organiques sont bonnes qui mènent à notre but, c'est-à-dire à la conquête des masses. Il ne faut jamais s'isoler des masses, car celui qui veut diriger ne doit ni retarder ni courir trop en avant. S'enraciner dans les grosses entreprises, dans les industries et les régions les plus importantes, défendre par tous les moyens les positions conquises. Ne pas oublier que l'ennemi de classe se trouve, non seulement hors des syndicats réformistes, mais aussi dans leur sein, et agir en conséquence. Résister énergiquement à toutes les attaques contre les droits des syndiqués, combattre avec acharnement les expulsions en nous rappelant que l'unité n'est pas un but, mais le moyen d'arriver à un but. Rassembler inlassablement nos forces, fortifier les syndicats et minorités révolutionnaires, et poursuivre notre route, quoi que disent et fassent nos ennemis de classe bourgeois et réformistes. Mais, par-dessus tout, il faut toujours avoir en vue que notre but est la conquête des masses, et que tout notre travail d'organisation est le moyen de parvenir à ce but.

*Moscou*, 28 *février* 1928.

A. Losovsky.





*G. MONMOUSSEAU*

# La C. G. T. réformiste au sein de l'État bourgeois

* * *

La C. G. T. réformiste est officiellement reconnue comme une « œuvre d'utilité publique » par le gouvernement de l'Union Nationale et par tous les partis qui, depuis la droite jusqu'aux socialistes, favorisent par leur activité la concentration industrielle de la guerre impérialiste et antisoviétique.

Cet événement syndical, préparé de longue main par l'état-major réformiste, est l'aboutissant de toute une politique amorcée dès la déclaration de guerre par le pacte d'Union Sacrée conclu par Léon Jouhaux sur le cercueil de Jaurès, et sous la menace du carnet B.

Pendant toute la durée de la guerre, Léon Jouhaux et ses lieutenants ont lié le sort du mouvement syndical à celui de l'Etat bourgeois; ils furent, au sein de la classe ouvrière, les agents du gouvernement pour maintenir les travailleurs dans la voie du chauvinisme; ils furent à l'avant-garde de la lutte contre la minorité révolutionnaire, leurs valets de presse se firent les mouchards de notre mouvement, ouvrirent les écluses de la répression et affûtèrent les ciseaux de la censure. En récompense de quoi Jouhaux fut nanti des galons de Commissaire du Peuple à la Nation.

Nous le retrouvons aujourd'hui délégué du gouvernement à la Société des Nations, puis vice-président du Conseil National Economique dans une situation de crise capitaliste où se pose le problème de l'attaque à fond contre le prolétariat pour le succès de la rationalisation industrielle et la préparation de la guerre impérialiste et antisoviétique; cette attitude de Jouhaux n'est pas un fait accidentel d'ordre personnel ou local; elle correspond à l'attitude de la social-démocratie et de l'Internationale d'Amsterdam dans tous les pays et dans une même époque.

A la fin de la guerre de 1914-18, la vague révolutionnaire poussa les états-majors réformistes dans une attitude d'autonomie apparente vis-à-vis du pouvoir; c'est ainsi que les chefs de la C. G. T. subirent les grandes grèves de la métallurgie française de 1918 et 19. C'est ainsi qu'ils subirent la démonstration monstre du 1er mai 1919; mais dans la coulisse, Léon Jouhaux s'en allait, soutenu par Dumoulin, trouver Clemenceau pour lui présenter son projet de Conseil National Economique dont, neuf ans plus tard, Poincaré devait demander la légalisation par la majorité de l'Union Nationale.

Clemenceau, dès cette époque, avait très bien compris le bénéfice que la bourgeoisie pouvait tirer de l'initiative de l'état-major réformiste, il avait donné son adhésion de principe au projet de Jouhaux, mais il exigeait de celui-ci et de ses amis des garanties.

Ces garanties, l'état-major réformiste les a données à Clemenceau dès 1920 en sabotant la grève générale; il les a renforcées en provoquant la scission en 1921; il les a complétées en la rendant définitive au congrès de Bullier, 1927, en excluant la minorité des fonctionnaires de la Fédération Laurent, admise dans la C. G. T.; en faisant preuve d'un esprit de collaboration le plus loyal au sein du Conseil National Economique et au sein de la Société des Nations.

Léon Jouhaux, par son discours de Bullier, a balayé les dernières inquiétudes de la bourgeoisie, en affirmant la rupture complète de la C. G. T. avec son passé d'avant-guerre, en affirmant son désir de travailler à la solution de la crise capitaliste et de lutter à fond contre le communisme.

Les éloges de toute la presse réactionnaire et gouvernementale ont sacré Léon Jouhaux premier orateur de France et grand homme d'Etat.

La C. G. T. réformiste entrait officielle-

ment dans la voie du syndicalisme gouvernemental.

Quelques semaines plus tard, l'état-major réformiste lançait son fameux manifeste-programme, qui devait servir de base électorale à tous les partis de réaction, depuis l'Alliance Républicaine du fasciste de Kérillis jusqu'au Parti Socialiste.

***

Le programme de la C. G. T. n'est, ni plus ni moins, que celui du Conseil National Economique que dominent, dirigent et contrôlent les grands chefs de l'industrie et des banques.

Le Conseil National Economique, qui constitue la pièce maîtresse de ce programme, a droit à la considération de la réaction la plus fasciste; non seulement les buts du Conseil National Economique apparaissent clairement comme une lutte économique sans merci pour la conquête du marché mondial et pour la préparation à la prochaine guerre impérialiste, mais toutes les dispositions sont envisagées pour obtenir la collaboration des masses ouvrières à de telles entreprises.

Sous la formule démagogique du contrôle ouvrier, l'état-major réformiste prévoit la collaboration des cadres syndicaux à l'effort de production au sein de l'usine, moyennant quoi ces derniers pourront « contrôler » l'application des mesures d'hygiène et de sécurité.

Par l'arbitrage obligatoire, on veut tenter d'étouffer ou de canaliser les mouvements de mécontentement et les actions grévistes.

On conçoit que le grand patronat qui siège au Conseil National Economique et que le gouvernement Poincaré, qui est l'expression politique de la concentration capitaliste, patronnent un tel programme et vantent l'esprit réaliste du grand homme de l'Internationale d'Amsterdam, Léon Jouhaux.

Le projet du gouvernement Poincaré, tendant à légaliser le Conseil National Economique, constitue l'étape décisive de l'intégration de la C. G. T. dans l'Etat bourgeois, il correspond à la politique de fascisation du mouvement ouvrier poursuivie dans tous les pays par la bourgeoisie.

La ligne suivie par Léon Jouhaux depuis 1914 jusqu'en 1928 est une ligne politique droite; c'est la ligne conséquente du réformisme.

***

L'intégration de la C. G. T. dans l'Etat bourgeois est un événement de la plus grande importance; elle marque le changement radical qui s'est opéré dans les bases économiques des partis bourgeois et du Parti Socialiste depuis 1924, le mouvement de concentration de la grande industrie, la diminution du rôle de la petite bourgeoisie passant sous le contrôle des trusts, et la marche vers un pouvoir bourgeois directement appuyé sur les bases économiques du Conseil National où collaborent Léon Jouhaux, de la C. G. T. avec les délégués des trusts et des consortiums.

L'intégration de la C. G. T. dans l'Etat marque le changement radical qui s'opère en France dans le rapport des classes; il marque l'ère d'une nouvelle union sacrée au sein de laquelle l'état-major réformiste s'allie à la bourgeoisie pour lutter contre le gros des masses ouvrières sacrifiées à la politique de rationalisation industrielle et aux buts de guerre impérialiste.

A cet événement doivent correspondre des changements dans notre tactique du front unique et d'unité syndicale.

Le mouvement de radicalisation des masses qui va se développer sur un rythme plus ou moins rapide ne peut plus être considéré comme il le fut dans toute la période où la C. G. T., par l'attitude de ses chefs, conservait vis-à-vis des masses ouvrières une apparence de neutralité relative vis-à-vis du pouvoir bourgeois ou de soutien au gouvernement du Bloc des Gauches.

L'intégration de la C. G. T. dans l'Etat et sous le patronage de Poincaré ne permet plus aux aux ouvriers de considérer comme possible une collaboration de la C. G. T. U. avec Jouhaux pour lutter contre la bourgeoisie, ni un redressement possible de l'état-major réformiste vers l'unité syndicale, ni la conquête par la gauche réformiste des positions maîtresses (U. D., Fédérations, C. G. T.) dans la C. G. T.

Cette clarification de la conscience de classe des masses ouvrières s'est exprimée sous différents aspects dans la corporation des cheminots, où les réformistes — ouvertement soutenus par Tardieu et les cadres des compagnies de chemins de fer — ont été battus par une majorité d'éléments prolétariens qu'on peut évaluer à 80.000.

Les conséquences immédiates de ce résultat ne se sont pas exprimées par une orientation des masses réformistes vers l'unité formelle entre les deux fédérations ni vers la conquête de la fédération réformiste, dont les dirigeants sont solidement ancrés au Conseil National Economique; elles se sont exprimées par un afflux d'adhésions dans les syndicats unitaires venant des éléments inorganisés et des éléments réformistes dégoûtés de leurs chefs.



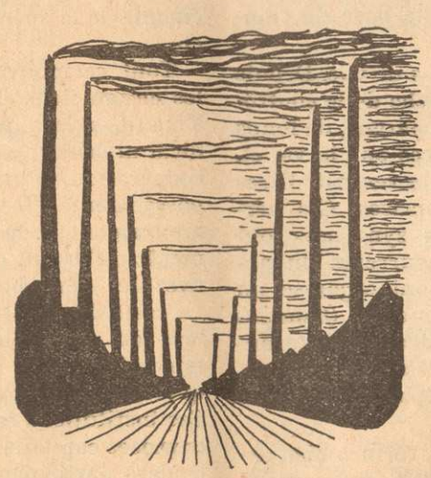
Ces manifestations spontanées révèlent le sens du mouvement de radicalisation qui se développe au sein des masses ouvrières et il indique clairement la nature des changements que nous devons introduire dans notre tactique d'unité syndicale et du front unique.

Les perspectives du développement des forces de gauche dans la C. G. T. étatisée sont, après l'expérience du Bloc des Gauches, et sous le signe de la réaction industrielle, de plus en plus favorables.

Elles donnent à notre tactique du front unique de grandes possibilités de réalisation à la base, elles posent la question des comités mixtes en pleine clarté sur le terrain de la lutte pour les revendications immédiates.

Mais la décomposition des forces réformistes ne peut plus être envisagée, dans la ligne générale, sous l'angle de la cristallisation et du développement de la minorité de gauche au sein de la C. G. T. dans le but de pousser à la réalisation formelle de l'unité ou de conquérir les positions maîtresses de la C. G. T., mais dans le but de réaliser l'unité de classe des masses ouvrières contre la coalition syndicalo-bourgeoise organisée au sein du Conseil National Economique.

G. Monmousseau.



*W. Z. FOSTER*

# La faillite du capitalisme syndical

■■■

### 1. Les origines de ce mouvement

Le puissant essor du capitalisme américain entraînant un rapide et vaste développement de l'industrie, et un programme de corruption des éléments les plus qualifiés de la classe ouvrière, méticuleusement établi par la bourgeoisie, a permis, à de nombreux travailleurs appartenant aux couches supérieures du prolétariat, de mettre de côté une partie de leur gain. Cette épargne est petite, pour chaque travailleur en particulier, mais son total forme une forte somme. On évalue différemment celle-ci : depuis 500 millions de dollars par an jusqu'au chiffre manifestement absurde de 6 milliards, posé par Brady, président de la « Federation Labor Bank » de New-York. C'est cette épargne ouvrière qui constitue la base du capitalisme syndical.

Le patronat ne le perd pas de vue. Depuis plusieurs années déjà, il tâche de le contrôler, au moyen de caisses d'épargne, de fonds de construction, d'assurances sur la vie et, depuis quelque temps, par la vente de titres au personnel de ses entreprises. Ces dernières années, les leaders syndicaux ont cherché à devenir les concurrents du patronat sur ce terrain. Ils ont organisé un système de capitalisme syndical (banques ouvrières, compagnies syndicales d'assurance sur la vie, établissements de crédit ouvrier, etc.) pour placer l'épargne ouvrière sous leur propre contrôle.

Ce mouvement a pris des formes bien arrêtées, aux environs de 1918. Au premier rang marchaient les fonctionnaires syndicaux de la ville de Seattle. Les ouvriers qualifiés de cette ville s'étaient tout particulièrement « enrichis » durant les années de hauts salaires, pendant la guerre. Listman, Ault et d'autres leaders locaux organisèrent un groupe d'établissements financiers ouvriers tels que « The Listman Service », « United Finance », « Class 'A' Theatres », « Padilla Bay Reclamation C° », « Deep Sea Salvage Company », « Consumers Cooperation », « Trade Union Saving and Loan Bank of City Seattle », etc., au capital total de plusieurs millions de dollars. En 1920, l'Union Internationale des Mécaniciens fondait une banque ouvrière, à Washington.

Tout un réseau d'institutions capitalistes syndicales était créé en même temps par l'Union des Travailleurs du Service de la Voie (chemins de fer). Cette union appartenait au nombre des organisations de cheminots ayant acquis un développement tout particulier, pendant la guerre. Son effectif était passé de quelques milliers de membres à presque 300.000. Des sommes importantes affluèrent dans sa caisse. Les fonctionnaires syndicaux les placèrent dans toutes sortes d'entreprises hasardeuses (ateliers de chaussures, de tricotage, de gants, sociétés s'occupant de la spéculation sur les immeubles, etc.).

Tout ce mouvement, à Seattle et parmi les mécaniciens et ouvriers du Service de la Voie (de même que tout le capitalisme syndical ultérieur), se faisait sous le signe de la coopération. Plusieurs de ces initiateurs possédaient effectivement l'expérience du mouvement coopératif. Mais les établissements qu'ils ont créé n'ont rien de commun avec les véritables coopératives ouvrières. Le contrôle n'est pas exercé par les membres du rang selon la règle « Une action, une voix ». C'est la bureaucratie despotique qui détient la grande masse des capitaux. Ces institutions fonctionnent comme les entreprises capitalistes les plus ordinaires ; les leaders participent par leur travail personnel et par des dépôts financiers à toutes sortes d'entreprises capitalistes. Ces établissements sont tout imprégnés d'idéologie bourgeoise.

### 2. Période de prospérité

En 1920, la Fraternelle des Mécaniciens des Locomotives qui, dès 1912, se proposait de créer une banque pour la conservation de ses importants capitaux, institua à Cleveland la « B. of L. E. Cooperative Bank ».



C'était un grand succès. La banque devint tout de suite populaire. En l'espace de deux ou trois ans, ses ressources montèrent à 27 millions de dollars. Cela donna une impulsion énorme à tout le mouvement du capitalisme syndical.

Après avoir déclaré qu'il était aussi facile d'administrer une banque que de gérer une épicerie, le président de la Banque de Cleveland, Warren S. Stone (Czarlike), fonda une série d'institutions financières avec les ressources de l'Union et de ses adhérents. La liste ci-après donne une idée de l'extension des établissements financiers de la « B. of L. E. » :

| VILLES | BANQUES OUVRIÈRES Capital | Ressources |
|---|---|---|
| | *En dollars* | |
| Cleveland | 1.000.000 | 27.000.000 |
| Hammond | 25.000 | 1.750.000 |
| Spokane | 200.000 | 3.000.000 |
| Hillyard | 25.000 | 236.286 |
| Seattle | 250.000 | 1.126.621 |
| Tacoma | 200.000 | 2.929.338 |
| San Francisco | 500.000 | 2.500.000 |
| Nottingham | 75.000 | 823.694 |
| Boston | 500.000 | 4.135.828 |
| Philadelphie | 500.000 | 1.942.339 |
| Birmingham | 500.000 | 1.957.598 |
| New-York | 700.000 | 7.250.000 |
| Portland | 200.000 | 2.327.000 |
| Mineapolis | 200.000 | |
| Three Forks | 25.000 | 200.000 |
| Sarasota | 100.000 | |

*Sociétés de porteurs de titres et de déposants :*

| | Capital |
|---|---|
| | *En dollars* |
| Brotherhood Investment C° | 10.000.000 |
| Brotherhood Holding C° | 1.000.000 |
| New-York Empire C° | 700.000 |
| B. of L. E. Securities Corp, of N.-Y. | 3.000.000 |
| California Investment C° | 1.000.000 |
| B. of L. E. Securities Corp of New England | 2.000.000 |
| Pacific Brotherhood C° | 4.000.000 |
| B. of L. E. Securities C° of Penna | 3.000.000 |
| Southern B. of L. E. Investment C° | 2.000.000 |
| Brotherhood Realty C° | 1.000.000 |
| United Holging C° | |

*Filiales, Compagnies d'Investissement, etc.:*

Bortherhood Watch C° ; Scudder Furnace C° ; Universal Finance C° ; Fuel Distributors Inc. ; Sandusky Stone Products C° ; Sunbeam Groceries C° ; Hobert-Stone C° ; California Bortherhood Inv. C° ; Pacific Empire C° ; Pacific Insurance C° ; Bortherhood Safe Deposir C° ; Assured Thrift Corporation ; Universal Mortgage C°, etc., etc...

*Biens immeubles et autres investissements:*

| | *En dollars* |
|---|---|
| B. of L. E. Office Building (cost.) | 1.176.751 |
| B. of L. E. Bank Bulding (cost.) | 6.600.934 |
| Park Lane Villa (cost.) | 2.800.000 |
| Coal River Collieries (invested) | 2.800.000 |
| Equitable Life Bladg. (invested) | 2.394.000 |
| Venice, Florida (invested) | 16.000.000 |

Des personnalités bien informées ont déclaré qu'à un certain moment « La Fraternelle » détenait une liasse d'actions ayant une importance presque décisive dans la « Empire Trust C° » dont le capital est évalué à 90 millions de dollars. Le capital global des institutions précitées (banques, sociétés de crédit, etc.) s'élève à la somme importante de 100 millions de dollars.

Les autres unions internationales ne tardèrent pas à suivre l'exemple de « La Fraternelle », et notamment, les organisations syndicales de diverses catégories d'ouvriers et d'employés de chemins de fer, l'Union de l'Habillement, l'Union des Tailleurs pour dames, etc. Souvent, des syndicats locaux unirent leurs efforts pour créer des banques ouvrières. C'est ainsi, par exemple, que fut fondée la Banque Ouvrière Fédérative de New-York, au capital de 17 millions de dollars.

Il existe actuellement 37 banques ouvrières, 11 sociétés de crédit, 3 compagnies d'assurances sur la vie et une série d'autres consortiums. Le total de leurs ressources — du moins sur le papier — s'exprime par près de 150 millions de dollars.

### 3. Les illusions du capitalisme syndical

Le développement du capitalisme syndical a semé bien des illusions préjudiciables à la volonté de lutte et à la pureté de l'idéologie de classe des travailleurs. Les panégyristes des banques ouvrières annonçaient à cor et à cri que les ouvriers américains n'avaient plus besoin de lutte ni de révolution, qu'il ne s'agissait plus que de mettre de l'argent de côté et de le placer pour pouvoir acheter rapidement toutes les entreprises. Les défenseurs bourgeois de l'actionnariat ouvrier (Carver, Mitten, Lauck, etc.) se joignirent au chœur des bureaucrates syndicaux en vantant les banques ouvrières et les placements ouvriers, « véritable solution de la question ouvrière ». Les citations ci-

après, qui témoignent de la complète unanimité des leaders ouvriers et des économistes bourgeois, montrent dans quelle exagération on a pu tomber en parlant du capitalisme syndical.

« En Amérique, il n'existe pas de classe ouvrière distincte de la classe capitaliste. On passe si facilement d'un groupe à l'autre qu'il est impossible de coller des étiquettes de classe. Le but des entreprises financières de la Fraternelle consiste à montrer aux syndiqués et aux travailleurs en général, comment l'ouvrier peut devenir capitaliste. »

W.-B. PRENTER,
*Président de la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives.*

« Les Banques Ouvrières, voilà la seule révolution au monde qui vaille quelque chose. Il suffit que la majorité des ouvriers et fermiers américains s'habitue à concentrer son épargne et ses possibilités de crédit dans des banques propres afin de pouvoir soumettre à son contrôle, en un an, les ressources du plus riche pays du monde. »

*B. of L. E. Journal,* août 1925.

« Le mouvement ouvrier est passé par trois stades. Le premier fut la période du réveil de la conscience de classe... Le second fut rempli par la lutte défensive pour le principe des contrats collectifs... Le troisième stade consiste à créer peu à peu un ordre de choses dans lequel la lutte soit remplacée par la collaboration. La manifestation la plus saillante de ce stade est constituée par les banques ouvrières. »

WARREN S. STONE.
*World's Work,* novembre 1924.

« Au lieu d'enrager à la pensée que les capitalistes ont des immeubles, des comptes courants et des automobiles, le mécanicien s'est fait une raison en se disant que lui-même pouvait devenir capitaliste. »

H.-V. BOSWELL,
*American Labor Year Book,* 1925.

« Les banques ouvrières ont permis au mouvement ouvrier américain de donner une réponse complète aux théories de Marx et de Lénine. »

W.-B. PRENTER.

« La capacité d'épargne des ouvriers américains est si forte que s'ils voulaient épargner et placer judicieusement leurs économies, au bout de dix ans, ils deviendraient une des forces financières les plus puissantes du monde.

« Si les travailleurs des chemins de fer mettaient de côté, ne serait-ce que l'augmentation qui leur a été récemment accordée, et s'ils voulaient acheter des actions de chemins de fer à leur prix nominal, ils pourraient acquérir, en l'espace de cinq ans, 3.490.000.000 dollars. Cela leur assurerait la possession de la partie la plus importante des capitaux placés dans les chemins de fer. »

Professeur CARVER.
*La Révolution économique actuelle aux Etats-Unis.*

Les leaders réactionnaires, qui ne demandaient pas mieux que de mettre la main sur l'épargne ouvrière, accueillirent avec enthousiasme le capitalisme syndical. Ils caressaient le rêve de leur propre enrichissement et voyaient, en pensée, les syndicats détachés de la lutte de classes et organiquement incorporés au régime bourgeois. Le capitalisme syndical leur parut particulièrement « salutaire » après la défaite des cheminots, en 1922, quand on dut présenter aux travailleurs un nouveau programme, soi-disant dirigé contre l'offensive capitaliste.

Au début, les banquiers de certaines villes voyaient d'un mauvais œil la fondation des banques ouvrières. Mais, peu à peu, ils se prirent de sympathie pour le capitalisme syndical. Ils se rendaient compte que c'était un instrument commode pour affaiblir de plus en plus le mouvement ouvrier et pour subordonner complètement les leaders. Ils comprirent qu'ils pourraient facilement absorber ou, le cas échéant, écraser le capitalisme syndical. La Wall Street ouvrit ses portes devant Warren S. Stone, qui était le vrai chef de tout ce mouvement. Les banquiers saluèrent ce hérault de l'ère nouvelle où il n'y aura plus de grèves et où les travailleurs obéiront docilement au capital. Stone eut sa place dans les conseils d'administration des grandes entreprises financières. Frank Stochbridge écrivit dans l'ultra-réactionnaire *Saturday Evening Post* du 6 novembre 1926 :

« Le capital ne peut pas admettre la faillite de la Fraternelle. Ce serait une atteinte trop sérieuse à l'amitié qui est en train de se fortifier entre le Capital et le Travail. »

### 4. Les résultats généraux du capitalisme syndical

Toutefois, au lieu d'apporter au mouvement ouvrier les biens incalculables annoncés par les partisans enthousiastes du capitalisme syndical, celui-ci a provoqué des tendances destructrices conduisant à l'affaiblissement des syndicats ouvriers.



Nous avons dit plus haut que le capitalisme syndical cultivait l'illusion de l'ouvrier de pouvoir devenir capitaliste. Cela contribuait à détourner les travailleurs de la politique de lutte de classes et de la tâche impérieuse qui se posait à eux : grouper les syndicats faibles en une puissante organisation et créer un parti travailliste. Cela conduisait au remplacement d'organismes de lutte par les institutions financières qui devenaient facilement la proie du patronat.

Le capitalisme syndical a contribué à renforcer la collaboration de classes, en général. Il fut un des piliers de la politique générale de collaboration de classes (l'autre pilier, c'était le plan B et O de coopération avec le patronat pour l'augmentation de la production) réalisée par les leaders réactionnaires sous le titre menteur de « haute stratégie du travail ». Cette « stratégie », avec les illusions engendrées par elle et sa pratique corruptrice, étouffait tout mouvement d'avant-garde dans les syndicats et les paralysait, en face de l'offensive capitaliste.

Le capitalisme syndical a fortement consolidé la position des leaders réactionnaires des syndicats, propriétaires de banques ouvrières. Maîtres de capitaux importants, ces leaders ont su mieux que jamais exercer leur autorité sur leurs organisations. Le capitalisme syndical transforme la bureaucratie syndicale en une autocratie arrogante. Ce régime autocratique a atteint son point culminant dans la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives, lorsque Stone fit l'achat de la villa Park Lane, qui coûta plus d'un million de dollars, sans en avertir les autres membres du Comité Exécutif. Et bien d'autres millions de dollars furent et continuent d'être dépensés à l'insu des adhérents. Les bonzes syndicaux ont donné des places, rétribuées d'une façon fabuleuse, à des centaines de leurs parents et amis dans les banques, établissements de crédit, etc. Même les fonctionnaires publics ont protesté contre l'hypertrophie monstrueuse du personnel des banques de la Fraternelle.

Et enfin, le capitalisme syndical a aggravé infiniment la corruption des chefs syndicaux au point de vue idéologique et financier. Des leaders ouvriers sont devenus directeurs de banques et de compagnies capitalistes ; des capitalistes furent placés à la tête des banques ouvrières, introduits dans leurs conseils d'administration. De cette façon, le mouvement ouvrier se trouva doublement empoisonné. Les leaders ont largement tiré profit de l'argent ouvrier, soit en spéculant, soit en se livrant à des dépréda-tions. Absorbés par l'idée des bénéfices (et surtout de leurs bénéfices personnels) les capitalistes syndicaux n'ont pas hésité à agir en briseurs de grève. Cette honteuse attitude a été prise par l'administration des mines de charbon « Coal River Collieries », appartenant à la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives. Pendant la grève menée par l'Union des Mineurs américains, ces mines ont employé des ouvriers non syndiqués, sous la protection de la police et de mercenaires armés qui se chargèrent d'introduire par des procédés terroristes le système de « l'atelier ouvert » (Open Shop).

### 5. Corruption et faillite

Il est évident que les promesses du capitalisme syndical pour transformer les ouvriers en capitalistes grâce à l'accumulation de l'épargne ouvrière et de l'achat d'entreprises, sont chimériques. Point n'est besoin de réfuter longuement cette illusion. Le taux moyen du salaire hebdomadaire de l'ouvrier américain adulte est de 28 dollars : dans ces conditions, il ne peut être question d'acheter des entreprises ; c'est tout juste de quoi joindre les deux bouts. Seuls les ouvriers hautement qualifiés peuvent réaliser des économies plus ou moins importantes. Le processus de l'acquisition de titres par les ouvriers paraît être un facteur puissant aux champions du capitalisme syndical. Mais en réalité, ce n'est qu'un petit ruisseau en comparaison du torrent puissant de l'accumulation capitaliste. Le rapport de la Commission industrielle fédérale, fondé sur les données de 1922, montre que sur 1.000 actionnaires il n'y a que 75 salariés ; et le pourcentage des actions dont ils sont possesseurs est encore plus bas (15 pour 1.000). Bien plus : un très fort pourcentage d'actionnaires enregistrés comme « salasupérieurs de diverses catégories. La proriés » est représenté par des fonctionnaires chaine crise industrielle, que des signes de plus en plus nombreux annoncent, ramènera à zéro ces minimes succès, en jetant sur le pavé les ouvriers dont les économies seront vite épuisées.

Le capitalisme syndical, voué à l'échec au point de vue de son but final, a fait honteusement faillite dans le domaine de son activité pratique immédiate. D'ailleurs, dès le début, tout ce mouvement avait été marqué d'une série de faillites accompagnées de scandales inouïs, liés à la corruption et à des escroqueries. Nous nous bornerons à citer les exemples les plus saillants.

Les entreprises qui ont servi de début au

capitalisme syndical sont en pleine banqueroute : leur déficit est évalué à 1 million ou même à 2.500.000 dollars. Les entreprises fondées par l'Union des Travailleurs du Service de la Voie ont également abouti à un krach avec 775.000 dollars de perte ; les fonctionnaires indélicats, convaincus de spéculation et de prévarication (ce qui a causé la banqueroute) ont été expulsés, avec grand scandale. En 1925, la banque ouvrière de Philadelphie a sauté, parce que ses administrateurs, parmi lesquels il y avait un ancien agent financier du tzar, avaient fait de nombreux placements ne portant pas intérêt. Ensuite, ce fut le tour de la Banque Ouvrière de Pittsburg ; son krach s'accompagna de l'arrestation des administrateurs de la banque convaincus d'escroquerie. Ce sort fut partagé, pour les mêmes raisons, par la Banque ouvrière de la ville de Kanzas. L'Union Internationale des Tailleurs pour dames s'est vue obligée de vendre sa banque à des capitalistes. Les banques de la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives à Philadelphie, New-York et Birmingham se sont ruinées et ont été vendues.

### 6. La déblâcle de la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives

Toutes ces faillites ont gravement compromis le prestige et la situation du capitalisme syndical. Mais c'est au Congrès de la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives, en juin 1927, que ce système reçut un coup décisif : on apprit que toute l'énorme construction financière de la Fraternelle, orgueil du capitalisme syndical, était à terre. Dans ma brochure sur la faillite des banques ouvrières (*Wrecking the Labor Banks*), j'ai analysé en détail toute la situation. Ici, je me bornerai à quelques traits illustrant les dimensions et les causes de la catastrophe.

Constatant que toutes les entreprises financières de la Fraternelle se sont écroulées et qu'on sera obligé de défendre l'existence même de l'Union, le Congrès a transmis toutes les affaires à une Commission de dix membres. Cette Commission n'a pas dressé de bilan : elle eut peur de montrer aux adhérents l'immensité de la catastrophe. Mais une idée approximative des pertes subies est montrée par le fait qu'après avoir reçu 4 millions de dollars contre hypothèque de deux immeubles de l'Union à Cleveland, après liquidation de plusieurs centaines de dollars du capital fondamental, et une fois réglées les prétentions des adhérents se montant à 7.200.000 dollars, le président de la Commission des Dix a déclaré: « Je dois dire que la Commission prévoit que dans dix ans nous aurons encore sur les bras une dette de près de 8 millions de dollars. » Les pertes se montent donc à 19.000.000 de dollars au moins, sans compter les millions placés par des particuliers dans cette désastreuse entreprise financière. Un délégué en vue a dit qu'il évaluait à 30 millions de dollars le total des pertes, et personne ne songea à démentir cette assertion.

Vers le moment de l'inauguration du Congrès, diverses banques et compagnies de crédit de la Fraternelle se trouvaient dans un état de faillite latente. La banque de Cleveland avait placé 1.600.000 dollars en titres ne portant pas intérêt. L'actif des Compagnies de crédit de la Fraternelle se chiffre par 11 millions de dollars qui ont été « sacrifiés ». La luxueuse villa Park Lane a été vendue avec une perte de 1.350.000. Les mines « Coal River » ont fait faillite avec un déficit de 2.800.000 dollars. Près de 12 millions de dollars ont été perdus dans de folles spéculations, en Floride, à un moment où le spectre du déficit apparaissait déjà. Diverses autres obligations, énormes et pressantes, demandaient de très fortes sommes d'argent. Les fonds d'assurance et de pension étaient épuisés. Les deux immeubles de l'Union furent hypothéqués à un taux exagéré. La catastrophe était complète et définitive. Les délégués qui, quelques semaines plus tôt, croyaient que leur Union était très riche, disaient qu'ils se sentaient foudroyés et que jamais aucun syndicat ne se trouva devant un tel problème. La catastrophe de la Fraternelle représente un des plus grands krachs financiers que connaisse l'histoire de l'Amérique capitaliste.

Le Congrès a montré que les leaders de cette organisation (qui tous ont été démissionnés) ont ruiné les banques et les Compagnies de crédit en se livrant à des spéculations effrénées, à des vols, à un gaspillage insensé. Tout le groupe dirigeant a trouvé dans ces entreprises une source d'enrichissement personnel. Les mines « Coal River » qui n'ont pas produit de bénéfices ont absorbé 550.000 dollars rien que pour les frais de location. Les dirigeants de la Fraternelle, Stone et Prentner, ont touché 60 à 100.000 dollars chacun, sur cette somme. Un autre exemple: à la veille même du Congrès, alors que les fonctionnaires connaissaient déjà la ruine financière de la Fraternelle, ils firent l'achat d'une terre en Floride, pour 7 millions de dollars, alors qu'un contrat de vente pour cette même terre, signé antérieurement, prévoyait un chiffre beaucoup plus bas. Cette affaire a certainement coûté plusieurs millions à la Fraternelle. La corruption, les escroqueries, les gaspillages qui régnaient dans toutes les entreprises financières de la Fraternelle dépassent toute imagination. Des milliers de mécaniciens ont perdu ce qu'ils avaient amassé au cours de toute une vie, à cause de la vénalité des fonctionnaires de leur organisation.



Le sort des leaders véreux dépendait de l'attitude que prendraient les adhérents : consentiraient-ils, oui ou non, à assumer le payement des dettes faites par leurs chefs en épargnant à ceux-ci la prison? Le sort a souri aux « chefs ». Les mécaniciens conservateurs se sont laissés convaincre par leur jurisconsulte qui prétendait qu'ils étaient personnellement responsables des dettes des banques et compagnies de crédit et qu'ils risquaient de voir saisir et vendre aux enchères leurs habitations et confisquer leurs économies. Ils se résolurent donc à payer 7.200.000 dollars, à hypothéquer les immeubles de leur organisation pour 4 millions de dollars et à accepter d'avoir une dette de 8 millions de dollars, dans deux ans. Il est vrai que les délégués qui votèrent cette résolution étaient profondément abattus. Il ne reste plus trace du prestige du capitalisme syndical. Un délégué exprima l'état d'âme du Congrès en déclarant : « Nous allons nous séparer et nous raconterons aux membres de notre organisation que nous avons tout engagé ici... sauf nos femmes et nos enfants ; et que s'ils avaient une valeur marchande quelconque, aussi vrai que je suis là, nous aurions dû les engager également. »

### 7. Les perspectives du capitalisme syndical

La faillite des institutions financières de la Fraternelle causée par les criminelles spéculations et déprédations des fonctionnaires, est venue consacrer toute une série de faillites d'autres banques ouvrières et de compagnies de crédit. Elle a porté un coup irréparable à tout le mouvement du capitalisme syndical dont la Fraternelle était le noyau. Non seulement elle était la propriété des deux tiers de toutes les entreprises financières « ouvrières », mais le chef idéologique incontestable de tout ce courant. On comprend qu'une telle catastrophe ayant éclaté au centre même du mouvement, tout le système a été ébranlé dans ses fondements.

Dans la Fraternelle même, le capitalisme syndical a perdu tout attrait pour les adhérents du rang qui, il y a quelques mois, étaient ses admirateurs enthousiastes. Au congrès de Cleveland, les délégués ont exprimé tout le mépris que ce mouvement leur inspirait désormais, et ils ont juré d'en débarrasser leur organisation. La résolution suivante a exprimé l'opinion presque unanime du congrès : « Vu que notre activité, commencée en 1915, pour le développement d'entreprises bancaires, d'établissements de crédit et d'achats de terres, n'a pas été telle qu'on puisse l'appeler équitablement très heureuse, le congrès arrête : la Fraternelle devra tâcher de liquider nos établissements de banque et de crédit et nos domaines fonciers, aussi vite que possible, et avec un minimum de pertes ».

Les banques ouvrières et les compagnies de crédit ont été éprouvées très fort par la campagne conduite contre elles par les criminels leaders qui ont essayé d'esquiver la responsabilité de la faillite. A présent, ces leaders repoussent l'aphorisme de Stone prétendant qu'il est aussi facile d'administrer une banque que de gérer une épicerie; ils déclarent que les banques et le crédit constituent un service extrêmement compliqué et que les énormes pertes financières s'expliquent par leur inexpérience. Ils se sont mis à dire, aujourd'hui, que les ouvriers ne pouvaient pas devenir banquiers.

Aussi ont-ils remis aux mains des capitalistes locaux la grande banque de Cleveland. Les nouveaux leaders de la Fraternelle (qui ne valent pas beaucoup mieux que ceux qui ont dû se démettre) essayent, en collaboration avec ces capitalistes, d'obliger les syndiqués à payer les nombreuses dettes de la banque sous menace de saisie de leurs économies et habitations. Mais ce nouveau capitalisme syndical, qui est ouvertement dirigé par des capitalistes, qui reconnaît que les ouvriers ne peuvent administrer les banques, qui recourt à la violence contre les ouvriers, ne ressemble pas du tout au mouvement que les ouvriers du rang soutenaient activement, il y a un an. Car ces travailleurs s'imaginaient réellement que n'importe quel gérant d'un magasin de détail serait capable d'administrer une banque, et ils étaient aveuglés par le pseudo-succès du mouvement. La dépression industrielle qui va en s'aggravant et qui entraîne le chômage, la réduction des salaires, la diminution générale des ressources ouvrières, contribue à affaiblir, encore davantage, le capitalisme syndical.

La divulgation de l'incroyable pourriture des entreprises financières de la Fraternelle a produit une impression très pénible dans les milieux ouvriers. Les travailleurs ont commencé à se méfier des banques ouvrières et établissements de crédit. Même

l'armature réactionnaire de la F. A. T., qui n'ignore pas la corruption qui règne dans les banques ouvrières, est alarmée. La Fédération a déclaré à son congrès de 1927 : « Une expérience suffisante est désormais acquise dans ce domaine, et il y a lieu de jeter un cri d'alarme. Avant de placer leur argent dans des banques ou compagnies ouvrières de crédit, les syndicats et leurs membres doivent peser de sang-froid le pour et le contre. Après les récents événements, dans le domaine de l'activité financière de la Fraternelle, la question de la gestion des banques ouvrières attire de plus en plus notre attention... Selon nous, il faudrait suspendre l'extension ultérieure des banques ouvrières, tant que l'expérience des institutions existantes n'aura pas été critiquement étudiée ».

Mais, malgré ce coup terrible essuyé par le capitalisme syndical, on se tromperait en croyant qu'il est tué à jamais. L'auréole qui entourait ce mouvement s'est ternie, de nombreuses illusions se sont dissipées, sa puissance matérielle est ébranlée, mais il garde encore, malgré tout, une grande force vitale. Aussi longtemps que l'impérialisme américain pourra payer à un nombre considérable d'ouvriers des salaires relativement élevés, aussi longtemps que les réactionnaires leaders actuels resteront à la tête des syndicats, le système des banques ouvrières et établissements similaires pourra disposer d'une certaine base matérielle. Ces quelques dernières semaines, les leaders ultra-réactionnaires du syndicat du Bâtiment de Chicago — c'est peut-être le groupe le plus corrompu qu'il y ait en Amérique — ont créé une nouvelle banque ouvrière. Ils mettront en œuvre tous les moyens de coercition directe ou oblique pour former un capital, avec les dépôts des syndiqués. Les affaires de trois compagnies d'assurances syndicales marchent assez bien, et ces compagnies ne se privent pas, elles aussi, de recourir à la coercition, quand elles en ont la possibilité. Par exemple, les membres du syndicat des électriciens de Chicago, qui groupe plusieurs milliers d'adhérents et qui est dirigé par des leaders qui ne se maintiennent à leurs postes que par des procédés terroristes, ont été forcés de s'assurer en corps, dans une compagnie à la tête de laquelle se trouvent ces leaders.

La Ligue d'Education Syndicale fait une politique de lutte active contre le capitalisme syndical. Elle dénonce la corruption qui ronge les banques ouvrières. Elle fait une guerre idéologique contre l'illusion selon laquelle les travailleurs pourraient devenir capitalistes. Elle lutte contre l'extension ultérieure du mouvement et exige que les syndicats se détachent complètement des banques ouvrières, compagnies de crédit et d'assurances, projets « coopératifs » de constructions, etc., les syndicats devant redevenir organismes de lutte, ce qui répond bien à leur nature. En ce qui concerne l'organisation d'entreprises que les ouvriers pourraient administrer en régime capitaliste, la Ligue préconise la création de véritables coopératives.

Ces principes généraux sont appliqués en conformité avec les conditions diverses propres à telle ou telle branche ou région. Par exemple, quand les leaders du syndicat du bâtiment de Chicago essayent de consolider et d'agrandir leur banque nouvelle, l'aile gauche lutte énergiquement contre cette œuvre en conviant les travailleurs à n'avoir aucune espèce de rapports avec cette banque. La même tactique d'opposition ouverte est pratiquée dans les autres syndicats dont les leaders préconisent des projets analogues. Dans la Fraternelle des Mécaniciens de locomotives, la Ligue réclame la liquidation immédiate et totale de toutes les banques et établissements similaires; mais elle ne soutient pas ceux qui voudraient que cette affaire scandaleuse fût déférée aux tribunaux bourgeois. Dans les syndicats où la situation est moins désespérée, elle insiste pour que les banques soient séparées des syndicats et transformées en de véritables coopératives.

Dès les premières années d'existence du capitalisme syndical, la Ligue a mis en garde les travailleurs contre les conséquences funestes de cette œuvre. Les récents événements ont brillamment confirmé les pronostics et le programme de l'aile gauche. Les travailleurs se montrent aujourd'hui bien moins disposés à prêter l'oreille aux propagandistes du capitalisme syndical. Il convient de dire cela tout spécialement en ce qui concerne la Fraternelle, dont les adhérents sont de plus en plus indignés contre leurs leaders traîtres.

Le capitalisme syndical américain, affaibli et discrédité, passe à la défensive et esquisse un mouvement de retraite. Un des faits les plus importants, à l'heure actuelle, c'est que l'écroulement du capitalisme syndical aboutit à ébranler tout le système de la collaboration de classes qui, sous le nom de haute stratégie du travail, a gêné si fort le développement du mouvement ouvrier américain au cours de ces dernières années.

W.-Z. FOSTER.



*L. HELLER.*

# La nouvelle politique de l'impérialisme britannique et les objectifs de l'aile gauche du mouvement ouvrier de l'Inde

* * *

DANS l'Inde, la politique de l'impérialisme britannique est déterminée par les processus économiques et politiques qui s'accomplissent dans le pays même, et d'autre part, dans une mesure au moins égale, par les changements qui s'opèrent dans la vie économique de l'Angleterre.

Nous n'avons pas la possibilité — et d'ailleurs se serait inutile — de nous appesantir longuement ici sur tous ces changements complexes. Nous nous bornerons à envisager, sous une forme très générale, certains facteurs étroitement liés à notre thème.

On sait que pour l'Angleterre le commerce extérieur a plus d'importance que pour tous les autres pays. Non seulement l'Angleterre importe des matières premières qui sont travaillées par ses usines, mais aussi la partie la plus importante des denrées alimentaires consommées par sa population (1). On voit l'intérêt qu'a l'Angleterre de se maintenir à un certain niveau dans le commerce extérieur. La lutte pour les débouchés a pour elle le caractère d'une question vitale : être ou ne pas être.

On sait également que, dans la période d'avant-guerre, alors que l'industrie anglaise était en plein épanouissement, la balance du commerce extérieur de l'Angleterre était passive, les importations dépassant les exportations. Mais ce « malheur » n'était qu'apparent. L'Angleterre possède de grandes ressources de revenus qui ne trouvent pas leur expression dans la balance du commerce extérieur. Ces revenus sont produits : 1° par la navigation maritime; 2° par le placement de capitaux hors de l'Angleterre (dans les colonies britanniques et Etats étrangers). Avant la guerre, ordinairement, les profits produits par la navigation maritime couvraient le déficit du commerce extérieur. Quant aux intérêts produits par les capitaux placés à l'étranger, ils étaient utilisés à de nouvelles exportations de capitaux (dans les années d'avant-guerre, ces exportations se chiffraient annuellement par 200 millions de livres sterling, somme énorme pour l'époque. Ces trois rubriques : commerce extérieur, navigation et exportation des capitaux, sont solidement unies entre elles, et de leur rapport réciproque dépend la situation de l'économie anglaise. Plus la balance du commerce extérieur est défavorable par suite de la réduction de l'exportation des marchandises anglaises, et plus grande est la partie des revenus produits par la navigation et les investissements à l'étranger et aux colonies, qui est absorbée par la nécessité de combler le déficit, et d'autant moins est la somme rendue disponible pour élargir la production et pour faire de nouvelles exportations de capitaux, source fondamentale de l'enrichissement de la bourgeoisie anglaise.

Or, quelle fut la situation de l'Angleterre au cours de ces dernières années à ce triple point de vue?

L'Europe, par suite de son appauvrissement et pour d'autres raisons dont nous ne parlerons pas ici, n'occupe plus la place qu'elle avait autrefois dans les exportations anglaises. Un certain accroissement de ces exportations à destination des pays d'Europe a été constaté en 1927, mais cela ne

(1) C'est ainsi que l'Angleterre importe, en moyenne, les 3/4 du blé qu'elle consomme, 3/5 de la viande, 2/3 du sucre, etc.

change pas cette situation générale. Il en résulte que, plus qu'avant la guerre, l'Angeterre se voit forcée de s'orienter vers les débouchés extra-européens. Mais c'est précisément sur ce terrain-là qu'elle subit défaite sur défaite.

Si nous considérons les plus importants Etats asiatiques tels que la Chine et le Japon, nous verrons que la part de l'Angleterre diminue régulièrement dans les importations de ces pays.

| | 1913 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — | — |
| Chine ... | 16,5 | 14,9 | 12,7 | 12,1 | 9,7 |
| Japon .. | 16,8 | 12,3 | 12,0 | 12,8 | 8,8 |

Le même phénomène s'observe aussi par rapport aux pays de l'Amérique Latine et même dans les dominions anglais, comme le montre le tableau ci-après :

| | 1913 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 (2) |
|---|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — | — |
| Australie | 57,8 | 51,4 | 51,9 | 45,2 | 44,9 |
| Nouvelle-Zélande . | 59,7 | 55,5 | 55,3 | 51,1 | 52,0 |
| Afriq. du Sud .... | 56,8 | 56,4 | 53,8 | 51,5 | 50,0 |

Il n'y a pas lieu de parler du Canada : dès avant la guerre, les Etats-Unis en ont évincé l'Angleterre.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le déficit du commerce extérieur de l'Angleterre ait augmenté jusqu'à prendre une envergure menaçante au cours de ces dernières années. Il s'exprima par 383 millions de livres sterling en 1925, par 474 millions en 1926 et par 391 millions en 1927 (3).

En même temps tombait le revenu produit par la navigation, en répercussion de la crise chronique subie par l'industrie houillère, la métallurgie et le textile. Les profits de la navigation ne suffisent plus à couvrir le déficit du commerce extérieur. On est obligé d'affecter à cette fin une importante partie des intérêts produits par les capitaux placés dans les colonies et à l'étranger. Mais de ce fait diminue la part qui était autrefois réservée à l'extension de la production et aux nouvelles exportations de capitaux, ce qui est une atteinte aux fondements mêmes de la puissance économique et politique des classes dominantes d'Angleterre. Pressée de toutes parts, elle perd ses débouchés dont s'emparent le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne (1). Elle réduit, par nécessité, ses exportations de capitaux, elle perd ses positions et enfin, dans ses propres dominions, sa place est de plus en plus occupée par l'Amérique, au point de vue de l'exportation des marchandises et même des capitaux. Acculée à ces conditions difficiles, l'Angleterre, tout en continuant une âpre lutte pour garder ses positions économiques et son influence politique en Europe, en Extrême-Orient, en Amérique Latine et, bien entendu, dans ses dominions, se préoccupe, aujourd'hui plus que jamais, de ses colonies. Elle s'est proposée de « valoriser » (c'est-à-dire d'intensifier l'exploitation capitaliste) ses colonies de l'Afrique Orientale et Occidentale où elle n'a pas encore de concurrents dangereux, mais elle veut surtout fortifier sa situation dans l'Inde.

***

La question de l'Inde est pour l'impérialisme anglais une question de vie ou de mort. La perte de l'Inde ce serait la désagrégation de l'Empire britannique, de cet Empire qui fut, au cours des siècles derniers, cimenté par la sueur et le sang de millions de paysans, d'artisans et d'ouvriers hindous. On comprend donc que tous les gouvernements anglais veillent jalousement sur toutes les voies d'accès conduisant vers l'Inde.

La lutte de l'Angleterre avec la Russie des tzars en Asie Centrale, la lutte avec l'Allemagne pour la route de Bagdad, la politique britannique en Egypte, Syrie, en Palestine, en Perse et en Afghanistan, la politique d'encerclement de l'U. R. S. S. que le gouvernement conservateur actuel poursuit avec tant d'opiniâtreté, tout cela est imposé, pour une bonne part, par la même préoccupation fondamentale : garder la possession des chemins maritimes et terrestres aboutissant à la plus importante colonie anglaise.

Par le fait même que sur 400 millions d'esclaves coloniaux exploités par l'Angleterre plus de 300 millions se trouvent dans l'Inde, cette contrée a toujours occupé une place exclusive dans le système de l'impérialisme britannique.

---

(1) *Berliner Tageblatt*, n° 361 du 2 aot 1927.
(2) *Times*, 3 février 1928.
(3) *Times*, 3 février 1928.

(1) Dans l'intervalle de 1923 à 1925, l'Allemagne a augmenté ses exportations de 20 %, la France de 22,6 %, la Belgique de 30,2 %, les Etats-Unis de 60 % et l'Angleterre de 6 % seulement.
1926 a accusé une diminution de 122 millions de livres sterling comparativement aux exportations britanniques de l'année précédente (à cause de la grève générale et de la grève des mineurs).
*Koloniale Rundschau*, n° 12, p. 366.



Les méthodes d'exploitation de l'Inde par sa métropole, l'Angleterre, ont varié selon la situation économique de l'Angleterre elle-même. Après la période initiale de pillage colonial non voilé, quand les richesses de l'Inde accumulées au cours de longs siècles (pierres précieuses, or, argent, tissus fins, etc.) étaient directement emportées de l'Inde en Angleterre, au XIX[e] siècle, on a transformé l'Inde en un pays agraire qui dut fournir à la Grande-Bretagne des matières premières et acheter les objets manufacturés exportés d'Angleterre. Les métiers, qui étaient très développés dans l'Inde, furent ruinés, les artisans et ouvriers à domicile tombèrent dans l'indigence, et, en même temps, l'industrie et le gouvernement anglais faisaient tout leur possible pour empêcher la fondation d'une industrie usinière qui aurait concurrencé l'industrie métropolitaine dans l'Inde même. D'autre part, à la campagne, les autorités britanniques soutenaient les grands propriétaires fonciers et contribuaient même, par des mesures spéciales, à créer une classe de nouveaux seigneurs féodaux, rempart de la domination anglaise. Ce processus s'est accompagné d'une éviction et de la ruine de la paysannerie. Le résultat fut que plusieurs millions de paysans indigents, d'artisans ruinés et d'ouvriers à domicile, sont tombés dans l'extrême misère.

Le tableau suivant montre le résultat de cette « agrarisation » forcée (chiffres des quatre derniers recensements) :

| DATE | % de la population gagnant sa vie dans l'agriculture |
|---|---|
| — | — |
| 1891.... | 61 |
| 1901.... | 66 |
| 1911.... | 72 (1) |
| 1921.... | 73 |

L'industrialisation de l'Inde fut paralysée pour de longues années, le rythme de son développement s'est ralenti malgré des conditions favorables telles que : abondance de matières premières, main-d'œuvre peu coûteuse et nombreuse, immense marché intérieur, accumulation de gros capitaux aux mains de la bourgeoisie commerçante (conditions favorables, non seulement en comparaison du Japon, mais aussi à la Chine).

Mais s'il était possible de retarder le processus d'industrialisation, on ne pouvait cependant l'empêcher totalement. Les débuts de l'industrialisation remontent à la dernière décade du siècle dernier. Des capitaux considérables (provenant essentiellement du commerce et de la spéculation agraire) s'étaient accumulés vers cette époque aux mains de la bourgeoisie indigène qui se mit à exiger d'une façon de plus en plus pressante le droit de participer à la vie industrielle de l'Inde. En 1905, la lutte de la bourgeoisie indigène contre le monopole du capital anglais dans l'industrialisation de l'Inde prend la forme du boycottage des marchandises anglaises. C'est à partir de ce moment que commence une participation plus large du capital indigène dans l'industrie; antérieurement, la bourgeoisie indigène était obligée de placer ses capitaux en rente ou en titres gouvernementaux. En 1905, la bourgeoisie hindoue possédait 1.530 sociétés par actions; en 1908, ce chiffre était passé à 2.061. En 1910, 2.216 entreprises, au capital de 108 millions de livres sterling (1). Avant la guerre, c'est l'industrie textile qui avait le plus fort développement : vers le moment de la guerre (en 1914) elle faisait fonctionner 6,7 millions de broches et consommait 7,5 millions de broches de coton (2).

La guerre a accéléré le rythme de l'industrialisation commencée. Les autorités anglaises ne mirent plus d'entrave à l'activité de la bourgeoisie indigène qui connut une période de prospérité. Des dividendes se chiffrant par plusieurs fois 100 % devinrent un fait ordinaire. C'est ainsi que, dans l'industrie du jute, quatre entreprises ont produit les dividendes suivants :

| (3) Dénomination des entreprises | 1916 | 1917 | 1918 | 1919 | 1920 |
|---|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — | — |
| Fort Gloster... | 115 | 147 | 165 | 150 | 200 |
| Gurrenore .... | 90 | 190 | 250 | 220 | 250 |
| Kelvin ..... | 86 | 100 | 150 | 225 | 300 |
| Kaison ..... | 110 | 200 | 250 | 250 | 400 |

Si l'on considère, non seulement ces années « grasses » et ces entreprises prospères, mais toute la décade 1913-1923, on voit que l'industrie du jute de l'Inde donnait un dividende annuel de 90 %. En chiffres absolus, le revenu fourni par les entreprises de jute s'est chiffré pour un exercice triennal (1918-1920) par la somme rondelette de 365 millions de roupies.

La situation n'est pas aussi fabuleusement brillante dans l'industrie cotonnière,

---

(1) R. Palme Dutt. *Modern India*, n° 23.

(1) *Bulletin de la Direction Statistique de l'U. R. S. S.*, mai 1926.
(2) *Statistique de l'Economie Mondiale*, mai 1926 (en langue russe). 1 zentner=50 kilogrammes.
(3) Johnston and Sime. *Exploitation in India*, p. 6.

mais cependant elle ne laisse pas d'être excellente. Par exemple, les revenus des industriels cotonniers de Bombay, pour l'exercice 1920-21, se sont chiffrés par 16 millions de livres sterling, selon des déclarations compétentes du président de leur association. La moyenne du dividende de 35 importantes maisons de Bombay était égale à 59 % (1).

Nous voyons donc quelle énorme accumulation de capitaux s'est faite au cours de la dernière décade, rien que dans l'industrie textile.

Toutefois, l'industrie fondamentale qui a reçu de la guerre son impulsion est la grosse métallurgie qui représente le meilleur indice du développement industriel. L'accroissement précipité de l'extraction du minerai de fer, la production de la fonte et de l'acier se traduit par les chiffres suivants :

(EN MILLIERS DE TONNES)

| | 1913 | 1923 | 1924 | 1925 (2) |
|---|---|---|---|---|
| Minerai de fer... | 376 | 861 | 1 445 | 1.549 |
| | 1913 | 1919 | 1924-25 | 1925-26 | 1926-27 (3) |
| Fonte et acier. | 267 | 451 | 1.502 | 1.666 | 1.861 |

Ces chiffres montrent que l'extraction du minerai de fer a presque quintuplé au cours des années 1913-1926 et que la production de la fonte et de l'acier a augmenté 7 fois.

A ce propos, il est intéressant de noter le développement excessivement rapide d'une industrie nouvelle pour l'Inde : celle du fer blanc. En 1923, la production du fer blanc s'exprimait par 9.000 tonnes; en 1926, elle avait passé à 36.800 tonnes (consommation de l'Inde : 60.000 tonnes).

Le fait de l'industrialisation avancée de l'Inde est indéniable (4).

*
* *

Etant donné cette industrialisation progressive, comment s'est modifié le rapport entre le capital anglais et le capital indigène ?

Malheureusement, la statistique officielle anglo-indienne ne donne pas une réponse précise à cette question. On est obligé de se livrer à des appréciations et conclusions indirectes et approximatives.

(1) V.-H. Rotherford. *Modern India*, p. 97.

(2) *a) Statistical Abstract for British India from* 1915-16 *to* 1924-1925; *b) Indian Year Book*, 1927.

*a) Review of the trade of India*, 1926-27, p. 30, 95; *b) Das Produktion in India*; c) *Indian Economics Problems* (part. 1). Brij. Narain.

(3) *Narodnoé Khoziasvo*, '928 livre 1, p. 89.

(4) L'expression extérieure de ce fait, c'est que le B. I. T. de la S. D. N. a classé l'Inde parmi les huit pays industriels les plus importants.

Avant comme aujourd'hui, les « points stratégiques » — chemins de fer, navigation océanique, banques, commerce extérieur — sont aux mains du capital anglais. Son rôle est considérable dans les plantations (thé, café) et il demeure encore important dans l'industrie du jute, dans l'industrie minière; bien plus, le capital anglais a profité de la dépression qui a commencé dans l'industrie cotonnière de l'Inde, en 1924 et 1925, pour pénétrer même dans cette branche qui, jusque-là, avait été purement « nationale ». Ces temps derniers, il s'est introduit dans la plus importante entreprise métallurgique indienne, la Compagnie Tata, qui fournit presque les trois quarts de toute la production métallurgique de l'Inde. Et cependant, la tendance générale suit la ligne de l'accroissement relatif du capital indien. Cela est attesté par le caractère de la dette publique de l'Inde, accusé par le tableau ci-après :

| ANNÉES | DETTE PUBLIQUE (1) *(en millions de livres sterling)* Dans l'Inde | Hors de l'Inde |
|---|---|---|
| 1900-1901.... | 77 | 133 |
| 1910-1911.... | 92 | 178 |
| 1913-1914.... | 98 | 177 |
| 1922-1923.... | 280 | 242 |

Nous voyons qu'au cours de la décade 1913-1923 la dette publique a augmenté de 36 % à l'extérieur, et de 187 % à l'intérieur. Cela prouve que la bourgeoisie indienne détient de forts capitaux qu'elle cherche à placer dans l'industrie, comme on le voit ci-après :

| Années | Titres produisant des intérêts fixes | Titres industriels (1) | Années | Titres produisant des intérêts fixes | Titres industriels (2) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1914 | 100 | 100 | 1920 | 65 | 313 |
| 1915 | 96 | 101 | 1921 | 65 | 311 |
| 1916 | 87 | 130 | 1922 | 63 | 267 |
| 1917 | 73 | 158 | 1923 | 72 | 176 |
| 1918 | 74 | 194 | 1924 | 71 | 151 |
| 1919 | 77 | 216 | | | |

Nous voyons la chute des titres d'Etat et la montée rapide (surtout dans les années de « haute conjoncture » (1919-1920) des titres industriels.

Williame Kern, président de la Chambre du Commerce de Bengale, constatant l'accroissement du capital hindou comparativement au capital anglais dans la période d'après-guerre, croit que la relation est exprimée par les chiffres 6,4. Par conséquent, selon lui, le capital hindou l'emporte de beaucoup, dès maintenant, sur le capital anglais (1).

(1) *Bulletin de la Direction Statistique de l'U. R. S. S.*, 1926, Ve volume, p. 169.

(2) *Bulletin de la Direction Statistique de l'U. R. S. S.*, 1926, pp. 5 et 67.



On peut mettre en doute la précision de ces chiffres, mais la tendance a été saisie avec justesse (2).

Ce renforcement du capital industriel a trouvé une réplique en Angleterre — qui, comme nous le verrons plus bas, était en train de perdre, dans l'Inde également, ses positions de commerce extérieur — sous la forme d'une exportation renforcée de capitaux dans l'Inde. Mais cette tentative fut de courte durée. La désorganisation générale de l'économie nationale, le déficit énorme de la balance du commerce extérieur, la nécessité de défendre ses positions contre les Etats-Unis, en Europe, dans les dominions et en Amérique Latine, et enfin, la mise en valeur des colonies africaines, tout cela exigeait de forts investissements. Dès 1924, l'exportation du capital anglais à destination de l'Inde diminue brusquement, comme le montre le tableau ci-après :

| Années | Exportation de capitaux dans l'Inde et Ceylan *(en milliers de livres sterling)* |
|---|---|
| 1913..... | 3.752 (3) |
| 1920..... | 3.514 (4) |
| 1921..... | 29.563 (5) |
| 1922..... | 36.001 |
| 1923..... | 24.780 |
| 1924..... | 5.375 |
| 1925..... | 3.257 |
| 1926..... | 1.597 |
| 1927..... | 876 |

On voit que les nouveaux investissements annuels de capitaux anglais dans l'Inde sont très modestes (abstraction faite de la période 1921-1923), ils n'ont plus contrebalancé l'accumulation des capitaux de la bourgeoisie indigène, ni la chute des importations anglaises, chute qui prenait une tournure fort dangereuse pour la métropole. D'autant plus dangereuse que les concurrents heureux sont les deux Etats avec lesquels les intérêts de l'impérialisme britannique se heurtent le plus violemment et le plus souvent dans toutes les parties du monde : le Japon et les Etats-Unis.

(1) Je cite d'après l'article du camarade Lugani dans *L'Etoile du Pacifique* du 26 décembre 1927.

(2) Tout autre est l'avis de Palm Dutt dans l'ouvrage déjà cité. Il estime que 85 % du capital-actions qui opère dans l'Inde appartient à l'Angleterre, et qu'on observe, ces temps derniers, un accroissement du capital britannique comparativement au capital hindou; la part de celui-là augmenterait constamment. Mais les considérations qu'il énonce à l'appui de son assertion nous paraissent peu fondées. D'ailleurs, il ne disposait pas de données relatives aux deux ou trois dernières années.

(3) *Statist.*, january 1928.

(4) Les chiffres pour 1920 et 1921 sont tirés du *Midland Bank Limited Monthly Review*, december 1927, january 1928.

(5) Les chiffres pour 1922-1927 sont empruntés à *L'Economist* du 25 février 1928.

Le tableau suivant montre clairement que, dans l'Inde également, qui occupe la seconde place dans les exportations anglaises (après les Etats-Unis) le rôle de l'Angleterre décline d'une façon continue, pendant que le Japon et l'Amérique prennent sa place.

*Participation de ces trois pays dans les importations de l'Inde :*

(EN POURCENTAGE)

| Années | Grande-Bretagne | Japon | Etats-Unis |
|---|---|---|---|
| 1913-14.... | 64 | 3 | 3 |
| 1918-19.... | 45 | 19 | 10 |
| 1919-20.... | 51 | 9 | 12 |
| 1920-21.... | 61 | 8 | 11 |
| 1921-22.... | 57 | 5 | 8 |
| 1922-23.... | 60 | 6 | 6 |
| 1923-24.... | 58 | 6 | 6 |
| 1924-25.... | 54 | 7 | 6 |
| 1925-26.... | 51 | 8 | 7 |
| 1926-27.... | 48 | 7 | 8 |

Mais en ce qui concerne une industrie aussi importante que le textile, les pertes de l'Angleterre sont encore plus lourdes que cela n'est montré par les chiffres concernant l'ensemble du commerce extérieur. C'est ainsi qu'en 1913-1914 la part de l'Angleterre dans les importations indiennes s'exprimait par 86 %, et celle du Japon par 2 %; mais, dans le dernier exercice 1926-27, la part de l'Angleterre n'était plus que de 41 % tandis que celle du Japon était montée à 54 %. En ce qui concerne l'importation des tissus de coton, la part de l'Angleterre était de 97 % en 1913-1914, celle du Japon de 0,2 % seulement ; en 1926-27, la part de l'Angleterre est tombée à 85 %, celle du Japon est montée à 13,6 %.

Par conséquent, dans l'Inde, la position de l'Angleterre est attaquée de deux côtés : dans le domaine du commerce extérieur, elle est concurrencée efficacement par le Japon et l'Amérique (importation d'articles métalliques, de machines, d'appareils électriques), par l'Allemagne, la Belgique et, d'autre part, une place de plus en plus grande est prise dans l'industrie de l'Inde par le capital indigène.

L'impérialisme britannique tient compte de la situation nouvelle qui s'est créée dans

l'Inde, après la guerre, et il rectifie en conséquence sa politique.

*
**

La nouvelle politique de l'impérialisme anglais consiste à diriger le processus de l'industrialisation dans lequel le rôle principal commence à être joué par le capital indigène et le rôle auxiliaire par le capital anglais. Bien entendu, cela doit être fait dans des formes propres à donner au capital anglais un maximum d'avantages économiques et politiques.

L'impérialisme britannique a commencé par faire une concession politique, la fameuse réforme Montagu-Charmsford, en 1919. Cette réforme, qui a accordé un droit de vote restreint à la partie la plus privilégiée de la bourgeoisie hindoue et aux grands propriétaires fonciers, n'a rien changé aux relations effectives entre l'Angleterre et l'Inde. Après cette réforme, la plénitude du pouvoir est restée, comme devant, aux mains de la métropole. Bien entendu, la bourgeoisie moyenne était peu satisfaite, et ce sont précisément les années 1919-1921, c'est-à-dire celles qui ont suivi cette réforme, qui furent marquées par un essor extraordinaire du mouvement national. En réalité, ce qui donnait de la force et de l'ampleur à ce mouvement, ce n'était pas la fronde de la bourgeoisie, mais un mouvement paysan et un mouvement gréviste spontané qui s'étendaient largement. Toutefois, ces mouvements étaient encore entièrement subordonnés à la direction des éléments nationalistes bourgeois qui les utilisaient pour leurs propres buts sans tenir compte des revendications de la paysannerie et du prolétariat, cruellement exploités. C'est ce qui explique, au premier chef, l'abandon du mouvement gandhiste et, plus tard, du parti Svaradj (partisans de l'indépendance) par les masses paysannes et ouvrières.

Puis il se produisit une accalmie temporaire dans le mouvement révolutionnaire de l'Inde. La bourgeoisie utilisa ces années pour entamer un marchandage politique avec le gouvernement anglais afin d'obtenir de nouvelles concessions politiques et, surtout, économiques. Le gouvernement anglais alla au-devant des exigences de la bourgeoisie hindoue dont les forces augmentaient. C'est précisément à partir de 1923, quand la crise de l'industrie anglaise s'accentua clairement, quand la concurrence de l'Amérique et du Japon se fit de plus en plus menaçante, quand la puissance du capital anglais devint manifestement insuffisante pour alimenter le capitalisme hindou croissant, que le pouvoir britannique se décida à faire des concessions économiques assez osées. On prit plusieurs mesures protectionnistes pour soutenir l'industrie textile et la métallurgie qui s'accroissaient rapidement. C'est de cet ordre de mesures que relève la décision prise par le gouvernement de racheter les chemins de fer privés appartenant aux compagnies britanniques, au capital de 427 millions de livres sterling (début de 1923). C'est aussi à ce but que tendaient les mesures prises pour assurer à l'industrie hindoue des commandes de l'Etat, de préférence aux usines anglaises, et enfin le transfert des emprunts anglais du marché londonien dans l'Inde.

Ces mesures ont apporté un certain apaisement dans les rangs de la bourgeoisie, ce qui a trouvé son expression dans un glissement à droite de tous les partis bourgeois et notamment du plus influent d'entre eux, le parti svaradjiste ou « parti du Congrès » comme on l'appelle actuellement. Après avoir posé des revendications révolutionnaires telles que la séparation complète de l'Inde et de l'Empire britannique, après avoir déclaré qu'on n'entrerait dans les institutions législatives que pour les détruire intérieurement et que le home-rule devait être conquis, non seulement pour 2 % de la population formant le sommet privilégié, mais aussi pour les autres 98 % (cette phrase se trouve dans un des discours d'un leader svaradjiste aujourd'hui défunt, *Das*), le parti svaradjiste a, en réalité, montré des tendances franchement collaborationnistes en renonçant à toute lutte réelle pour l'émancipation de l'Inde. Ce parti s'est mis à collaborer avec l'impérialisme britannique, car tous deux étaient hantés par la crainte du mouvement révolutionnaire des masses laborieuses et par la communauté d'intérêts dans l'exploitation des ouvriers et paysans.

L'impérialisme britannique, qui a apprécié à sa juste valeur la politique de la bourgeoisie hindoue, comprenait bien que cette bourgeoisie, quand elle n'est pas secondée par un vaste mouvement de travailleurs, n'offre pas un danger sérieux, et qu'on pourra toujours s'entendre avec elle, puisqu'elle craint par-dessus tout la révolution dans son pays. La tâche qui se posait devant le pouvoir anglais consistait : 1° à séparer le mouvement nationaliste bourgeois et le mouvement ouvrier et paysan; 2° à écraser, par tous les moyens et affaiblir ce



dernier mouvement; et enfin, 3° à apporter la différenciation dans les rangs de la bourgeoisie. C'est à cela qu'a tendu toute la politique du gouvernement anglais au cours de ces dernières années.

Tout en écrasant violemment le mouvement des sikhs dans le Nord de l'Inde et dans le Pendjab, le mouvement paysan au Midi, dans le Malabar, le gouvernement anglo-hindou prend certaines mesures pour limiter les abus des usuriers ruraux, cette plaie des campagnes de l'Inde. Il organise un réseau de coopératives placées entièrement sous le contrôle du gouvernement, destiné à desservir la couche aisée de la paysannerie. Ces mesures, ainsi qu'une série d'autres actes analogues et plusieurs années de bonnes récoltes, affaiblirent le mouvement paysan.

C'est cette même méthode que le gouvernement anglais a appliquée dans sa lutte contre le mouvement ouvrier. Tout en dirigeant des représailles contre les actes révolutionnaires des ouvriers, les autorités anglo-hindoues font adopter, depuis quelques années, des lois et réalisent des mesures telles que la réduction de la journée de travail, la légalisation des syndicats, l'assurance contre les accidents, un certain renforcement de l'inspection des usines, mesures qui, dans leur ensemble, tendent à protéger, à certains égards, les intérêts du travail. Le gouvernement anglais a cherché à inspirer ainsi aux masses ouvrières et paysannes l'idée que, mieux que la bourgeoisie hindoue, il défend leurs intérêts, de façon à séparer complètement le mouvement ouvrier et paysan et le mouvement nationaliste bourgeois.

La politique impérialiste du pouvoir anglais a trouvé un puissant soutien dans les rangs du Labour Party et du Conseil Général des trade-unions d'Angleterre. Des délégués de ces deux organisations ont fait de fréquentes tournées à travers l'Inde; elles ont envoyé des délégations aux congrès et conférences des syndicats hindous et, par l'intermédiaire de leurs agents (Graham Paul, Tom Shaw, etc.), ont cherché à réconcilier les organisations ouvrières de l'Inde avec la politique de l'Angleterre, à montrer la communauté d'intérêts des ouvriers hindous et du Labour Party anglais, et enfin, elles ont insisté sur l'affiliation des syndicats à Amsterdam.

Dans les années de déclin du mouvement ouvrier et paysan, cette propagande, grâce à la politique cynique des svaradjistes vis-à-vis des masses ouvrières, grâce aux mesures précitées prises par le gouvernement anglo-hindou dans le domaine de la législation ouvrière et paysanne, eut un certain succès. On sait que certains syndicats des gens de mer et la Fédération des cheminots adhérèrent, en 1925, aux Internationales réformistes correspondantes et entrèrent ainsi, indirectement, dans l'Internationale d'Amsterdam.

Le temps d'arrêt traversé par le mouvement ouvrier et paysan au cours des années 1923-1925 a permis au capital anglais de manœuvrer dans des conditions avantageuses vis-à-vis de la bourgeoisie hindoue, au sein de laquelle se poursuit, d'une façon continue, un processus de différenciation. A côté des anciens partis — libéraux, modérés — se sont formés, en résultat de la différenciation du parti fondamental des svaradjistes, de nouveaux partis : les responsivistes (aile droite) et républicains (aile gauche). Cette abondance de partis bourgeois privés du soutien des masses a facilité la besogne de l'impérialisme britannique. Mais, bien entendu, cela ne tranchait pas le problème essentiel — celui de l'accroissement de la puissance capitaliste de la bourgeoisie indigène et du changement défavorable à l'Angleterre du rapport entre le capital britannique et le capital indigène dans l'Inde. L'impérialisme britannique tâche de compenser cet affaiblissement numérique : 1° en renforçant le contrôle centralisé; 2° en s'introduisant, ne serait-ce que par faibles quantités, dans les branches fondamentales et dans les plus grosses entreprises qui se trouvent aux mains de la bourgeoisie indigène.

Sous le deuxième rapport, l'Angleterre a obtenu un certain succès. Nous avons déjà dit plus haut que le capital anglais a réussi, au cours de ces dernières années, à s'insinuer dans l'industrie cotonnière qui avait été jusque-là une industrie purement « nationale », et dans le plus important trust métallurgique de l'Inde, représenté par les établissements Tata. Une série de firmes anglaises qui fonctionnent dans le pays « s'indianisent » en fusionnant avec les entreprises hindoues et en prenant, fort souvent, le label hindou. Ce sont précisément ces groupes de capitalistes anglais solidement installés dans l'Inde qui ont aidé le plus énergiquement la bourgeoisie indigène à obtenir les concessions économiques des dernières années.

*
**

La politique de l'impérialisme britannique fut efficace, et après les premières an-

nées mouvementées (1919-1921) d'après-guerre vint une période d'apaisement (1922-1925). Deux circonstances avaient contribué à ce résultat. La première fut l'aide donnée à la politique du gouvernement anglais dans l'Inde par le Labour Party et les trade-unions représentées par le Conseil Général; l'autre circonstance est encore plus importante : c'est que, jusqu'à tout récemment, le mouvement ouvrier de l'Inde manquait de direction politique indépendante. Nous avons déjà dit que le mouvement syndical lui-même se trouvait placé sous une direction nationaliste libérale. Le prolétariat hindou n'avait pas de parti politique indépendant. Le parti communiste ne se forme et ne fait timidement ses premiers pas que vers la fin de 1925. Un peu plus tard, des organisations ouvrières et paysannes commencent à se constituer dans le Bengale, dans la province de Bombay, dans le Pendjab et en Radjpoutana, organisations parmi lesquelles celle de Bombay se montre la plus active. Un nouveau noyau de militants syndicalistes ouvriers commence à se former. Tout cela, face à l'offensive capitaliste et à l'aggravation continue de la situation économique des masses, a provoqué un revirement.

Dès 1925, on peut observer un développement du mouvement gréviste et des adhésions de plus en plus nombreuses aux syndicats ouvriers. La province de Bombay est particulièrement caractéristique, à cet égard, son prolétariat assumant toujours plus le rôle d'avant-garde dans le mouvement ouvrier.

Les chiffres ci-après permettent de suivre le mouvement des effectifs des syndicats de Bombay pour les cinq dernières années :

| | Nombre de syndicats | Nombre d'adhérents |
|---|---|---|
| | — | — |
| Juin 1922.... | 22 | 58.000 |
| Septemb. 1923 | 19 | 41.000 |
| Septemb. 1924 | 21 | 47.000 |
| Décemb. 1925. | 38 | 49.000 |
| Septemb. 1926 | 56 | 72.000 |
| Septemb. 1927 | 68 | 81.000 |

Nous voyons qu'en 1923 le nombre des syndiqués diminue brusquement ; les deux années suivantes ne réparent que partiellement cette perte. La situation change d'une façon soudaine dans le courant de 1926 : le nombre des syndiqués augmente presque de 50 % en laissant loin en arrière le chiffre de 1922. Cet accroissement continue aussi en 1927.

Le revirement est encore plus nettement marqué dans le mouvement gréviste. Non seulement le nombre de grèves augmente, mais elles deviennent plus opiniâtres, plus tenaces. C'est dans les grèves que se manifeste le plus rapidement et clairement l'influence du parti commmuniste et des organisations ouvrières et paysannes de l'aile gauche du mouvement ouvrier. Il suffira de signaler les grèves des métallurgistes, des typos et des travailleurs du pétrole à Madras, en été 1927 ; la grève des tisserands et cheminots de Khoragpour, à l'automne 1927. Dans tous ces syndicats, la direction appartient aux droites, mais l'influence de l'aile gauche se manifeste clairement dans la marche des grèves. Cela concerne, notamment, la grève-lock-out des cheminots. Contre le gré des leaders de droite (parmi lesquels un militant très influent, Ghiri) la conférence extraordinaire des cheminots de l'Inde, convoquée à propos de la grève de Khoragpour, a voté la motion présentée par les gauches (Thengdi, Danghe, et d'autres militants du parti communiste et de l'organisation ouvrière et paysanne de Bombay) sur le déclenchement — dans des conditions déterminées — d'une grève générale du chemin de fer Bengale-Nagpour (Khoragpour se trouve sur cette ligne) et même d'une grève générale des chemins de fer de l'Inde. Tous les efforts de l'administration des chemins de fer qui agissait tout à la fois par intimidation et par corruption, et la campagne furieuse de la presse anglaise et nationaliste, cherchant à provoquer des discordes de religion et de race entre les cheminots musulmans et hindous, se brisèrent devant la fermeté et la solidarité des grévistes parmi lesquels les gauches firent une vaste campagne explicative.

Le dernier (VIII[e]) Congrès des syndicats de l'Inde, tenu à la fin de novembre 1927, a également reflété linfluence de l'aile gauche. L'arrivée prochaine de la Commission Simon, le défi lancé par la nomination de cette Commission à tout le mouvement émancipateur de l'Inde, et notamment la participation à cette Commission de deux membres du Labour Party, impérialistes fieffés, Walsh et Atley( le ministre de la guerre et son suppléant, dans le gouvernement Mac Donald) ont puissamment contribué à démasquer les labouristes anglais, Purcell Halseworth et Mardy Jones, présents au Congrès, dans le nombre. Le Congrès lui-même a aidé ainsi à la cristallisation de l'aile gauche dont l'influence s'est manifestée dans les travaux de tout le Congrès



et dans de nombreuses résolutions votées par lui. Le rôle croissant de l'aile gauche a aussi trouvé son expression dans le choix des dirigeants du Congrès pour l'exercice courant. Le président du parti ouvrier et paysan de Bombay, Thengdi, un des militants de gauche les plus actifs, a été élu vice-président du Congrès ; le communiste Danghe, condamné en 1924 dans le procès de Cawnpore et récemment mis en liberté, a été nommé secrétaire adjoint.

L'aile gauche s'est montrée très active pendant la dernière (42) session du Congrès national, tenue à la fin de décembre 1927, à Madras. C'est encore la Commission Simon qui s'est trouvée au centre de l'attention de ce Congrès, et, en rapport avec elle, la question du futur régime politique de l'Inde. Le parti ouvrier et paysan de Bengale a adressé au Congrès National un manifeste contenant une critique calme, quant à la forme, mais écrasante, quant à son fond, des méthodes de lutte de la bourgeoisie hindoue contre l'impérialisme britannique. Le manifeste repousse comme incompatible avec la liberté de l'Inde la conservation d'une liaison quelconque avec l'Empire britannique et exige l'entière indépendance de l'Inde. Assemblée constituante, suffrage universel, république démocratique, tels sont les mots d'ordre politiques du manifeste. La terre aux paysans, la journée de 8 heures, le minimum vital, telles sont ses grandes revendications sociales. C'est dans l'action des masses, et non dans la lutte parlementaire de la lâche bourgeoisie, que le manifeste voit le seul chemin qui conduit à la libération de l'Inde.

C'est en s'inspirant de ce manifeste que les délégués du parti ouvrier et paysan de Bombay ont pris la parole au Congrès et déposé leurs motions et leurs amendements aux résolutions de la majorité. Presque toutes ces motions furent repoussées ou adoptées avec des modifications substantielles.

L'aile gauche a accompli une œuvre importante au Congrès, et en dehors de lui, pour mettre en relief le rôle du gouvernement anglais en tant que facteur de guerre. Tous les orateurs de gauche ont signalé à l'attention publique les énergiques préparatifs de guerre poursuivis par les Anglais sur le territoire de l'Inde, sur ses frontières du Nord-Ouest et du Nord-Est. « Les desseins de l'Angleterre, ont dit les orateurs de gauche, sont dirigés contre l'U. R. S. S., la Chine et l'Afghanistan. Tous ces pays sont les amis de l'Inde. L'Inde ne saurait prendre part à une guerre contre ses amis, aux côtés de l'Angleterre impérialiste. »

Le Congrès National et le Congrès Syndical ont contribué à la consolidation de l'aile gauche, à l'accroissement de son influence sur les masses ouvrières et les éléments ouvriers nécessiteux des villes. Cela s'est manifesté après le Congrès, au moment de l'arrivée de la Commission Simon.

Pendant que les cercles influents de la bourgeoisie, malgré leurs phrases solennelles et résolutions de boycottage, se mettent à la recherche d'une formule d'entente avec l'Angleterre, les masses ouvrières de Calcutta, Bombay, Madras — c'est-à-dire des villes où l'influence de l'aile gauche est la plus forte — organisent des démonstrations de masses, font des grèves de 24 heures, exercent une puissante pression sur toute l'opinion publique et isolent complètement la fameuse Commission Simon.

De nouveau, de même que dans les années mouvementées 1919-1921, le mouvement ouvrier est l'axe du mouvement national auquel il donne sa force et son ampleur. Mais il y a une différence très importante, par rapport au passé : c'est que les masses prolétariennes, du moins en ce qui concerne les centres à portée décisive, ne se traînent plus à la queue de la bourgeoisie ; elles possèdent leur direction de classe, leur organisation politique.

***

Les objectifs nationaux-révolutionnaires et politico-sociaux qui se posent devant l'aile gauche du mouvement ouvrier sont réellement gigantesques. Même l'objectif le plus actuel, la conquête du mouvement syndical, offre des difficultés qui ne sont pas négligeables.

En dépit de l'accroissement considérable du mouvement syndical au cours des deux dernières années, le nombre des syndiqués est encore faible : environ 10 % de l'effectif des ouvriers industriels. Les travailleurs des branches les plus importantes telles que l'industrie minière et la métallurgie, ne comptent qu'un faible pourcentage de syndiqués. Ce sont surtout les couches du sommet, les ouvriers les plus qualifiés et les employés de diverses catégories, qui sont représentés dans les syndicats. C'est ce qui explique pourquoi l'influence bourgeoise, si funeste pour le mouvement ouvrier de l'Inde, a pu s'infiltrer assez facilement dans les organisations syndicales. Cette influence décroît, mais elle constitue encore une force sérieuse. Le prestige des chefs réformistes tels que Joshi,

Ghiri, Daud et autres n'est pas encore suffisamment ébranlé. Une collaboration assez active s'est établie entre ces leaders, le réformisme anglais, Amsterdam, le B. I. T. de la S. D. N. et certains chefs radicaux du mouvement nationaliste. La lutte sera longue et opiniâtre contre ces leaders. Le meilleur moyen d'écraser l'influence réformiste et nationaliste consiste à faire adhérer les cadres essentiels de la classe ouvrière au mouvement syndical. C'est alors seulement que pourra être brisée définitivement l'influence des éléments étrangers et hostiles au mouvement ouvrier. Cela demandera du temps.

Mais, dès maintenant, l'aile gauche a réussi à renforcer sa position dans divers domaines (par exemple dans l'industrie textile où le nombre de syndiqués est relativement important) et dans les centres tels que Bombay et Madras. Dès à présent, l'influence de l'aile gauche constitue un facteur important de la vie politique de l'Inde, et sa signification est d'autant plus considérable que c'est aujourd'hui, après plusieurs années de calme, que l'Inde entre de nouveau dans une période mouvementée de son histoire.

Cela est attesté par la situation intérieure et extérieure.

Nous avons cité plus haut des données qui montrent, d'une part, la chute des importations anglaises destinées à l'Inde, l'Angleterre étant refoulée par la concurrence américaine et japonaise ; et, d'autre part, l'accroissement de la bourgeoisie indigène qui demande une partie de plus en plus grande de l'exploitation capitaliste du pays. Une seule solution s'offre à l'Angleterre — elle ne contredit pas d'ailleurs aux intérêts de ses rivaux, — l'extension du marché intérieur de l'Inde. C'est à ce but que tend la réforme agraire projetée, réforme que le vice-roi actuel, lord Erving, spécialisé dans la question agraire, est appelé à réaliser. La réforme a pour but de créer une forte paysannerie rendant possible un vaste écoulement de marchandises importées ou fabriquées dans l'Inde même (1). Aux dépens de qui va être créée cette forte paysannerie, nouveau rempart du pouvoir anglais dans le village hindou ? Ce n'est pas aux dépens des grands propriétaires fonciers, amis de toujours du gouvernement britannique, mais aux frais des petits paysans. C'est ce qui ressort du projet de loi agraire que le gouvernement prépare pour la province de Bombay (1).

Selon ce projet seront aliénés les lots de terrain au-dessous de la norme (trois acres) assurant la possibilité d'organiser l'économie d'une façon rationnelle. Les économistes hindous ont calculé que cette loi entraînerait l'éviction de 30 % de la population paysanne la moins fortunée de la province de Bombay. On devine quelle lutte des classes acharnée éclatera dans les campagnes à propos de cette question agraire.

Dans les villes également, la lutte des classes devient plus active. Malgré le tarif protecteur, les subventions et les primes, l'industrie cotonnière, lainière, houillère de l'Inde, après plusieurs années « grasses », éprouve des difficultés en face de la concurrence japonaise et américaine. La bourgeoisie indigène, de même que la bourgeoisie européenne, croit trouver une solution en réduisant les salaires des ouvriers (2). L'offensive capitaliste antiouvrière se poursuit sur toute la ligne, dans l'Inde également. C'est cette offensive qui a provoqué la série de grèves défensives que nous observons à partir de 1925. L'éviction des paysans, l'afflux de nouveaux chômeurs provoqueront une nouvelle aggravation de la lutte en ville.

Si la situation intérieure de l'Inde aboutit inévitablement à aggraver et à élargir la lutte de classes, la situation internationale de l'Inde va contribuer inévitablement à déployer la lutte anti-impérialiste. A cet égard, les récentes mesures prises par l'Angleterre pour transformer l'Inde en sa principale base militaire dans l'Orient, contribueront à stimuler cette tendance.

Aucun doute n'est possible. Les garnisons sont renforcées sur la frontière du Nord-Ouest, on y place de l'artillerie lourde, des tanks, des escadres d'avions. Pour la première fois, on crée une zone militaire sur la frontière du Nord-Est (dans l'Assan et le Birma), on construit de nouvelles routes stratégiques vers la frontière chinoise. Le ministre de la guerre anglais, Evans, a récemment entrepris un voyage le long des

(1) Il est intéressant de noter qu'en 1926-27 la consommation des cotonnades fut inférieure au chiffre de 1913-14 (4.046 millions de yards, contre 4.361). C'est un fait qui témoigne de l'appauvrissement progressif de la population, et notamment des masses paysannes. Revue *Narodnoé Khozaistvo*, 1928, 1, p. 76.

(1) La Commission Royale Agricole, qui a déjà publié dix volumes de ses travaux, n'a pas encore terminé son enquête sur les conditions agraires dans toute l'Inde. Dans la province de Bombay, la réforme agraire va être effectuée à titre d'essai en vue de la prochaine réforme agraire pan-hindoue.

(2) C'est un fait universellement connu : à côté des Chinois, les ouvriers hindous sont les plus mal rétribués. Selon les sources officielles, les travailleurs du textile de Bombay se nourrissent plus mal que les détenus des prisons de cette ville. *Workers Life*, 1928, 20 janvier.



frontières de l'Inde ; une Commission de contrôle spéciale est en train d'inspecter la route automobile conduisant de l'Inde en Perse. On élabore des itinéraires aériens pour l'Inde. Un contrat a été conclu avec les usines Tata qui se sont engagées à produire un nombre suffisant d'engins pour qu'on ne soit pas obligé de les apporter de loin, comme ce fut le cas pendant la dernière guerre impérialiste. C'est dans l'Inde même que seront fabriquées les munitions, et, selon toutes les apparences, un corps expéditionnaire anglais y sera envoyé. On pourrait citer encore toute une série de données — jusqu'à la mobilisation des loges maçonniques, qui comprennent un grand nombre d'officiers de l'Inde, inclusivement — qui montrent d'une façon non douteuse qu'une forte base militaire se constitue dans l'Inde, et que des préparatifs de guerre sont présentement faits sur les frontières de ce pays. La bourgeoisie hindoue a beau avoir un état d'esprit collaborationniste : tous ces préparatifs bellicistes, qui pourront tout aussi bien être tournés contre l'Inde elle-même, ne manquent pas d'intensifier les sentiments antibritanniques.

Ce n'est que sur le fond de la lutte de classes qui s'exaspère dans les villes et à la campagne, et à la lumière de ces préparatifs guerriers, qu'on comprend l'explosion d'indignation provoquée dans l'Inde par la nomination et l'arrivée de la Commission Simon ; c'est en tenant compte de ce fait qu'on saisit les causes de l'essor du mouvement national et révolutionnaire pour lequel la Commission Simon fut l'étincelle qui met le feu aux poudres. Il s'est accumulé une grande quantité de matières explosives dans l'Inde, en résultat de son développement intérieur et de la situation internationale.

Dans ces conditions, l'existence d'un parti communiste même peu nombreux, lié aux organisations ouvrières et paysannes des centres les plus importants, et se trouvant, avec elles, à la tête de l'aile gauche du mouvement ouvrier, acquiert une grande portée historique.

Des tâches excessivement difficiles incombent à ces jeunes organisations prolétariennes. Elles sont obligées de lutter tout à la fois contre l'impérialisme anglais et la bourgeoisie indigène, économiquement forte, politiquement influente et bien organisée. Elles sont obligées de combattre les leaders de droite qui se sont embusqués dans la plupart des syndicats et qui régissent sans contrôle tout le mécanisme syndical, en s'appuyant, d'ailleurs, sur l'aide active du sommet des trade-unions et du Labour Party d'Angleterre. Et enfin, elles sont forcées de lutter contre les traditions du réformisme et de l'économisme que les leaders ont inculquées, dans une certaine mesure, à tout le mouvement ouvrier de l'Inde.

Pour mener cette lutte, il faut, avan tout que, dans les rangs de ces organisations, il y ait une complète netteté idéologique. Mais ce résultat n'a pas encore été obtenu. Cela est attesté par les déclarations-programmes de l'aile gauche, les interventions de ses orateurs au VIII[e] Congrès Syndical et à la dernière session du Congrès National et, enfin, par le manifeste adressé au Congrès, qui représente le document politique le plus heureusement formulé de l'aile gauche.

L'essor qui a commencé dans la vie politique de l'Inde et l'exaspération inévitable de la lutte de classes engendrent une situation fort favorable à la maturité rapide des organisations prolétariennes, à l'accroissement de leur conscience de classe, à la formation d'un cadre de militants au sein même du prolétariat.

Ce n'est qu'à présent que commencera sérieusement une vaste action de classe (politique et syndicale) dans les rangs du prolétariat hindou. Cela aura une très grande importance non seulement au point de vue de sa lutte de classes proprement dite, mais aussi pour tout le mouvement d'émancipation nationale de ce pays. La classe ouvrière, unie par l'entremise des partis ouvriers et paysans à l'avant-garde de la paysannerie, pourra accomplir une besogne importante pour l'animation et la cristallisation du mouvement paysan qui eut un caractère spontané, même dans les périodes les plus mouvementées.

De ce fait, toute la vie politique de l'Inde se trouve portée à un échelon plus élevé.

L. HELLER.

*RACAMOND*

# La lutte pour l'unité syndicale en France

• • •

Les conditions de la lutte pour l'Unité syndicale en France se sont considérablement modifiées au cours de ces derniers mois. Il ne s'agit plus de la fusion de deux organisations ouvrières en présence, de tendances différentes, mais orientées vers la défense exclusive des intérêts prolétariens. L'une d'elles, la C. G. T., n'est plus autonome dans son action. Elle est virtuellement intégrée dans la structure du capitalisme par sa participation au Conseil Economique National de Poincaré, au Bureau International du Travail, à la Société des Nations.

Ses chefs entendent d'ailleurs accentuer encore cette interpénétration. Dans un manifeste électoral destiné à servir de plateforme à l'Union Nationale, ils réclament la juridiction obligatoire des conflits du travail et le « contrôle ouvrier » considéré par eux comme la surveillance de la discipline des travailleurs dans la production. Le tout est présenté sous le couvert de la formule démagogique « *rationalisation industrielle pour le maximum de rendement avec le minimum de temps et le maximum de salaires* ». Pilule bien amère pour les ouvriers frappés par la réduction des salaires et soumis au surmenage intensif par l'application des méthodes nouvelles.

Ainsi le syndicalisme est introduit comme un rouage de premier plan dans le mécanisme de la rationalisation industrielle, et lorsque Jouhaux et ses amis combattent l'Unité, ils défendent le secteur du front capitaliste dont ils ont la garde. Là n'est pas la question. Il faut au capitalisme une organisation capable de neutraliser une partie des forces ouvrières, pour faciliter son plan général d'hégémonie politique et économique. La C. G. T. remplira ce rôle, jucqu'ici dévolu aux syndicats jaunes de la Confédération Nationale de Poublanc et Raynier.

Dans de telles conditions, les perspectives d'unité totale se trouvent indéfiniment reculées. Les débats du Congrès de la C. G. T. démontrent amplement que les chefs confédérés sont contre l'unité, parce qu'elle signifierait la fin de leur politique de collaboration et l'obligation d'abandonner leurs alliés bourgeois. Entre les capitalistes et les travailleurs, ces singuliers militants ont irrévocablement choisi, ils préfèrent les premiers. « *L'Unité,* disait Jouhaux, répondant à Monatte, *c'est l'adhésion de cœur, l'adhésion de soi-même, ce n'est pas l'adhésion numérique à une organisation* ».

A Le Guen qui proposait l'adoption de la résolution Paris-Etat Rive Droite (rentrée des syndicats unitaires dans la C. G. T. avec la garantie de la démocratie syndicale), Jouhaux affirmait *qu'il repousse l'unité qui augmenterait le nombre des syndiqués, mais diminuerait par des divisions intérieures la puissance d'action du mouvement syndical.*

Ces déclarations signifient qu'il n'y a pas de place dans la C. G. T. pour ceux qui viendraient y combattre la collaboration des classes et la formule de l'intérêt général. C'est la théorie parfaite du syndicalisme de secte. Des dispositions statutaires menacent d'exclusion tous les hommes assez hardis pour s'opposer à l'Etat-Major.

Les votes du Congrès confirment l'adhésion des cadres de la C. G. T. à cette politique.

Doit-on conclure de ce qui précède qu'il faut cesser la lutte pour l'Unité syndicale? Nullement.

Les travailleurs adhérant encore à la C. G. T. sont trompés par la démagogie pseudo-démocratique des chefs, mais déjà les conséquences douloureuses de la rationalisation se font cruellement sentir. Au Congrès de Bullier, des militants résolus se sont faits les interprètes de cette volonté des masses. Ils ont réclamé l'Unité et combattu le programme de la C. G. T. en revendiquant le regroupement des forces syndicales pour l'action directe contre la rationalisation capitaliste.

Le Congrès de la C. G. T. U., en adoptant la Résolution de Paris-Etat Rive Droite, s'est placé sur le même terrain. Il confirme la ligne précédemment définie consistant à ne pas constituer des syndicats unitaires en face des syndicats de la C. G. T. *œuvrant véritablement pour les revendications ouvrières.*

Pour renforcer les moyens d'action de la classe ouvrière, le Congrès recommande la création des comités mixtes, comités d'unité prolétarienne ou comités d'usines, organismes propres à la lutte commune des travailleurs en faveur de leurs revendications immédiates. C'est par une large pratique du front unique que les ouvriers confédérés, unitaires ou inorganisés pourront opposer une résistance efficace à l'offensive capitaliste aggravée par la trahison des chefs réformistes.

Certes, au cours des événements, de nombreux travailleurs, dégoûtés de la direction réformiste, abandonneront la C. G. T. ; certains syndicats seront mis dans l'impossibilité de faire une opposition efficace, en raison des mesures coercitives de l'Etat-Major ; d'autres auront tendance à se réfugier dans une autonomie stérile. A tous ces travailleurs comme à leurs organisations, la C. G. T. U. devra ouvrir fraternellement ses portes. Mais avant cette ultime solution, les militants et les syndicats confédérés, partisans de l'Unité, sauront mener l'action pour éclairer les travailleurs et lutteront jusqu'au bout au sein de leur organisation.

Le Congrès de la C. G. T. U. s'est assigné également comme tâche principale le renforcement idéologique et numérique des syndicats unitaires. Le champ de recrutement parmi les inorganisés est vaste, mais les réformistes, aidés par les socialistes, voire même les radicaux, ont très adroitement dressé, entre la propagande unitaire et les masses nombreuses des travailleurs, un réseau de syndicats squelettiques; trois ou quatre membres du parti socialiste, souvent conseillers ou fonctionnaires municipaux, constituent une organisation fantôme qui ne s'occupe jamais des revendications ouvrières.

La C. G. T. U. ne peut continuer, sous le prétexte de respecter la structure de la C. G. T., à s'isoler des inorganisés. Elle créera des syndicats unitaires qui grouperont immédiatement une majorité de travailleurs et constitueront des syndicats de masse, face aux noyaux sans troupe de la C. G. T.

Ceci ne signifie pas que l'on doive pratiquer systématiquement *le grignotage* des effectifs confédérés. Cette tactique consiste à grapiller aux syndicats adverses, parfois assez puissants, quelques adhérents déçus par la direction réformiste et à constituer en face un syndicat squelettique. Cette méthode employée par la C. G. T. ne saurait convenir à des unitaires, toujours soucieux de garantir, jusqu'à l'extrême limite, l'unité des travailleurs à la base.

L'entrée dans la C. G. T. U. d'un syndicat confédéré ne doit être, en aucun cas, une cause de scission, face au patronat, mais, au contraire, l'affirmation du renforcement du bloc ouvrier.

Par ces diverses formes de lutte pour l'unité, les ouvriers confédérés de gauche mèneront contre leurs chefs une action destinée à provoquer la désaffection des couches encore illusionnées par la démagogie de Jouhaux. Les syndicats unitaires renforceront leur influence et leur organisation; les uns et les autres se rapprocheront de plus en plus par le travail en commun réalisé dans les organismes de front unique, de l'Unité de classe du mouvement syndical.

Si l'unité totale paraît éclipsée par la volonté des serviteurs du capitalisme installés dans la bureaucratie réformiste, la véritable unité syndicale basée sur la communauté des intérêts de classe des travailleurs est en marche ; c'est vers elle qu'il faut maintenant orienter les efforts des militants et des syndicats unitaires.

Le capitalisme doit être battu dans cette lutte engagée avec les prolétaires par le truchement des chefs réformistes de France et du monde entier. Dans la C. G. T. U. comme dans l'I. S. R., les masses profondes des exploités sauront unir leurs forces pour les combats décisifs et les Jouhaux, Million, Lenoir et consorts seront réduits au rôle qui leur convient, d'appendice minuscule de la structure capitaliste.

RACAMOND.



*A. OULANOVSKY*

# Les Conférences des armateurs et les objectifs des marins révolutionnaires

▪ ▪ ▪

La session du Conseil d'administration de la Conférence des Armateurs de l'Océan Atlantique du Nord, tenue à Paris au début de janvier de cette année, a mis un terme aux rumeurs sur la prétendue crise et la ruine de cette grande Union internationale du capital maritime. Un résultat inattendu de la concurrence entre les compagnies composant cette Conférence fut l'accroissement de 20 % en moyenne du tarif, dans toutes les classes et sur tous les navires de ces compagnies.

Mais les désaccords qui ont éclaté au sein de cette puissante organisation internationale groupant dix-neuf des plus forts consortiums d'armateurs ont trouvé un écho, non seulement dans la presse spécialement maritime et dans les journaux d'affaires; ces conversations et le conflit non liquidé sur le marché des frets sud-africain et sud-américain ont attiré l'attention des « non-initiés » sur les faits soigneusement dissimulés, ordinairement, de la concentration et de l'organisation du capital maritime.

Cédant à ce mouvement de curiosité et aux questions posées avec insistance par la masse des travailleurs de la mer, la réactionnaire et soi-disant « internationale » Union Américaine des Marins se vit obligée, dans sa dernière (30e) conférence de désigner une commission spéciale pour rassembler des renseignements sur les Conférences d'armateurs qui fonctionnent dans les ports américains. La commission a fait connaître au congrès l'appellation de huit Conférences internationales et d'une Conférence américaine dont les statuts échappent à l'action de la loi de 1916 sur les trusts. Ces Conférences, qui assurent le service du commerce extérieur des Etats-Unis, groupent 114 compagnies maritimes, dont 73 étrangères, 39 américaines et 2 mixtes. Les navires de ces compagnies naviguent partiellement sous pavillon américain et partiellement sous pavillon étranger. Le rapport de la commission fut assez superficiel et peu exact. C'est ainsi, par exemple, qu'il omet de mentionner la Conférence Nord-Atlantique précitée, qui groupe, ainsi que nous le disions plus haut, les plus importants consortiums d'armateurs.

Pour nous rendre compte des dimensions réelles de la concentration du capital maritime, nous considérerons les données suivantes, puisées dans les rapports officiels et les communications officieuses de la presse des armateurs. Les six plus importants consortiums anglais contrôlent les 43 % de toute la marine de commerce de la Grande-Bretagne : ils possèdent 8.952.176 tonnes sur les 20.811.000 qui constituent le tonnage britannique (y compris les Dominions). Sept compagnies allemandes détiennent le 75 % du tonnage allemand. Tous ces consortiums nationaux, dans leur ensemble, et chacun d'eux en particulier, sont liés au capital bancaire et industriel, à l'intérieur et à l'étranger.

L'une des formes de concentration du capital maritime est représentée par les organismes appelés « Conférences ». Cette forme compte parmi les plus répandues, et c'est elle qui a pour nous, présentement, la plus grande importance. Les Conférences groupent les compagnies et consortiums d'armateurs par lignes maritimes. Elles partagent entre elles, à l'amiable, les ports et les pays, en fixant arbitrairement le tarif du transport des marchandises et des voyageurs.

Le rapport de la commission présenté à la 30e conférence de la Fédération Américaine des marins, dont nous avons déjà parlé plus haut, montre que les conférences citées dans ce document régissent les voies commerciales les plus importantes reliant les Etats-Unis aux autres pays. C'est ainsi, par exemple, que la « Conférence Centrale » qui assure le service des ports atlantiques de l'Amérique et des Iles Britanniques groupe 21 compagnies parmi lesquelles la Compagnie Américaine dite « Occidentale Italienne », reliant les ports américains du Nord de l'Océan Atlantique au littoral Ouest de l'Italie, groupe six compagnies. La Conférence Brésilienne, qui exploite les ports des Etats-Unis, du Brésil et du fleuve La Plata

(Argentine, Uruguay) englobe 17 compagnies anglaises, américaines, espagnoles, norvégiennes, etc. La Conférence du golf du Mexique groupe 32 compagnies de toutes nationalités. La Conférence Continentale Unifiée de l'Océan Atlantique englobe 14 compagnies parmi lesquelles 7 ont des navires naviguant sous divers pavillons. La Conférence Nord-Atlantique englobe la Mer Adriatique, la Mer Noire et le Levant : 6 compagnies. La « Conférence Nord-Atlantique-Marchandises » groupe 19 compagnies et réglemente tout le trafic des marchandises entre les ports nord-américains et européens, et exerce ainsi sa domination sur la plus importante ligne commerciale. En outre, il y a deux conférences de cabotage qui desservent uniquement les ports américains et groupent 14 compagnies maritimes.

Il va de soi que les compagnies n'exercent pas leur dictature que dans les ports américains. Le *Schiffahrt Jahrbuch* pour 1926 énumère les plus importantes Conférences dont font partie les grandes compagnies allemandes de navigation. Outre les Unions précitées qui assurent le service des ports américains, le *Schiffahrt Jahrbuch* signale aussi les Conférences sud-américaines et les Conférences reliant l'Asie orientale, l'Australie, l'Inde Néerlandaise et l'Afrique, au reste du monde. C'est ainsi que les voies maritimes du monde entier sont réglementées et exploitées. Comme nous le disions plus haut, les conférences suppriment presque complètement la concurrence entre les compagnies qui en font partie ; les moyens d'action dont elles disposent sont si considérables que les lignes « sauvages », et même les gouvernements, sont impuissants, en face de leur force. Les Conférences, unies par des liens innombrables au capital bancaire et industriel du monde, constituent une forte puissance politique.

Nous laissons de côté les syndicats d'armateurs se proposant pour but immédiat l'offensive contre les salaires et la journée de travail des gens de mer. Ces organisations, qui disposent de puissants fonds antigrévistes, existent dans tous les pays maritimes. Mais même en dehors de ces organisations spéciales, le système des groupements des armateurs par ligne commerciale maritime condamne à l'insuccès toute tentative de lutte des peu nombreuses fédérations nationales de gens de mer qui voudraient tenter l'aventure. En effet, la grève qui atteindrait les navires d'une ou même de plusieurs compagnies de même nationalité ne troublera pas l'activité des conférences. Cette grève ne causera pas de pertes plus ou moins sérieuses, car les statuts de la Conférence prévoient ordinairement une compensation aux membres n'ayant pas rempli une partie de leur plan de production. Cette grève ne peut non plus troubler le trafic : à la suite de la guerre, il y a un excédent de tonnage, et la conférence n'aura pas de peine à remplacer les navires en grève par d'autres, naviguant sous pavillon d'une autre nationalité. D'ailleurs, même la comparaison la plus superficielle entre les organisations des armateurs et les syndicats des gens de mer montre avec évidence que les « bureaux des pompes funèbres » (sobriquet que les marins eux-mêmes décernent à leurs syndicats) sont incapables de lutter contre les syndicats des armateurs, parfaitement bien organisés. D'une part, la direction réformiste et souvent même fasciste, transforme les syndicats des marins des principaux pays maritimes — Amérique, Italie — en agences de briseurs de grève, en officines du capital maritime ; et d'autre part, tout le système de l'organisation de la lutte, en tous pays, retarde de 50 ou même de 100 ans. Nous laissons de côté le syndicat des marins chinois, dont la forme d'organisation est déterminée, principalement par la lutte héroïque qu'il mène, aux côtés du prolétariat chinois, lutte qui se déroule dans des conditions vraiment exceptionnelles. Nous n'envisagerons pas non plus, dans cette étude, les marins australiens et néo-zélandais, qui ont obtenu, après une lutte opiniâtre, des résultats assez importants, mais qui ne jouent pas un grand rôle dans le trafic mondial. Dans tous les autres pays capitalistes, les syndicats de marins, qu'il s'agisse d'organisations franchement réactionnaires — syndicats anglais, américains, italiens (fascistes) ou réformistes réactionnaires; syndicats français et allemands et réformistes de gauche; scandinaves — on trouve partout une direction et une structure organique qui ne sont nullement à la hauteur de la lutte contre les organisations internationales des armateurs.

Nous ne pouvons donner ici un tableau complet de l'organisation ou plutôt de l'inorganisation des gens de mer par pays, mais cependant il y a des chiffres suggestifs qui méritent d'attirer notre attention. Selon les données officielles, il y avait à la date du 1er janvier 1927, sur les navires des Etats-Unis, 217.000 marins, chiffre qui ne comprend pas les nombreux milliers de chômeurs de cette profession. Sur ce nombre, il y a 30.650 syndiqués (14 %) répartis entre 9 organisations syndicales. Mais si nous considérons les choses de plus près, nous verrons que 21.800 de ces syndiqués (71 %) adhèrent à 7 syndicats de l'administration des navires (capitaines, mécaniciens, pilotes, etc.). En réalité, le pourcentage des membres organisés de l'administration est encore plus fort, car l'Union Internationale des Marins — qui est la plus puissante de ces organisations — compte parmi ses 8.000 adhérents un certain nombre d'officiers. Le seul syndicat révolutionnaire de classe des marins américains — I. W. W. n° 510 — ne groupe que 850 membres. 850 véritables syndiqués sur 217.000 marins américains, voilà ce que représente le pourcentage d'organisation des gens de mer de ce pays ! Le *Verkehrsbund*, qui est l'unique syndicat de masses des marins allemands, groupait, à la fin de 1926, 9.195 membres; et d'autre part, les syndicats de l'administration des navires englobent près de 17.000 membres. La situation est identique, ou peu s'en faut, dans tous les autres pays. Dans les syndicats maritimes, l'étroitesse corporative règne plus que partout ailleurs. Les syndicats de matelots séparés des syndicats de chauffeurs, les syndicats de chauffeurs isolés des syndicats de mécaniciens et des organisations générales des gens de mer, sans parler des syndicats des gens de service des navires, telle est la situation maritime ordinaire. En décembre 1927, le Congrès de la Fédération des Chauffeurs et Mécaniciens d'Allemagne a décidé d'entreprendre l'organisation d'une Internationale de ces professions. On lit dans l'un des numéros de janvier du *Vorwaerts* que cette nouvelle Internationale a été déjà créée et qu'elle a remis à la F. S. I. d'Amsterdam une demande d'adhésion.

En ce qui concerne la direction du mouvement de classe des marins la situation est telle que, sans parler de la Fédération officiellement fasciste des marins italiens, les autres grandes Fédérations de marins des pays maritimes sont également aux mains des fascistes ou semi-fascistes. Le nom de Havelock Wilson, qui est à la tête du mouvement pour la « paix industrielle » en Angleterre, et qui est l'organisateur des syndicats jaunes des mineurs et le maître absolu de l'Union Nationale des marins anglais, est universellement connu.

Wilson lui-même a déclaré récemment qu'il était fier du titre de fasciste, « si c'est être fasciste que de se conduire en serviteur fidèle de son roi ». Ce serviteur fidèle du roi est en même temps le serviteur dévoué des armateurs anglais. Ceux-ci ont une telle confiance en Wilson qu'en vertu d'un accord spécial entre celui-ci et la Fédération britannique des armateurs, tous les navires affiliés à la Fédération ne peuvent embaucher que des membres de la Fédération wilsonienne détenteurs de la carte spéciale « P. C. 5 ».

Le Wilson américain, Furuset, ne vaut pas mieux que son collègue anglais : leurs organisations sont d'ailleurs les seuls membres de l'Internationale des marins.



L'énorme importance des transports maritimes et de l'organisation des marins pour le mouvement ouvrier mondial est trop évidente pour qu'il soit nécessaire de nous appesantir longuement sur cette question. On sait que l'avortement de la grève des marins anglais a pour l'une de ses causes principales la politique jaune des syndicats des marins. L'accroissement du mouvement révolutionnaire, le renforcement de la lutte gréviste dans le monde entier, posent devant les travailleurs révolutionnaires des transports ce problème : vaincre l'influence réformiste et réactionnaire sur ce secteur important de la lutte prolétarienne, et d'autre part, adapter les organisations des gens de mer aux conditions nouvelles de la lutte contre le capital maritime internationalement groupé.

Un rôle très important doit être joué dans ce travail par les clubs internationaux des marins du C. I. P. T. Actuellement, le C. I. P. T. possède des clubs internationaux dans les ports les plus importants au point de vue de la lutte gréviste : New-York, Rotterdam, Hambourg, Marseille. Il y a aussi des clubs à Copenhague et Bordeaux et un club international à Duisbourg sur le Rhin. On peut juger de l'influence de ces clubs en considérant le chiffre croissant de ceux qui les fréquentent. En 1926, chaque club international a été fréquenté, en moyenne, par 500 marins par mois; dans les 9 premiers mois de 1927, cette moyenne s'est élevée à 1.000 marins par mois. En décembre 1927, le club international de Rotterdam fut visité par 2.378 marins, celui de Hambourg par 1.008 marins, et enfin le club international de New-York est fréquenté, en moyenne, par 300 personnes par jour. Quiconque connaît plus ou moins le travail des masses des syndicats de marins existants comprendra qu'aucun de ces syndicats n'a réalisé, même de loin, une activité aussi intensive.

Mais il faut dire toutefois que l'influence organique des clubs internationaux, c'est-à-dire l'influence des marins révolutionnaires sur la direction et la structure organique des syndicats, ne reflète pas suffisamment leur influence idéologique. Le rôle des clubs internationaux dans le soutien des syndicats existants, dans l'organisation des marins inorganisés qu'il faut faire adhérer à ces syndicats, est très grand, et il progresse de plus en plus. Cependant, l'influence des clubs sur la direction des syndicats, et surtout sur leur capacité de lutte contre le patronat, n'est pas suffisante.

Le mécanisme bien agencé de la « démocratie » de la Fédération wilsonienne des marins rend stérile toute tentative d'exercer de l'influence ou de faire la conquête de l'armature

de cette agence de briseurs de grève. C'est aussi cette « démocratie » qui permet à Wilson d'expulser des syndicats, non seulement les marins conscients, mais même ses auxiliaires directs (par exemple, le secrétaire responsable de la Fédération) quand ils lui déplaisent. D'ailleurs, il faut reconnaître que les travailleurs révolutionnaires des transports n'ont pas suffisamment tenu compte de l'expérience de la lutte de ces dernières années des marins et dockers. La concentration inouïe du capital maritime qui s'est faite au cours de ces dernières années n'a pas trouvé un reflet suffisant dans le programme des revendications organiques des travailleurs révolutionnaires des transports. La nécessité d'un tel programme et d'une adaptation organique de la tactique et de la structure des syndicats des marins aux conditions nouvelles de la lutte est si évidente que les marins du rang posent cette question à toutes les réunions, à tous les meetings qui sont tenus dans les clubs internationaux. Etant donné le système d'organisation des armateurs (« Conférences »), les anciennes formes d'organisation des marins sont manifestement insuffisantes. Par exemple, les marins de Hambourg, affiliés au « Verkehrsbund » allemand, sont organiquement liés aux facteurs des gares de chemins de fer en Bavière, aux gardiens d'une écluse, quelque part à l'intérieur de l'Allemagne, mais ils sont complètement isolés des marins de Rotterdam, d'Anvers ou de Liverpool, avec lesquels ils assurent le service d'une seule et même conférence d'armateurs. En cas de conflit avec les armateurs, le Comité Central de la Fédération, à Berlin, consultera toutes ses sections, y compris celle des employés des postes, des mariniers de l'Oder et des gardiens des cabinets de toilette des gares ; mais il ne tiendra pas compte et il ne sollicitera pas l'aide des marins et dockers de Rotterdam. Or, ainsi que le montre notre exposé, la victoire des marins allemands, et notamment des marins de Hambourg, dépend entièrement de la solidarité des marins et dockers de tous les ports qui assurent le service des mêmes voies maritimes que Hambourg. Le succès de la grève des marins ou dockers qui aura éclaté, par exemple, à Brême ou à Hambourg, ne sera nullement influencé par l'adhésion ou le refus de solidarité des marins de Rostock, Stettin, Kœnigsberg, etc. Mais cette même grève est condamnée d'avance à la défaite si les grévistes ne sont pas rejoints par les marins et chargeurs de Rotterdam et d'Anvers. Et la victoire des grévistes sera assurée s'ils sont secondés, à l'autre bout de la voie maritime, à Buenos-Aires et à New-York. Bien entendu, tout cela ne concerne pas uniquement l'Allemagne.

« Afin de faire avancer l'œuvre de la lutte pratique de la classe ouvrière, il faut grouper les travailleurs occupés dans les entreprises affiliées auv trusts internationaux en comités d'action spéciaux, pour la lutte et la défense commune de leurs intérêts. » (Thèses du rapport du camarade Losovsky sur la trustification, la rationalisation et nos objectifs dans les syndicats, adoptées par le VII[e] Exécutif élargi de l'Internationale Communiste).

Ces quelques paroles contiennent toutes les conclusions pratiques découlant de cette étude. L'objectif d'organisation immédiat qui se pose devant le C. I. P. T., et devant tous les travailleurs révolutionnaires des transports, consiste dans l'organisation de ces comités d'action pour les ouvriers des transports maritimes occupés dans les trusts internationaux d'armateurs (« Conférences »). Les particularités de cette industrie exigent que ces comités soient organisés par voie ou bassin maritime. Et, d'autre part, ce sont aussi ces particularités, et l'activité de plus en plus grande de nos clubs internationaux qui garantissent la réalisation rapide des buts à atteindre.

A. Oulanovsky.

*Kathe POHL*

# La situation de l'ouvrière dans les pays capitalistes et les objectifs de l'I. S. R.

■ ■ ■

## L'ouvrière et la rationalisation capitaliste

Dès sa fondation, l'I. S. R. a envisagé la nécessité de faire entrer les masses d'ouvrières dans le mouvement syndical, et tous les congrès de cette Internationale ont reconnu que l'un des principaux objectifs des syndicats révolutionnaires consistait à faire un travail systématique parmi le prolétariat féminin.

Toutefois, en dépit de cette position théoriquement juste de la question, les organisations affiliées à l'I. S. R. ont encore peu réussi à attirer les ouvrières dans les syndicats et à les placer aux postes dirigeants dans le mouvement syndical.

Mais ces dernières années ont apporté des faits nouveaux dans l'économie mondiale : on observe une concentration rapide de la production dans les pays capitalistes, la création de trusts et cartels internationaux, la rationalisation du processus de production. Tous ces faits nouveaux ont eu pour résultat d'accroître sensiblement l'effectif des femmes prenant part a là production. Leur rôle est devenu plus grand dans la lutte de classes.

Au lieu d'origine de la rationalisation capitaliste, aux usines automobiles de Ford, la production est divisée en 7.882 travaux distincts. 3.595 de ces travaux peuvent être exécutés par des femmes et des adolescents. La durée de l'apprentissage est celle-ci :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 43 % | des travaux exigent | 1 jour | d'apprentissage |
| 36 % | — | 1 à 8 jours | — |
| 6 % | — | 1 à 2 semaines | — |
| 14 % | — | 1 mois à un an | — |
| 1 % | — | 1 an à 6 ans (1). | |

Par conséquent, dès maintenant, les entreprises capitalistes possèdent des conditions techniques telles que, même dans les industries où le travail masculin était seul admis autrefois, on peut réserver aux ouvrières 50 % des postes, ou même davantage.

(1) Ces données sont empruntées à la brochure d'Isa Strasser, *Le travail féminin et la rationalisation.*

Il est certain que le progrès technique et la concurrence acharnée qui se poursuit au sein de l'industrie contemporaine entraîneront un nouvel et très fort accroissement au cours des prochaines années de la main-d'œuvre féminine.

Or, quelle est la situation des ouvrières dans l'industrie rationalisée? Elle est tout à fait pénible. Alors que le rendement du travail et les bénéfices des capitalistes augmentent rapidement, la part des ouvriers et, surtout, des ouvrières, dans le produit de leur travail, diminue. L'implacable bande mouvante du conveyor, que le patron fait tourner de plus en plus vite, exige une telle tension des forces des ouvrières que les maladies nerveuses tendent à devenir un phénomène chronique parmi elles. Même les vieilles lois imparfaites sur la protection du travail ne sont plus respectées, en régime de rationalisation. Le tarif inférieur du travail aux pièces oblige les ouvrières et les ouvriers à travailler d'une façon de plus en plus intensive, ce qui les force à négliger même les moyens techniques de protection contre les accidents dont sont pourvues les entreprises. Il en résulte que, dans les entreprises rationalisées, le nombre d'accidents n'est pas moindre qu'autrefois, et bien souvent il est même plus fort.

Aucun pays capitaliste ne possède de lois suffisantes pour la protection de l'ouvrière-mère; et d'ailleurs, même les textes qui existent ne sont pas respectés.

Pour un travail égal à celui de l'homme, les ouvrières ne reçoivent que la moitié ou les deux tiers de ce que gagne l'ouvrier.

En cas de chômage, la législation bourgeoise ne reconnaît pas comme chômeuses les femmes mariées et les filles qui demeurent avec leurs parents et ne touchent pas d'allocation de chômage, si pénible que soit la situation matérielle de leur famille. D'ailleurs, même les chômeuses que l'Etat capitaliste reconnaît comme telles, n'ont droit qu'à une partie de l'allocation réservée aux chômeurs, allocation excessivement réduite.

On sait que la journée de huit heures constitue une exception plutôt que la règle, même dans les pays capitalistes avancés. Or, en résultat de la rationalisation, le rendement du travail, et donc, le profit des capitalistes, augmente non plus de 10 ou 20 %, mais de plusieurs fois 100 %. La journée de travail allongée étant maintenue, la rationalisation entraîne une exploitation impitoyable de la main-d'œuvre et un accroissement continu du nombre des chômeurs. Afin de combattre les conséquences funestes de la rationalisation capitaliste, le prolétariat doit établir un puissant front uni et mener la lutte pour la journée de 7 heures, pour l'augmentation des salaires, pour une protection du travail suffisante. Mais il est impossible d'établir un front uni du prolétariat sans les ouvrières qui constituent, actuellement 30 à 40 % de la main-d'œuvre dans les pays avancés. Or, le pourcentage de syndiquées est infime. En Allemagne, près de 25 % des ouvrières sont syndiquées; en Angleterre, moins de 20 %; en France, 3 à 4 %, et enfin aux Etats-Unis, 3 % seulement. Il faut noter que même les syndicats révolutionnaires affiliés à l'I. S. R. n'ont pas encore réussi à devancer sensiblement les syndicats réformistes au point de vue de l'organisation des ouvrières. Or il est urgent de grouper les ouvrières, non seulement pour des raisons d'ordre purement économique, mais aussi en vue des importants objectifs politiques qui se posent devant le prolétariat mondial.

### L'ouvrière et la lutte contre le danger de guerre

L'aggravation des contradictions entre le pays de la dictature prolétarienne et le monde capitaliste, ainsi qu'entre les Etats capitalistes eux-mêmes et l'essor du mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies conduisent à une course effrénée aux armements et aggravent le danger de nouvelles guerres impérialistes. Au premier chef, il y a danger de guerre contre l'U. R. S. S. et les colonies où se développe le mouvement national et révolutionnaire. Le rôle des ouvrières est considérable dans la lutte contre la guerre et pendant celle-ci. La bourgeoisie et les social-traîtres le comprennent bien; ce n'est pas sans raison que Poincaré et le parti socialiste français ont fait adopter une loi sur la militarisation de toute la population, y compris les femmes, en cas de guerre. Cet acte, d'un cynisme sans précédent, est réalisé dans un pays où la femme est dépouillée de tout droit politique et de nombreux droits civiques élémentaires. Face à cette violence organisée du capital, les syndicats révolutionnaires doivent mener une campagne énergique pour conquérir la confiance des larges masses d'ouvrières et pour obtenir leur étroite alliance avec toute la classe ouvrière dans la lutte contre les guerres impérialistes et pour la défense du pays de la dictature prolétarienne, du pays où les travailleuses jouissent de droits égaux à ceux des hommes et où existe, en pratique, un vaste système de protection de l'ouvrière et de ses enfants.

On pourra tirer grand profit, pour cet important travail de rassemblement, des ouvrières d'Occident contre les guerres impérialistes et pour la défense de l'U. R. S. S., de la loi précitée de Paul-Boncour, qui prévoit la militarisation des femmes en période de guerre. Ce texte pourra être utilisé comme arme de propagande également en dehors de la France. On devra faire comprendre aux ouvrières par l'exemple de cette collaboration législative de la bourgeoisie et des réformistes, toute l'importance des préparatifs guerriers de la bourgeoisie; on pourra leur montrer comment la F. S. I. d'Amsterdam et la Deuxième Internationale aident la bourgeoisie dans ses criminels projets, la valeur que la bourgeoisie et les réformistes attribuent au rôle de l'ouvrière et l'attitude que l'ouvrière consciente doit prendre en face de ces tentatives faites pour l'enchaîner au char des guerres contre-révolutionnaires.

### Le résultat du travail des syndicats de l'U. R. S. S. parmi les ouvrières

Les militants révolutionnaires des syndicats des pays capitalistes trouveront grand profit à étudier l'expérience du travail parmi les ouvrières, accompli par les syndicats soviétiques. Voici quelques chiffres qui permettent de juger de cette activité :

*Nombre de femmes syndiquées dans l'U. R. S. S.*

| Appellation des organisations syndicales | Effectif des membres | Nombre de syndiquées Chiffre absolu | % | Cadres actifs (1) | Syndiquées actives Chiffre absolu | % | Date |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C. G. T. de l'U. R. S. S. | 10.441.700 | 2.700.900 | 25,9 | 1.400.000 | 317.800 | 22,7 | 1927 |
| Textile | 8.380.000 | 466.000 | 55,6 | 47.658 | 21.916 | 46 | 1er Oct. 1927 |
| Sucre | 107.000 | — | 19,0 | — | — | 7,9 | 1927 |
| Hôtels et restaurants | 282.000 | 229.110 | 81,1 | 17.513 | 8.015 | 45,7 | 1er Janv. 1927 |
| Ouvriers agricoles | 1.197.169 | 203.566 | 17,0 | 112.561 | 9.321 | 8,3 | 1927 |
| Habillement | 80.309 | 48.363 | 60,2 | 9.667 | 4.263 | 44,1 | 1927 |

(1) Nous entendons par « cadres actifs », les membres des comités centraux des fédérations d'industrie, les membres des comités provinciaux, les présidents et membres des comités d'usine et les membres des commissions rattachées aux comités d'usine.



En analysant ce tableau, il faut avoir en vue que le nombre d'ouvrières syndiquées coïncide presque avec l'effectif des ouvrières occupées dans l'industrie donnée (abstraction faite des fédérations des ouvriers agricoles, du sucre et de l'industrie hôtelière, qui englobe des catégories difficiles à organiser, telles que, par exemple, les bonnes). Ce tableau est particulièrement intéressant en ce sens qu'il montre l'importance du pourcentage de syndiquées actives dans l'U. R. S. S., par rapport à la force numérique totale des cadres actifs. Toutefois, les syndicats de l'U. R. S. S. ne considèrent nullement comme suffisants les résultats acquis. Ils se proposent d'accroître le nombre des ouvrières dans tous les organismes syndicaux, sans en excepter les postes les plus élevés, proportionnellement au nombre d'ouvrières affiliées.

L'avancement des ouvrières aux postes syndicaux et administratifs représente un des objectifs immédiats des syndicats de l'U. R. S. S. Nous ne possédons pas encore une complète statistique des résultats de cet avancement, ce qui nous force à ne citer que certaines données caractéristiques.

Dans les provinces de Moscou, Kostroma et Tver, dans l'arrondissement d'Oulianovsk et à Léningrad, la Fédération des travailleurs du textile a fait nommer, en 1925-1927, 243 ouvrières aux postes de directrices d'entreprises, de directrices adjointes et de chefs de service. La Fédération de l'habillement a affecté à des postes analogues 30 ouvrières sur les 62 militantes mises en avant par cette organisation. La Fédération des travailleurs du sucre a délégué aux Cours du Directeur rouge six élèves dont trois ouvrières. Les résultats sociaux et économiques du travail responsable de ces militantes ainsi promues ont été si favorables que les syndicats jugent nécessaire de continuer énergiquement l'avancement des ouvrières aux postes administratifs.

### Ce que l'I. S. R. a fait pour organiser les ouvrières

Ainsi que nous le disions plus haut, l'I. S. R. a signalé, dès le début, à ses organisations l'importance et la nécessité d'un travail spécial parmi les ouvrières. Mais, jusqu'à présent, il n'y avait pas, auprès du Bureau Exécutif, d'organisme spécial s'occupant de rassembler et d'étudier les matériaux sur la situation des ouvrières des différents pays, de suivre le travail des organisations affiliées à l'I. S. R. dans ce domaine et de saisir le Bureau Exécutif de telles ou telles suggestions ayant en vue le développement ultérieur de ce travail et son extension.

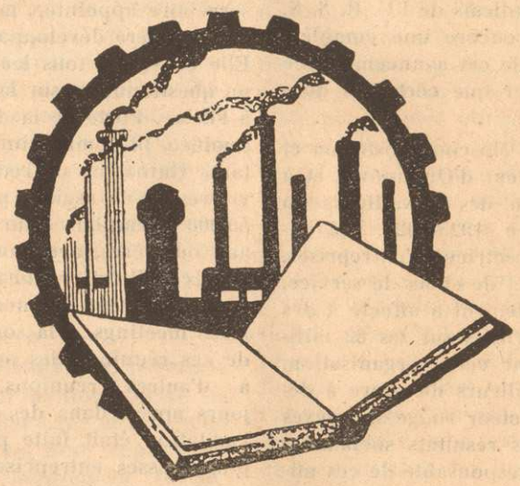
C'est ainsi que cette partie excessivement importante de l'action syndicale reste encore complètement négligée. Cependant, de nombreuses organisations affiliées à l'I. S. R. ont commencé à faire, grâce aux directives des congrès et à leur propre expérience de classe un travail systématique parmi les ouvrières. Elles ont réussi à obtenir certains résultats heureux dans cette voie.

A titre d'exemple, citons l'activité réalisée dans les syndicats révolutionnaires français, au cours des deux dernières années. En février 1925, le congrès des syndicats révolutionnaires de la région parisienne adopta à l'unanimité un programme détaillé de revendications syndicales pour les ouvrières. Il fut décidé de nommer, à côté des trois secrétaires appointés de l'Union des syndicats de la région parisienne, une secrétaire spéciale pour le travail parmi les ouvrières. Une ouvrière métallurgiste fut affectée à ce poste. Pourvue d'une secrétaire appointée, la commission parisienne de l'ouvrière développa une activité énergique. Elle envoya à tous les syndicats de la région un questionnaire sur la situation des ouvrières à l'usine. Forte de la documentation ainsi rassemblée, la commission a préparé une importante Quinzaine de recrutement parmi les ouvrières de la région parisienne. On lança à 50.000 exemplaires un tract illustré, adressé aux ouvrières, avec une feuille d'adhésion au syndicat. Il fut organisé auprès des entreprises où se trouvent de nombreuses ouvrières de brefs meetings, à la sortie du travail. A l'issue de ces réunions, les ouvrières étaient invitées à d'autres réunions, convoquées quelques jours après, dans des locaux. C'est ainsi que l'agitation était faite parmi les ouvrières des plus grosses entreprises au moyen de deux meetings consécutifs. La quinzaine se termina par un grand meeting général. A côté des chefs des syndicats révolutionnaires, des ouvrières des plus importantes entreprises y prirent la parole. Cette campagne fit une impression profonde sur la masse des ouvriers et ouvrières : c'était un fait nouveau que ces interventions publiques d'ouvrières des entreprises. Dans la même salle, on recevait les adhésions aux syndicats. Ensuite la commission organisa des cours de six semaines pour préparer des militantes syndicales, et notamment des ouvrières orateurs. Près de 20 ouvrières ont passé par ces cours. Le 1er mai 1925, à chacun des nombreux meetings organisés par les syndicats révolutionnaires, parlèrent, ne fut-ce que cinq minutes, des ouvrières des entreprises, accueillies avec enthousiasme par les auditeurs. La commission obtint de plusieurs journaux corporatifs de réserver une page à l'ouvrière;

l'impulsion a été donnée à un mouvement de correspondantes ouvrières.

Au congrès d'août de la C. G. T. U., en 1925, et à la conférence syndicale des ouvrières qui le précéda, l'expérience de la région parisienne fut approuvée et mise à la base du travail à faire sur un plan national. A l'automne 1927, à Bordeaux, la conférence syndicale des ouvrières rendit encore plus concret le programme du congrès de Paris; en particulier, elle y introduisit un paragraphe sur la nécessité d'organiser des campagnes de recrutement parmi les ouvrières (avant tout, dans les industries les plus importantes) et sur l'établissement, par les syndicats, d'un nouveau programme de revendications en matière de protection du travail des femmes. Grâce à ces efforts de la C. G. T. U., le nombre des ouvrières affiliées aux syndicats unitaires et des militantes commence à croître. Mais il est bien entendu que le gros du travail reste encore à faire.

Käthe POHL.





*E. YARTCHOUK*

# Les Comités d'usine dans le mouvement révolutionnaire [1]

■ ■ ■

DÉSIREUX d'affaiblir le rôle des comités d'usine dans le mouvement révolutionnaire, le gouvernement a décidé de les rendre légaux. Une délégation fut envoyée en Allemagne pour étudier l'influence de la loi sur les comités d'usine. Nous n'allons pas nous appesantir sur les conclusions de la partie patronale de la délégation ; nous nous bornerons à citer ici l'opinion de Hampel, secrétaire de la Fédération réformiste des métaux et membre de la délégation. « En Allemagne, déclare Hampel, on observe partout, et notamment parmi les travailleurs, l'influence bienfaisante des conseils d'usine. Ayant la possibilité de connaître par ces conseils les ressorts cachés de la gestion des entreprises, les ouvriers ne manifestent plus leur mécontentement d'une façon directe, dans une lutte ouverte, mais par l'intermédiaire de leurs conseils. Leur volonté de lutte faiblit. Les ouvriers commencent à comprendre que leur situation matérielle ne s'améliorera que si le rendement du travail augmente. Les ouvriers renoncent à leurs idées préconçues et, se heurtant à la nécessité de se placer à un point de vue commercial et technique, apprennent l'art de penser d'une façon positive dans le domaine des questions économiques, et renoncent aux méthodes de lutte unilatérales ».

C'est naturel : les réformistes, qui partagent complètement le point de vue de Hampel et qui sont ralliés au mot d'ordre de la collaboration technique des ouvriers avec le patronat, ont été pleinement satisfaits de la loi sur les comités d'usine. Cette loi fut mise en vigueur à partir du 1er août 1920, en ce qui concerne les conseils de mine et de région des mineurs, et à partir du 1er janvier 1922, pour ceux des autres travailleurs industriels.

Les députés communistes saisirent le Parlement d'un projet d'amendement. Le paragraphe 4 de ce projet, qui traite des objectifs des délégués d'usine, pose les revendications suivantes :

*a*) Etablissement de contrats collectifs et contrôle de leur application; contrôle sur la fixation des salaires et les payes; soutien des organisations d'ouvriers et d'employés au moment de la conclusion des contrats collectifs. Les règlements intérieurs ne peuvent être mis en vigueur que d'accord avec les délégués d'usine;

*b*) Contrôle de l'application des lois sur la protection du travail;

*c*) Participation aux enquêtes opérées par les organismes officiels de contrôle dans les entreprises;

*d*) Défense des travailleurs menacés de révocation auprès du patron, de la Commission paritaire et du tribunal local; examen des plaintes du personnel contre l'administration et défense des intérêts des salariés auprès du patronat et des autres instances, etc.

En novembre 1926, le groupe parlementaire du parti communiste tchèque rédigea un nouveau projet de loi sur les comités d'usine qui fut distribué à tous les membres des groupes socialistes du Parlement, qui furent invités à mener une lutte commune pour l'amélioration de la loi existante sur les comités d'usine.

Au Congrès des comités d'usine des métallurgistes, tenu le 5 décembre 1926, à Prague, sur l'initiative des syndicats révolutionnaires tchécoslovaques, une des questions principales était celle de l'extension des pouvoirs des comités d'usine existants. La résolution adoptée exigeait pour les comités d'usine « une influence décisive dans la question de l'embauchage et du débauchage des ouvriers, et le droit d'exercer un contrôle ouvrier sur la production ». Le Congrès se rallia sans réserve au projet établi par le groupe communiste du Parlement.

Le Syndicat Général International mène campagne en faveur de ce projet, au moment des élections des comités d'usine qui ont lieu une fois par an, aux termes de la loi. Ces élections sont faites de telle sorte que trois représentants sont élus pour 60 ouvriers; mais, quelle que soit la force numérique du personnel de

(1) Voir *L'I. S. R.*, n° 85, février 1928.

l'entreprise, le nombre des membres du comité d'usine ne peut dépasser 20.

Est électeur tout ouvrier âgé de 20 ans au moins, ayant travaillé à l'usine depuis trois mois au moins. Le droit d'éligibilité appartient aux ouvriers âgés de 26 ans au moins et occupés depuis 12 mois dans l'entreprise. En ce qui concerne les étrangers, la loi leur accorde les mêmes droits dont les ressortissants tchécoslovaques jouissent dans les pays correspondants. Les comités d'usine sont élus pour un an. Les mandants n'ont pas le droit de rappeler avant terme leurs mandataires. Le S. G. I. présente des listes de candidats distincts. Malheureusement, il n'existe pas encore de données suffisantes permettant d'évaluer avec précision l'influence du S. G. I. dans les comités d'usine; nous nous bornerons à fournir les données dont nous disposons. Les élections de 1925 ont donné les résultats suivants dans l'industrie minière, au point de vue de la répartition des mandats :

| BASSINS | S. G. I. (Centrale des syndicats rouges de Tchécoslovaquie) | Fédération des mineurs | Union des mineurs | Centrale des mineurs | Ass ciation des mineurs | Socialistes chrétiens | Nationalistes allemands | Divers |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Falkenau ..... | 3 | 4 | 102 | — | — | — | 25 | — |
| Kladno..... | 104 | 31 | — | 5 | 3 | — | — | 2 |
| Brucs ..... | 95 | 60 | 195 | 48 | 33 | 2 | 23 | 5 |
| Nurschan ..... | 12 | 49 | 44 | — | — | — | — | — |
| Moerisch-Austrau.... | 177 | 159 | 12 | 4 | 5 | 17 | — | 1 |
| Rossitz..... | 22 | 38 | 6 | — | — | 4 | — | — |
| Schatzlar ..... | 3 | 2 | 4 | — | — | — | — | — |
| Slovaquie..... | 39 | 12 | — | — | — | 5 | — | — |
| Total ..... | 455 | 353 | 361 | 61 | 41 | 28 | 48 | 8 |

En 1926, le S. G. I. ne groupait que 15.000 mineurs sur 90.000; toutefois, aux élections des comités d'usine, le S. G. I. recueillit 38.726 voix contre 41.886 à toutes les autres listes.

Les mandats se sont répartis comme suit dans l'industrie textile en 1924 :

| PROVINCES | S. G. I. | Union de Brunn | Union de Nahod | Socialistes chrétiens | Employés | Organisations diverses | Total | Nombre de nos mandats (o/o |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bohême..... | 292 | 61 | 151 | 40 | 32 | 14 | 590 | 51 |
| Moravie..... | 160 | 30 | 27 | 11 | 19 | 3 | 252 | 77 |
| Slovaquie ..... | 11 | — | — | — | — | — | 11 | 100 |
| Silésie..... | 6 | 87 | — | 7 | 15 | 5 | 120 | 2 |
| Total..... | 469 | 178 | 178 | 58 | 65 | 22 | 973 | 230 |

En 1925, dans 107 entreprises, sur un nombre total de 631 mandats, 352 échurent à la liste du S. G. I. et 279 aux autres organisations.

Dans l'industrie chimique, en 1925, dans 72 entreprises, avec 367 membres de comités d'usine, la liste du S. G. I. a recueilli 262 mandats, les réformistes tchèques et allemands 52, les nationalistes tchèques 43, les socialistes chrétiens 2, les jaunes 8.

En 1927, dans 49 usines, le S. G. I. a recueilli 171 mandats sur 245, toutes les autres listes ayant rassemblé 74 mandats, et on notera bien que le S. G. I. ne groupait dans ces usines que 40 % des syndiqués.

Dans la métallurgie, en 1924, dans 67 entreprises, le S. G. I. a recueilli 229 mandats sur 486; la Fédération social-démocrate des métaux, 152; les nationalistes tchèques, 86; toutes les autres organisations, 19.

Aux élections de 1927, dans 91 usines, le S. G. I. a recueilli 318 mandats sur 662, les autres organisations ayant obtenu 344 mandats.

Or, les membres du S. G. I. ne forment que 16 % des ouvriers organisés de la métallurgie.

Citons encore un tableau caractéristique, celui des élections du comité de l'usine métallurgique de Wotkowitz. Cette usine est une des plus grosses entreprises métallurgiques de Tchécoslovaquie ; elle passe pour être la citadelle des réformsites. En 1922, les réformistes y avaient recueilli la totalité des 20 mandats. Plus tard, la situation change d'une façon radicale, comme le montre le tableau ci-après :

RÉPARTITION DES MANDATS

| Années | Nombre d'ouvriers | Votants | S. G. I. Voix | S. G. I. Mandats | S. D. Voix | S. D. Mandats | Nat. tch. Voix | Nat. tch. Mandats | Soc. Chrét. Voix | Soc. Chrét. Mandats | Nat. allem. Voix | Nat. allem. Mandats |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1923 | 8.951 | 6.320 | 1.706 | 5 | 3.522 | 10 | 1.492 | 3 | 830 | 2 | 249 | — |
| 1924 | 11 322 | 9.587 | 2.719 | 6 | 4.253 | 9 | 1.617 | 3 | 849 | 2 | — | — |
| 1925 | 12 411 | 10.738 | 3.063 | 6 | 4 512 | 9 | 1 851 | 3 | 658 | 1 | 527 | 1 |
| 1926 | 13.712 | 11.745 | 4.422 | 8 | 4.422 | 8 | 1.770 | 3 | 533 | 1 | 446 | — |
| 1927 | -- | 12.521 | 3.965 | — | 5.194 | — | 1.889 | — | 587 | — | 892 | — |



Dans l'industrie du verre, en 1925, dans 25 entreprises, le S. G. I. a recueilli 84 mandats sur 151 ; le syndicat de Teplitz, 34 ; le syndicat central allemand, 15; « Ednota », 7; fascistes, 1; tous les autres, 10.

En 1927, dans 17 usines, le S. G. I. a rassemblé 60 mandats sur 110, contre 50 à toutes les autres organisations; or, le S. G. I. ne comptait dans ses rangs que 30 % des syndiqués de cette industrie.

Sans doute, ces données ne sont pas complètes, mais elles suffisent pour montrer clairement et péremptoirement l'influence du S. G. I. sur les ouvriers inorganisés. En même temps, ces données témoignent de ce que le S. G. I. ne se préoccupe pas assez de cimenter, par un travail d'organisation, son influence sur les masses ouvrières.

## Autriche

La loi sur les comités d'usine fut votée le 15 mai 1919; elle est entrée en vigueur le 24 juillet. Dès le moment de la fondation des comités d'usine, les leaders des syndicats réformistes ont estimé, et ils continuent d'estimer, que les délégués du comité d'usine ne sont que les agents du syndicat, entièrement subordonnés aux directives et au contrôle de celui-ci. Les réformistes autrichiens, de même que leurs co-équipiers dans les autres pays, s'abstiennent de mettre en relief la ligne de la lutte de classes; ils ont remplacé leurs mots d'ordre révolutionnaires par des appels à la collaboration active avec la bourgeoisie et font de leur mieux pour redresser l'économie capitaliste.

Le mouvement des comités d'usine est essentiellement un mouvement révolutionnaire, mais la loi sur les comités d'usine, d'une part, et les efforts des réformistes, de l'autre, l'ont poussé dans le canal étroit des petites affaires intérieures de l'usine. Dans ces conditions, une aile révolutionnaire active devait se former inévitablement dans ce mouvement.

Le IVe congrès du parti communiste autrichien, tenu en 1921, a défini comme suit la ligne de conduite des comités d'usine :

1° Les comités d'usine sont, selon nous, les organismes ouvriers qui défendent non seulement les intérêts de la collectivité de l'entreprise donnée, mais aussi les intérêts généraux du prolétariat. Par tous les moyens adéquats à chaque moment donné, ils doivent chercher à rompre les lisières législatives qu'on prétend leur imposer, et à accroître ainsi leur force, conformément aux intérêts du prolétariat;

2° Le principal objectif des comités d'usine consiste dans la lutte pour le contrôle sur la production, action qui doit aboutir à la lutte politique pour le pouvoir et pour la remise des moyens de production au prolétariat;

3° Les préoccupations suivantes doivent nous guider dans cette lutte :

*a*) Nous devons présenter nos propres candidats aux élections des comités d'usine;

*b*) Dissolution de tous les comités d'usine placés par les employeurs dans des conditions telles qu'on peut les considérer comme organismes patronaux;

*c*) Dissolution de tous les comités d'usine qui ne se considèrent que comme les organes exécutifs de la bureaucratie syndicale et qui agissent contre le gré et les intérêts des ouvriers;

4° Les membres communistes des comités d'usine doivent se grouper localement aux fins d'activité commune. D'autre part, il faut chercher à grouper les comités d'usine par industrie et par syndicat; leurs congrès, réunis périodiquement, doivent examiner les questions qui intéressent l'ensemble de ces comités d'usine. Les comités d'usine de chaque industrie désignent leurs organes exécutifs respectifs qui se réunissent pour former un Comité National d'industrie.

La lutte pour la conquête des comités d'usine a commencé. Dans bien des endroits, l'opposition révolutionnaire a présenté avec succès ses listes aux élections. C'est ainsi qu'aux usines Warkhalowski, à Vienne, les suffrages se sont répartis comme suit :

| Années | Pour l'opposition révolutionnaire | Pour les réformistes |
|---|---|---|
| 1923..... | 1.044 voix | 575 voix |
| 1924..... | 902 voix | 479 voix |
| 1925..... | 774 voix | 220 voix |

A Donowitz, après la grève de 1925, les élections des comités d'usine ont produit les résultats suivants : l'opposition révolutionnaire a recueilli 1.129 voix et 7 mandats; les réformistes, 1.664 voix et 10 mandats. Les voix se sont réparties comme suit dans 34 entreprises se trouvant dans la zone d'influence de l'opposition :

| Années | Opposition | Réformistes |
|---|---|---|
| 1925..... | 2.400 voix | 11.052 voix |
| 1926..... | 3.977 voix | 10.248 voix |

Sans doute les chiffres tout nus, quand il n'est pas tenu compte de la situation générale du mouvement révolutionnaire, ne peuvent être considérés comme une pierre de touche permettant d'évaluer le rapport des forces dans les comités d'usine. Toutefois, si l'on considère les élections à la Chambre du Travail de Vienne, en 1926 (5.900 voix à l'opposition, 102.000 aux réformistes) et ce fait que le parti communiste autrichien ne comptait que 5.000

membres à l'époque des journées de juillet 1927, que son organe central tire à 3.000 exemplaires, que ce parti n'a recueilli que 20.000 suffrages aux dernières élections parlementaires et qu'il ne possède pas un seul mandat de député, on est obligé de constater que l'opposition révolutionnaire est encore très faible. De grands efforts sont encore nécessaires pour supprimer l'influence des réformistes dans les comités d'usine.

## Bulgarie

En Bulgarie, les comités d'usine sont une crétaion des syndicats révolutionnaires. Ils ont si largement popularisé l'idée des comités d'usine qu'en 1921 des commissions ouvrières furent créées, par action directe, dans l'industrie textile, dans l'industrie du tabac, ainsi que dans certaines autres branches de la production et dans certaines administrations. Les comités d'usine n'ont pas été sanctionnés par la loi, mais il n'existe pas non plus de loi spéciale interdisant ces comités. En 1923, après l'insurrection de septembre du prolétariat bulgare, les syndicats furent écrasés; le gouvernement et le patronat se mirent à exercer une forte pression sur les travailleurs. Les salaires furent diminués. On allongea la journée de travail et, seul, le groupement compact des ouvriers autour des commissions d'usine permit à celles-ci de sauvegarder certaines revendications des travailleurs au cours des pourparlers avec le gouvernement et le patronat. Les commissions d'usine existent aujourd'hui encore et, en rapport avec la terreur qui sévit dans ce pays, sont un des rares facteurs de lutte.

Le premier congrès des syndicats indépendants, tenu du 6 au 8 novembre 1927, a voté une résolution sur les commissions d'usine : la nécessité de faire participer à la lutte tout à la fois les syndiqués et les non-syndiqués. La forme la mieux appropriée pour établir la liaison entre les syndicats et les masses ouvrières non-syndiquées aux entreprises est représentée par les commissions ouvrières (comités d'usine ou conseils d'industrie). « Les réformistes, lisons-nous dans cette résolution, ne trouvent rien de répréhensible dans la création d'organisations mixtes d'ouvriers et d'employeurs, mais ils se refusent à participer aux commissions ouvrières aux côtés des non-syndiqués. Quant aux syndicats révolutionnaires, ils ne craignent pas d'avoir affaire aux inorganisés, convaincus qu'ils sont, qu'une fois amenés à prendre part à la lutte, ces éléments seront poussés dans les rangs du mouvement syndical par la logique des choses. »

## Yougoslavie

C'est en juillet 1922 que fut promulguée la loi sur la défense des ouvriers. Cette loi contient un paragraphe sur les délégués ouvriers. « La tâche des délégués ouvriers — lisons-nous dans ce document — consiste à entretenir de bons rapports entre les ouvriers et les patrons... Ils doivent assurer la médiation entre ouvriers et patrons, notamment dans les litiges relatifs aux questions de salaires. En cas d'échec, et s'il y a menace de grève, les délégués doivent exiger la médiation des organismes publics compétents ».

C'est ainsi que le gouvernement ayant écrasé, en 1921, le mouvement syndical révolutionnaire, s'est résolu à imposer aux travailleurs la protection des intérêts de la bourgeoisie.

Les communsites prirent une attitude très sceptique envers la loi sur les délégués. Toutefois, dans les entreprises où existaient des organisations des syndicats indépendants, les communistes firent de la propagande pour la présentation de listes distinctes des syndicats unitaires, listes qui eurent un grand succès. C'est ainsi qu'aux élections des délégués des ateliers de chemins de fer à Zagreb (chef-lieu de la Croatie), les mandats ont été répartis comme suit :

| Années | Indépendants | Croates | Réformistes |
|---|---|---|---|
| 1926.... | 11 mandats | 5 mandats | 0 mandat |
| 1927.... | 13 mandats | 3 mandats | 0 mandat |
| 1928.... | 11 mandats | 3 mandats | 2 mandats |

La perte de deux mandats par les indépendants s'explique par une campagne électorale trop peu énergique. Par exemple, les indépendants ont proposé aux réformistes de partager 16 mandats, de façon à ce que les réformistes en reçoivent 4, le syndicat croate 4 et le syndicat unitaire 8.

Encouragés par cette attitude conciliante des unitaires, les réformistes exigèrent un plus grand nombre de mandats; or, aux élections, les indépendants obtinrent 11 mandats. Ils avaient donc sous-apprécié leurs forces.

Il nous semble que la tactique du partage artificiel des mandats est profondément fausse, car le principal but de la campagne électorale consiste, d'une part, à diffuser nos mots d'ordre, à faire une propagande vigoureuse en faveur de nos idées, et d'autre part à démasquer impitoyablement la politique de trahison des réformistes.

A Brody, en 1927, chez les travailleurs des constructions de wagons, les indépendants avaient 10 mandats, les réformistes en détenaient 2; en 1928, 8 mandats indépendants, 4 mandats réformistes. A Osieka (aciéries), en 1927, les voix des 500 ouvriers des ateliers de chemins de fer se sont divisées en deux parties égales, entre les réformistes et les indépendants. Aux élections de 1928, dans deux usines à bois, à Brody, sur la Sarre, toute la liste des indépendants a été élue à l'entreprise Slavek (6 mandats). A l'usine « Slavonia », les voix se partagèrent comme suit :

Indépendants : 153 voix, 5 mandats;

Syndicats ouvriers croates : 52 voix, 2 mandats;

Syndicats réformistes : 27 voix, pas de mandat.

Il faut considérer qu'il y a au total, en Yougoslavie, près de 500 ou 600.000 ouvriers industriels et artisans, dont tout au plus 50.000 syndiqués. Ces syndiqués sont partagés comme suit :

| | |
|---|---|
| Organisations indépendantes..... | 20.000 |
| Réformistes ..... | 25.000 |
| Syndicats croates et autres..... | 5.000 |

Mais, étant donné la terreur qui fait rage dans ce pays, les indépendants ne peuvent pas présenter partout leurs listes de candidats aux élections de délégués. La réaction est particulièrement violente en Bosnie (centre de l'industrie minière).

Toutefois, les délégués ouvriers n'ont pas fait grand'chose jusqu'à présent, au point de vue de la lutte pour le front unique. Le camarade Lasa Stéfanovitch, secrétaire du Conseil Central des syndicats indépendants, explique cela par le fait que, jusqu'à présent, nous avons tâché d'inculquer aux leaders réformistes notre point de vue sur la situation politique et économique, en rapport avec le problème de l'unité syndicale; mais nos efforts n'ont pas abouti et, à l'avenir, nous ne devons plus construire l'unité qu'à la base, dans les usines et ateliers. Sans doute, nous devons être prudents : il faut d'abord que nous consolidions les syndicats indépendants pour n'entamer qu'ensuite la création de comités dans les usines et ateliers ».

Quant à nous, il nous semble que la consolidation et le renforcement des syndicats indépendants doivent marcher de pair avec la création des comités d'usine et le groupement des délégués ouvriers. Et cela, d'autant plus qu'on compte en Yougoslavie plus de 90 % de non-syndiqués et que, par conséquent, les comités d'usine pourraient jouer un très grand rôle au point de vue de la participation des non-syndiqués à la lutte de classes et de l'établissement d'une véritable unité à l'usine.



***

L'esquisse rapide du développement des comités d'usine que nous avons faite montre que ces comités sont des organismes aptes à la lutte, non seulement dans les périodes d'essor révolutionnaire, mais aussi quand le mouvement ouvrier traverse des périodes de calme. Les comités d'usine se révèlent être une puissante force d'organisation et de combat capable de mener efficacement la lutte quotidienne pour les revendications immédiates dans les entreprises. Dans les pays où il existe un vaste mouvement des comités d'usine et où ces derniers sont reconnus par la loi (par exemple, en Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie), il importe de lutter pour : 1° l'extension des droits et pouvoirs des comités d'usine; 2° le groupement des comités d'usine par industrie et région économique, en organismes de combat des travailleurs; 3° le groupement des comités d'usine par trusts et consortiums en vue d'agir d'une façon unifiée contre l'offensive concentrée du capital; 4° la promulgation d'un règlement protégeant contre la révocation les travailleurs qui postulent un poste de membre du comité d'usine; 5° le droit pour les ouvriers d'annuler à n'importe quel moment le mandat des membres de comités d'usine qui auront failli à leur devoir.

Dans les pays où les comités d'usine existent à l'état rudimentaire et où l'action est poursuivie semi-légalement ou d'une façon tout à fait clandestine, comme en Pologne, Espagne, Italie, Yougoslavie, il faut accumuler des forces, systématiser le travail pour le groupement des inorganisés.

Il faut également fixer notre attention sur les pays tels que la Norvège, l'Angleterre, etc., où, après une brève période d'épanouissement, les comités d'usine ont presque complètement cessé d'exister. En effet, comme le dit judicieusement la résolution sur les comités d'usine votée par le III[e] congrès de l'I. S. R., il n'existe pas, pour l'établissement du front unique à la base, de meilleur moyen que la création de comités d'usine. Il n'y a pas de meilleure école élémentaire pour les inorganisés. C'est pour cela que la lutte en faveur des comités d'usine doit devenir la tâche la plus importante des partisans de l'I. S. R. dans l'avenir immédiat. Seuls les syndicats qui auront su créer de véritables comités d'usine révolutionnaires appelés à devenir la base des syndicats révolutionnaires, pourront faire la conquête des masses et faire servir la tactique de l'unité de front à des fins révolutionnaires.

E. YARTCHOUK.

*M. HASKINE*

# Les forces de l'I. S. R.

■ ■ ■

En rapport avec le IVe Congrès de l'I. S. R., il est intéressant de faire connaître les données qui caractérisent l'accroissement et le développement des syndicats révolutionnaires des différents pays, ainsi que la situation actuelle de l'I. S. R. dans son ensemble.

On trouvera ci-après des données comparées pour 1925 et 1927. Les chiffres se rapportant à 1925 ont été déjà publiés dans le n° 12 de l'Internationale Syndicale Rouge de l'année en question (article du camarade Mandalian). Nous avons légèrement modifié ces chiffres pour les mettre en harmonie avec des données nouvelles, et nous avons supprimé complètement certains chiffres ne se prêtant pas à une vérification précise. Les données pour 1927 ont été puisées dans les rapports et autres sources de renseignements.

Il est commode de diviser en trois groupes les forces du mouvement syndical révolutionnaire :

A) *Organisations directement affiliées à l'I.S.R.*
(*pays dont le mouvement syndical adhère en totalité ou en partie à l'I. S. R.*) :

| Pays | Appellation de l'organisation | Nombre de syndiqués 1925 | | 1927 |
|---|---|---|---|---|
| 1. Argentine | Chaussure et métallurgistes | — | | 2.300 |
| 2. Belgique | Chevaliers du Travail | 8.000 | | 8.000 |
| 3. Hollande | "Nas" | 14.000 | (1) | — |
| 4. Indonésie | "Nas" | 80.000 | | — |
| 5. Irlande | "Nas" | 10.000 | | 18.000 |
| 6. Espagne | Les mineurs des Asturies | — | | 1.000 |
| 7. Canada | Ouvriers forestiers | 3.000 | | 3.000 |
| 8. Chine | Fédération Syndicale Panchinoise. | 540.000 | | 2.280.000 |
| 9. Colombie | Bureau Central des Synd. Ouvriers. | — | | 1.400 |
| 10. Mongolie | Bureau Syndical de Mongolie | 4.000 | | 5.000 |
| 11. Portugal | Bur. Exécf des partisans de l'I. S. R. | – | | 4.000 |
| 12. U. R. S. S. | Conseil Central des Syndicats | 7.700.000 | (2) | 10.248.000 |
| 13. France | C. G. T. U. | 505.000 | | 525.000 |
| 14. Tchécoslovaquie | S. G. I. | 200.000 | (3) | 196.000 |
| 15. Chili | Fédération ouvrière | 50 000 | | 50.000 |
| | TOTAUX | 9.114.000 | | 13.341.700 |

Par conséquent, l'effectif des organisations englobées par ce groupe de 15 pays a augmenté de 4.748.209 en l'espace de deux ans, c'est-à-dire de 52 %.

L'accroissement s'est fait principalement, dans les syndicats de l'U. R. S. S., de la Chine, et, partiellement, de la France, ainsi que par l'affiliation de certains pays. C'est au cours de la période examinée que s'est faite l'affiliation officielle du Syndicat Ouvrier Central de Colombie et du Bureau Syndical de Mongolie, à l'I. S. R. D'autre part, l'organisation hollandaise N. A. S. (Secrétariat Ouvrier National) est sortie de l'I. S. R.

Le chiffre de 2.800.000 a été indiqué pour la Chine, dans cette rubrique, sur les bases des données fournies par le Congrès des syndicats chinois. Ce chiffre se rapporte à avril 1927. Il est impossible d'établir actuellement, d'une façon précise, le nombre des membres des syndicats chinois, étant donné les événements qui se déroulent dans ces pays.

Ensuite vient le groupe des minorités révolutionnaires placées sous notre influence (ce sont pour la plupart des fractions au sein des syndicats réformistes).

(1) Les données manquent, le mouvement a été écrasé.

(2) Données se rapportant à fin décembre 1927. (*Service statistique de C. C. des syndicats de l'U. R. S. S.*).

(3) Données pour 1926.



B) *Minorités révolutionnaires* :

| PAYS | 1925 | 1927 |
|---|---|---|
| 1. Australie (Conseil Syndical des Galles du Sud) | 100.000 | 130.000 |
| 2. Autriche | 20.000 | 15.000 |
| 3. Angleterre | 750.000 | 800.000 |
| 4. Argentine | — | 15.000 |
| 5. Belgique | 40.000 | 40.000 |
| 6. Hongrie | 40.000 | —(1) |
| 7. Venezuela | — | —(2) |
| 8. Allemagne | 800.000 | 1.100.000 |
| 9. Hollande | — | 1.100 |
| 10. Grèce | 50.000 | 50.000 |
| 11. Danemark | 15.000 | 15.000 |
| 12. Espagne | 60.000 | 20.000 |
| 13. Italie | 75.000 | —(3) |
| 14. Canada | 30.000 | 10.000 |
| 15. Cuba | 50.000 | 50.000 |
| 16. Luxembourg | 3.000 | 3.000 |
| 17. Mexique | 50.000 | 30.000 |
| 18. Norvège | 35.000 | 30.000 |
| 19. Palestine | 2.000 | 2.000 |
| 20. Portugal | 24.000 | 24.000 |
| 21. Perse | — | —(4) |
| 22. Pologne | 70.000 | 100.000 |
| 23. Etats-Unis | 400.000 | 265.000 |
| 24. Uruguay | 3.000 | 4.500 (Com. d'unité) |
| 25. France | 50.000 | 60.000 |
| 26. Tchécoslovaquie | 50.000 | 70.000 |
| 27. Suède | 30.000 | 60.000 |
| 28. Suisse | 15.000 | 15.000 |
| 29. Afrique du Sud | 5.000 | 5.000 |
| 30. Japon | 20.000 | 60.000 |
| TOTAL | 2.787.000 | 2.874.600 |

Nous évaluons la force numérique du second groupe (minorités révolutionnaires) d'après les données qui caractérisent notre influence telle qu'elle s'est manifestée dans les congrès et conférences, au cours de la réalisation de campagnes, etc. Bien entendu, il est très difficile d'indiquer avec précision le chiffre qui exprime la force de notre influence. Voici quelques exemples : en Allemagne, nous estimions à 800.000 l'effectif des minorités révolutionnaires; actuellement notre influence a certainement augmenté. L'accroissement de l'opposition révolutionnaire dans les syndicats réformistes est attesté par les résultats des élections dans différentes fédérations (par exemple chez les métallurgistes, les travailleurs sur bois, les travailleurs de l'alimentation, etc) et par les élections des délégués des congrès syndicaux. Etant donné que l'A. D. G. B. compte 3.933.931 adhérents et l'A. F. A. 680.000, ce chiffre de 1 million, avancé par nous, représente moins de 25 % du nombre des adhérents de l'A. D. G. B. et de l'A. F. A., chiffre qui est plutôt au-dessous de la réalité. La minorité de 15.000 membres indiqués pour l'Autriche ne représente que 1,8 % par rapport à 807.515, total des syndiqués de ce pays, évaluation qui n'est certainement pas exagérée. Nous évaluons les données relatives à l'Angleterre (800.000) en harmonie avec la représentation à la dernière Conférence du Mouvement Minoritaire. On peut juger de l'accroissement de notre influence en Pologne d'après les élections aux caisses de maladie en 1926: la liste révolutionnaire a recueilli 26 % de voix de plus que la liste réformiste et 33 % de plus qu'au cours des élections antérieures. Au Portugal, le chiffre de 24.000 correspond au nombre des travailleurs sympathisants (dans les syndicats du livre, des gens de mer et dans les comités d'unité). Le chiffre de 1.100 établi pour la Hollande représente l'opposition qui, au sein du N. A. S., est restée fidèle à l'I. S. R. Le chiffre 20.000 répond à la minorité opposante d'Espagne. Il comprend les employés de la ville de Madrid et la minorité de la Confédération du Travail. En Norvège, le chiffre de 30.000 est établi par nous sur les bases de la représentation des éléments de gauche au dernier congrès. En avançant le chiffre 60.000 pour la Suède, nous nous sommes basés sur l'influence du Comité d'unité de Goeteborg. Au Japon, la Ligue d'unité groupe les syndicats réformistes des travailleurs des Transports, des tramways, des cheminots, la minorité de gauche de la Sodomei, etc. Aux Etats-Unis, le chiffre 265.000 a été établi d'après le nombre des ouvriers syndiqués qui se sont fait représenter à la dernière Conférence de la Ligue d'Education Syndicale. Le chiffre 400.000 indiqué pour 1925 comprenait un certain nombre d'ouvriers sympathisants non unis à nous par un lien organique. Par conséquent, la comparaison entre ces deux chiffres ne permet pas de conclure à l'affaiblissement de la Ligue. Le chiffre 30.000 indiqué pour le Mexique comprend les mineurs de Jalisco, les travailleurs des exploitations pétrolières, les travailleurs de Tampico, les ouvriers des transports et la minorité de la C. R. O. M. Pour l'Argentine, les 15.000 membres indiqués répondent à notre influence dans l'U. S. A. (32.000 adhérents). Ce chiffre comprend aussi les syndicats dissidents de Cordoue et Buenos-Aires. A Cuba, nous avons avec nous les partisans de la Fédération Ouvrière et du Comité Exécutif des partisans de l'I. S. R., soit au total près de 50.000 syndiqués. En

(1) Les données manquent.
(2) Les données manquent.
(3) Le mouvement a été écrasé.
(4) Les données manquent.

# SOMMAIRE


**Partie Générale**

| | Pages |
|---|---|
| A. Losovsky. — Les objectifs du mouvement syndical révolutionnaire..... | 179 |
| G. Monmousseau. — La C. G. T. réformiste au sein de de l'Etat bourgeois... | 189 |
| W.-Z. Foster. — La faillite du capitalisme syndical..... | 192 |
| L. Heller. — La nouvelle politique de l'impérialisme britannique et les objectifs de l'aile gauche du mouvement ouvrier de l'Inde..... | 199 |

**A travers le mouvement ouvrier international**

| | Pages |
|---|---|
| Racamond. — La lutte pour l'unité syndicale en France..... | 211 |
| A. Oulanovsky. — Les conférences des armateurs et les objectifs des marins révolutionnaires..... | 213 |
| Kathe Pohl. — La situation de l'ouvrière dans les pays capitalistes et les objectifs de l'I. S. R..... | 217 |
| E. Yartchouk. — Les comités d'usine dans le mouvement révolutionnaire... | 221 |
| M. Haskine. — Les forces de l'I. S. R..... | 226 |

*Le Gérant :* A. HERCLET

66561

LA COOTYPOGRAPHIE
— SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE —
11, R. DE METZ, COURBEVOIE

# Petite Bibliothèque de "L'Internationale Syndicale Rouge"

I. — Résolutions et statuts adoptés au 1er Congrès des Syndicats révolutionnaires (Moscou, 3-19 Juillet 1921)..... 2 »

II. — Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge (A. Losovsky)..... 2 50

III. — Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique (A. Losovsky). » 50

IV. — Les Syndicats et la Révolution (A. Losovsky)..... » 50

V. — Thèses et résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale Rouge (Moscou, Novembre 1922)..... 1 25

VI. — Vers le front unique international (Edo Fimmen) (introduction de Pierre Monatte).. » 50

VII. — Pour le Front unique des Transports (Pierre Sémard).. » 50

VIII. — L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité Syndicale. (A. Herclet)..... » 75

IX. — Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C. (Préface de Dudilieux)..... 1 50

X. — Les Anarchistes et le Mouvement syndical (Andrès Nin).. » 50

XI. — Le Grand Stratège de la Guerre de Classe (A. Losovsky)..... 1 »

XII. — L'Activité de l'I. S. R. (Rapport sur le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky ..... 7 50

XIII. — L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne (J. Maurin)..... » 75

XIV. — Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R..... 3 50

XV. — L'Unité du mouvement syndical mondial. (Rapports et discours prononcés au VIe Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S.), préface de A. Losovsky..... 2 50

XVI. — L'Organisation et la situation des employés en Russie (D. Antochkine)..... 1 »

XVII. — Les Problèmes du mouvement travailliste (P. Braun), préface de A.-J. Cook..... 1. » 75

XVIII. — Le Mouvement national de la classe ouvrière en Chine (L. Heller)..... 1 »

XIX. — La Conférence syndicale anglo-soviétique (A. Losovsky)..... 2 50

XX. — Le Mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre (A. Losovsky).. 10 »

XXI. — Les Syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'U. R. S. S. (A. Alouf), préface de Losovsky..... 3 50

XXII. — Réponses du camarade Losovsky aux questions posées par les délégués français en Russie à l'occasion du Xe anniversaire de la Révolution d'Octobre.. 1 50

## Extrait du Catalogue du Bureau d'Edition

112 M. Faussecave. — La femme dans la société capitaliste..... 0 50

Chauvel, Guerbois, Le Bigot. — Ce que nous avons vu en Russie 2 »

39 M. Dommanget. — Blanqui..... 3 25

102 P. Luquet.- La Commune de Paris 1 50

63 K. Marx.— La Commune de Paris 6 25

38 Lénine. — La Commune de Paris 0 40

54 XXX. — La Commune de Paris.. 1 25

1005 Trotsky. — La Commune de Paris 0 60

1098 I. K. Naumov. — Journées d'Octobre..... 3 50

C. Talès. — La Commune de 1871 (préface de Trotsky)..... 8 »

1107 H. Bobinska. — Les pionniers... 3 »

1100 La grève anglaise et les ouvriers de l'U. R. S. S..... 4 50

Lébédinsky. — La Semaine..... 7 50

1072 Kykhovsky. — Les assurances sociales en U. R. S. S..... 1 25

1081 S. Kaploun. — La protection du travail..... 1 50

110 A. Kurella. — Vers la réorganisation du travail de la jeunesse 3 50

Antochkine. — L'organisation et la situation des employés en U. R. S. S..... 3 »

CONDITIONS SPÉCIALES AUX ORGANISATIONS

*Adresser les Commandes au* **BUREAU D'ÉDITION, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITE, 132, Faubourg Saint-Denis, PARIS-Xe.**

Tél. : **NORD 07-51**

Chèque postal : **943-47 PARIS**